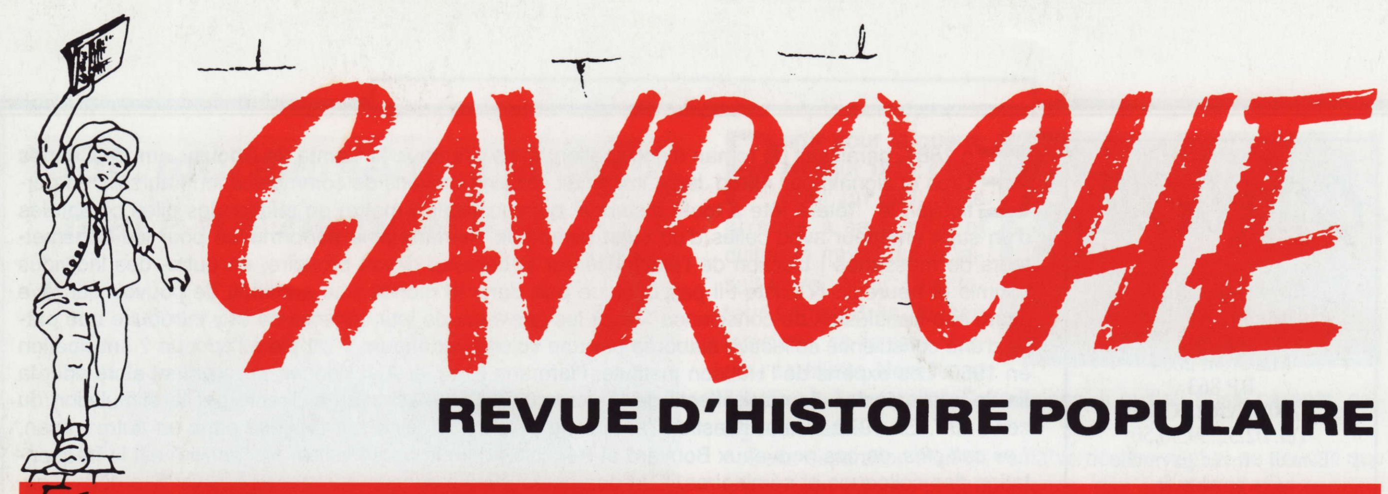


GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Numéro double : 9 €

Bimestriel n° 135/136 – 23e année – mai-août 2004

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro double 135/136
Mai-Août 2004
BP 863
27008 Evreux Cedex
Tél. 02.32.39.50.50
E-mail : revue.gavroche
@wanadoo.fr

Directeur de la publication :
Claude VIRLOUVET

Directeur honoraire :
Georges PELLETIER

Avec la collaboration
pour ce numéro de
Y. BRES
E. COMMUN
P. DAVID
J.L. DEBRY
J.C. GRULIER
C. JACQUIER
L. JACQUA
S. KNOPIK
J.-J. LEDOS
C. LE TALLEC
J. MARAIS
R. MERLE
J. PAPP
J-K PAULHAN
G. PELLETIER
F. ROUX
P. ROY
L. SEROUX
B. TILLIER
C. VIRLOUVET
P. YSMAL

Commission paritaire :
0707K81974
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette revue
sont résumés et indexés dans
Historical Abstracts and America :
History and Life

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris
Tél. 01.40.24.21.31

Publication, secrétariat de rédaction et
mise en page : Scoop Presse
BP 863 - 27008 Evreux cedex

Impression : 27 Offset
27930 Gravigny

En 1884, paraissait un roman d'anticipation, *Ignis*. L'auteur, le Comte de Chousy, ami de Charles Cros et signalé par Alfred Jarry, imaginait certains moyens de communication futurs et, en particulier, le "tête à tête à toute distance" qui consistait à mettre en relation les piles cérébrales d'un sujet émetteur avec celles d'un sujet récepteur. Remarquable performance pour les transmetteurs de messages ! L'action de l'électricité sur le cerveau devait produire, en outre, des individus soumis et heureux. N'existe-t-il pas quelque part dans le monde une ambition de pouvoir qui rêve d'une exo-transfusion de conscience : laver les cerveaux de leur conscience et y introduire une partie d'une conscience collective élaborée par une volonté extérieure ? Utopie à l'époque ? anticipation en 1960. Les experts de l'Hudson Institute, Hermann Kahn et A.J. Wiener, prévoyaient alors pour la fin de notre siècle « l'emploi effectif de la communication électronique directe par la stimulation du cerveau ». En 1970, Arthur Kœstler, l'auteur de *Le zéro et l'infini*, se moquait dans un autre roman, *Les call-girls*, de ces nouveaux Bouvard et Pécuchet dont la partie visible de l'activité est la fréquentation des colloques et séminaires. L'un des personnages évoque ses travaux : « On fixe deux électrodes au crâne d'un étudiant. Devant lui, un écran de télévision. Quand il appuie sur un bouton, son cerveau émet une onde caractéristique, l' "onde d'intention", une poussée d'activité électrique d'environ vingt microvolts. Les électrodes transmettent cette onde à un amplificateur, ce qui produit un courant, lequel allume le récepteur et amène la scène stimulante... une fraction de seconde avant que l'étudiant appuie sur le bouton... »

Ce n'est pas une anticipation mais une adaptation romanesque des recherches de Burrhus F. Skinner, spécialiste de la psychologie comportementale dans la tradition pavlovienne ou, plus pratiques, des expériences "psychotroniques" conduites à l'époque en ex-URSS, si l'on en croit un documentaire diffusé sur "Arte" le 24 août 1999.

En 1961, Lucien Barnier, décrivant la télévision de l'an 2000, pronostiquait : « ...les savants auront trouvé le moyen de rendre notre cerveau sensible aux messages de la télévision : c'est-à-dire à ses images, à son relief, à ses couleurs et à ses modulations sonores. Il y aura entre l'émetteur de télévision et notre propre cerveau un tout petit intermédiaire, qui tiendra à la fois de l'appareil électronique [...] du tissu organique et qui choisira dans les signaux de l'émetteur de télévision ce qui intéresse telle ou telle de nos cellules nerveuses. »

L'anticipation attendra encore un peu. Toutefois, en 2002, l'annonce a été faite aux USA que des rats, équipés d'électrodes dans le cerveau auraient effectué les tâches qui leur étaient ordonnées.

La même année, en Grande-Bretagne : « Un chercheur anglais peut, grâce à une puce implantée en lui, ouvrir une porte, faire reconnaître son "login" à son ordinateur. Le risque, c'est que l'on peut influencer des personnes à distance avec ce genre de puce, car ce qui va du corps vers les machines peut aussi aller des machines vers le corps. »

Le pire est encore à venir.

J.J. Ledos



La « douce banlieue » de Saint-Denis s'expose

2 photos pour illustrer la couverture de ce numéro, choisies parmi 350 qui sont exposées jusqu'au 23 juillet par les Archives municipales de la ville de Saint-Denis. Une exposition appelée « ***Douce banlieue**, Mémoire retrouvée, identité partagée* » qui se propose de montrer une histoire récente de la banlieue avec des témoignages oraux enregistrés et des photographies de famille.

« Plus de soixante ateliers de mémoire ont fait resurgir les souvenirs de certains, libéré la parole pour d'autres. Plus de 400 personnes ont participé à l'immense travail de collecte durant 3 ans. Dialogue entre générations quand les collégiens interrogent des femmes dans une résidence de personnes âgées. Confrontation des origines quand un atelier est organisé avec les résidents d'un foyer de jeunes migrants. Le résultat est impressionnant. La photographie conservée dans les albums de famille nous dévoile la culture populaire de banlieue dans toute sa vérité. Le regard qu'elle propose est unique. Il vient de l'intérieur. » Les archivistes municipaux parlent également d'une exposition rigoureuse et exigeante, sans regard nostalgique, sans approche facile et caricaturale du folklore populaire, qui donne à comprendre et à réfléchir. Pour Frédérique Jacquet, directrice des Archives municipales, interrogée récemment sur France Inter, « chaque parcours individuel a quelque chose à voir avec l'histoire de la ville, l'histoire tout court ».

A noter qu'une création d'un jeu multimédia organisé autour de 7 histoires d'enfants qui se déroulent de 1905 à nos jours sur le territoire de la banlieue nord accompagne l'exposition. Cette production doit permettre au jeune public de trouver sa place et sa filiation historique, là où il vit, dans sa ville, dans son quartier. A voir aussi sur internet (*www.copainsdebanlieue.com*).

L'exposition est ouverte depuis le 29 avril tous les jours (sauf lundi) de 14 à 18h, 6, place de la Légion-d'Honneur à Saint-Denis. Entrée libre.

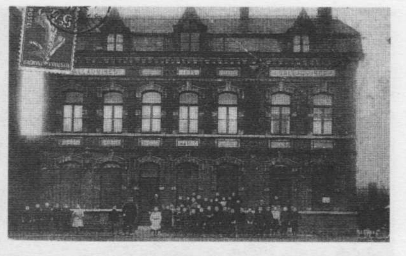
En première page de notre couverture, "Café ouvrier", photo datée de 1935 dans un album de famille. La photo de dernière page, "Le café de Sidi-Aïch" est également familiale mais plus récente puisque datée d'août 1974. Elle vient rappeler que, durant la guerre d'Algérie, les cafés algériens ont servi de point d'appui au militantisme indépendantiste. Le propriétaire, présent sur la photo, a été arrêté et emprisonné durant un an.

Nouveauté dans ce numéro : une rubrique "Bonnes feuilles" présentant des extraits de livres récemment publiés. Un bon moyen pour mettre directement en contact avec l'œuvre d'un auteur et, d'une certaine façon, relier un peu plus la revue à une actualité éditoriale s'intéressant à l'histoire populaire, indépendamment de celle imposée par les grands médias.

Ces pages supplémentaires (limitées par nos possibilités financières) vous sont ouvertes largement. Signalez-nous le livre que vous aimeriez voir lu par d'autres, nous contacterons l'auteur et l'éditeur pour un accord de publication d'extrait.

Ici, moralement, j'ai du mal à me reconnaître...

Othon Brès, Poilu Mle 9551, écrit la guerre à Margot, sa femme



Partir pour la guerre en août 1914, c'était pour un civil, être arraché à sa famille et quitter le travail qui le faisait vivre. Ainsi, l'instituteur Othon Brès laissait les siens, sa femme Margot, sa fillette Nénette et l'école où il exerçait à Sallaumines. Il quittait aussi parents, collègues et amis.

Cette séparation était un véritable déchirement et ne pouvait que créer, bien sûr, en la circonstance, des craintes et une certaine angoisse. Combien de temps allait durer cette guerre ? Quelles souffrances allait supporter le soldat ? Serait-il blessé ou, même, tué ?

Et, du fait qu'il ressentait lui-même les risques qu'il allait encourir, dès ses premières lettres à Margot, Othon éprouvait le besoin d'exprimer auprès d'elle un optimisme rassurant, allant jusqu'à présager que la victoire des armées françaises allait « procurer à nos enfants une vie exempte du souci de la guerre » !

Voici ses lettres des 2 et 18 août :

Le 2 août 1914,

Ma chérie,

Je t'écris au matin à 5 heures. Nous sommes levés depuis 2 heures du matin et nous marchons. Hier nous avons fait une très longue marche et je l'ai bien supportée. Je suis toujours fort bien portant. Hier je comptais voir Albert, j'ai vu passer sa compagnie mais il n'y était pas étant resté en arrière parce qu'il souffrait des pieds. A part ça il est fort bien portant. Nous espérons tous que la campagne se terminera rapidement et nous pourrons alors revenir et c'est avec plaisir que nous viendrons tous nous retremper auprès de vous.

j'ai vu Santerre qui souffre aussi un peu des pieds mais il est bien portant.

je ne vois plus grand chose à te dire ; d'abord la pause est finie et nous allons repartir.

Mes plus gros baisers à toi et surtout à Nénette, et à tout le monde.

Votre papa. Othon.

273e Rt d'Infie - 21e Compagnie. Béthune.

Le 18 août 1914.

Ma chérie,

Enfin, j'ai reçu hier lundi ta lettre du 9 août. Tu me dis dans cette lettre que tu as reçu seulement une lettre de moi. Je t'ai écrit depuis mon départ à peu près tous les jours. Tu as donc dû recevoir de nouvelles lettres. De ton côté tu me ferais grand, grand plaisir en m'écrivant le plus souvent possible, tous les jours si tu le peux. Moi, je te promets de ne pas passer 2 jours sans t'écrire. Bien entendu, le service postal se faisant de façon tout à fait irrégulière il se pourrait que tu ne les reçoive pas dans l'ordre où je te les écrirai. En tout cas, ne te chagrine pas, c'est inutile. Ton mari te reviendra, plus aimant, plus attaché à toi si possible après cette longue séparation. Nous ne savons rien ou presque rien des opérations de nos armées. Tu dois être mieux renseignée que nous. Ce qui est certain c'est que tous, tant que nous sommes, sommes certains du succès et que nous lutterons dans l'espérance absolue de procurer à nos enfants par nos victoires une vie exempte du souci de la guerre. Je n'ai rien reçu de la maison ni de Leforest. Tu voudras bien me dire quand tu en recevras. J'ai su que Gomert avait été versé au 8e Rt territorial.

Je suis fort content à la pensée que tu es forte et que tu supportes vaillamment la séparation. Je suis moi de fort bonne humeur depuis que j'ai reçu ta lettre. Embrasse bien bien fort ma grosse Nénette. Ne lui laisse pas oublier son papa. Je serai si content à mon retour de t'entendre encore m'appeler papa.

Je n'ai plus rien à te dire, je t'envoie mes plus doux baisers, mes



Othon, Margot et Nénette.

plus tendres caresses.

Ton Nohto pour la vie.

Je vais affranchir ma lettre et la mettre dans la boîte aux lettres. Elle t'arrivera peut-être plus tôt de cette façon.

La vie d'un poilu

Du 10 août au 2 novembre 1914.

C'est d'abord dans son carnet de guerre qui couvre cette période *(1)* que l'on trouve les récits les plus précis concernant, au jour le jour, les actions auxquelles Othon a participé. Celui-ci apporte une vue historique, plus objective, moins sentimentale que ses lettres. Ce qu'il écrit là est personnel certes, mais relate la réalité pure et simple car il n'a pas à se soucier de l'écho que cela risque d'avoir dans l'esprit de Margot, vu sa sensibilité, ses craintes, en ce qui concerne la dure et périlleuse existence d'un poilu. Ce n'est qu'un témoignage, mais c'est un témoignage.

Ce carnet a à peine 7 centimètres sur 11 et sur les 11 cm Othon a écrit 27 lignes de sa magnifique écriture – ici minuscule – de maître d'école ; 27 lignes à déchiffrer à la loupe !

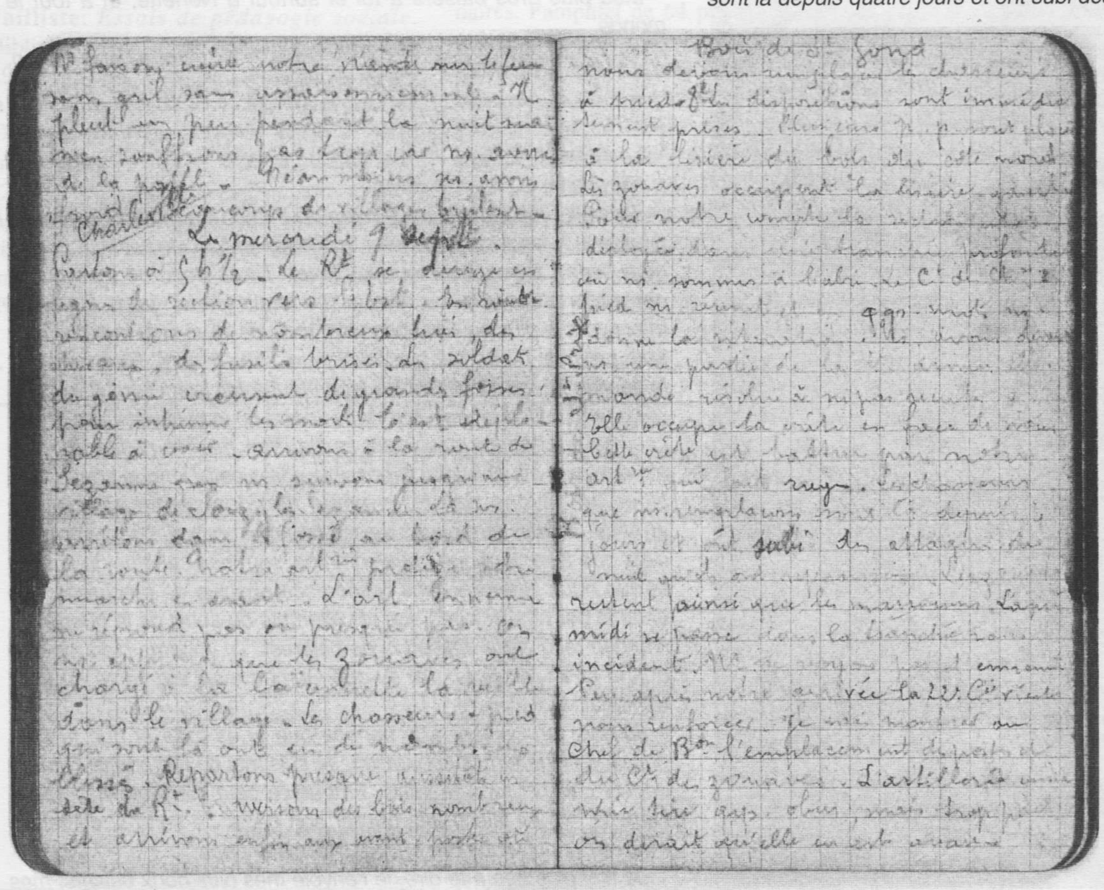
Prenons par exemple le récit de la journée du 9 septembre.

Partons à cinq heures et demi. Le régiment se dirige en lignes de section vers l'est. En route, rencontrons de nombreux tués, des chevaux, des fusils brisés. Les soldats du génie creusent des grandes fosses pour inhumer les morts. C'est déplorable à voir.

Arrivons à la route de Sézanne que nous suivons jusqu'au village de Soizy-les-Sézanne. Là, nous nous arrêtons dans le fossé au bord de la route.

Notre artillerie protège notre marche en avant. L'artillerie ennemie ne répond pas ou presque pas. On nous apprend que les zouaves ont chargé, à la baïonnette, la récolte dans le village. Les chasseurs à pied qui sont là, ont eu de nombreux blessés. Repartons presque aussitôt en tête du régiment. Traversons des bois nombreux et arrivons enfin aux avant-postes où nous devons remplacer les chasseurs à pied, 8ème (Bois de St-gond). Les dispositions sont immédiatement prises. Plusieurs groupes sont placés à la lisière du bois du côté nord. Les zouaves occupent la lisière gauche. Pour notre compte, la section est déployée dans une tranchée profonde où nous sommes à l'abri. Le Ct des chasseurs à pied nous réunit et, en quelques mots, nous en donne la situation. Nous avons une partie de la IIe armée allemande résolue à ne pas reculer. Elle occupe la crête en face de nous (Bois de St-Prix). Cette crête est battue par notre artillerie qui fait rage. Les chasseurs que nous remplaçons, sont là depuis quatre jours et ont subi des attaques de nuit qu'ils ont repoussées. Les zouaves restent ainsi que les marsouins. L'après-midi se passe dans la tranchée sans incident. Nous ne voyons pas d'ennemis. Peu après notre arrivée, la 22ème compagnie vient nous renforcer. Je vais montrer au chef de bataillon, l'emplacement des postes et du cantonnement des zouaves. L'artillerie ennemie tire quelques obus, mais trop peu. On dirait qu'elle en est avare.

Certains postes tirent des coups de fusil ; la 22ème compagnie a un tué et plusieurs blessés parmi lesquels les sergents Schiling et Roger. Ils sont immédiatement enlevés et transportés à l'ambulance. Le chef de bataillon vient nous dire de tirer sur tout ce qui se présente devant nous, sans nous inquiéter de

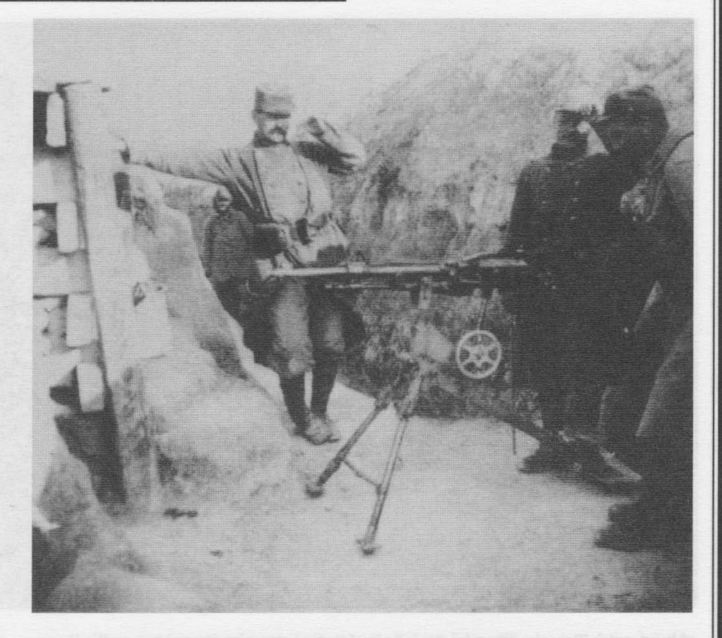


Le mercredi 9 Septbre

Bois de St Gond

l'uniforme, les Allemands s'étant revêtus des uniformes français. La nuit vient. Attendons de pied ferme dans la tranchée, baïonnette au canon les attaques de nuit qu'on croit probables.

Vers huit heures, on nous donne l'ordre de sortir du bois et de nous rassembler sur la route. Partons peu après, la compagnie en avant garde. Marchons vers l'est, direction occupée par l'ennemi. Passons à côté des tranchées où se trouvent de nombreux cadavres ainsi que des chevaux qui sentent fort mauvais. Traversons une lande pleine de genévriers et arrivons enfin dans un village où les maisons sont absolument détruites. L'église elle-même, est percée de boulets. De nombreux cadavres gisent çà et là. Sur une rivière, se trouve un pont que nous devrions franchir mais la route est barrée par de nombreux troncs d'arbres très gros que les Allemands ont abattus et mis en travers de la route. Au matin, à cinq heures, on scie et on enlève les arbres pour permettre aux hommes de passer. Village de Saint-Prix.



Après le 2 novembre 1914

On ne peut se reporter qu'aux lettres ou cartes postales qu'Othon envoyait à sa Margot essentiellement. Mais elles permettent de constater qu'elles étaient alors ses réactions vis-à-vis d'une guerre qui n'en finissait pas. Et là, peut-être par lassitude, s'estompe un peu l'optimisme affiché dans ses premières lettres. Et apparaissent alors ses réflexions souvent critiques *(2)* et quelque peu désabusées.

Sa lettre du 15 mai 1915 exprime même une autocritique, son désappointement d'accepter si facilement ce qu'il vit et qu'autrefois il aurait critiqué avec beaucoup plus de véhémence : il ne se reconnaît pas moralement.

5 nov. 14 - Nous sommes face aux Boches à 400 m environ. Tout à l'heure, je crois, j'en ai dégringolé un d'un coup de fusil. Il avait l'air de nous narguer à 600 m de nous. Eh bien, moi qui pourtant haïssais la guerre, je n'ai pas de remords et ma conscience ne me reproche rien, au contraire.

3 fév. 15 - Ce qu'il va y en avoir après la guerre de maris désappointés et déçus. Dans la région occupée par les troupes anglaises ou belges, il y a, à Calais, en particulier, beaucoup de femmes qui se consolent de l'absence de leur mari dans les bras des hommes des troupes alliées. L'entente cordiale quoi ! et ma foi, les Anglais doivent par là livrer bataille aux Anglais. C'est malheureux la guerre civile !... ici, du reste, c'est à peu près pareil et je crois bien que ces Messieurs de la Compagnie Hors rang qui ne sont pas aux tranchées, et ce continuellement, doivent eux aussi trouver auprès des femmes de mobilisés beaucoup de distractions. Cela me révolte, moi, ces choses-là, et je ne peux pas admettre que des femmes qui savent leurs maris sur le front, qui savent qu'ils souffrent, puissent si facilement oublier. Et ceux qui savent leurs femmes plus ou moins légères, doivent rire jaune à la vue de la légèreté de certaines. Un chasseur de la 16ème Compagnie de Chasseurs forestiers qui est ici à Verzenay (Marne), me raconta, l'autre jour, qu'il couchait depuis 2 mois avec la femme chez laquelle il loge dont le mari est sur le front. N'est-ce pas dégoûtant ? et ces hommes cocufiés de si triste façon ne doivent-ils pas, s'ils le savent, préférer se faire tuer que revenir. Moi, j'aurais vite fait mon choix.

28 fév. - En face de nos tranchées gisent d'assez nombreux morts tués en allant à l'assaut des tranchées boches. Ils sont tous du 201ème de Cambrai. Nous en avons enterré une bonne partie. Les pauvres malheureux étaient là depuis plusieurs mois. C'est, je t'assure, un bien triste spectacle.

6 mars - On a fusillé un soldat du Régiment condamné à mort par le Conseil de guerre. Il était du Pas-de-Calais. La Compagnie fournissait le peloton d'exécution dont faisaient partie des camarades, L. entre autres. Th. a dû donner le coup de grâce. Que c'est triste ! Le Capitaine m'avait exempté d'assister à l'exécution.

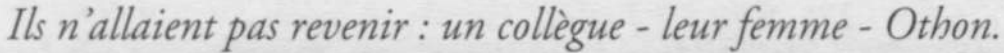
14 avril - Il me semble que, devant la supériorité écrasante de notre artillerie, les Boches ne peuvent que se décider sous peu à se rendre. Tu ne peux t'imaginer à quel point c'est horrible et on se prend à dire : Pauvres Boches.

15 mai - Je pense bien que lorsque nous aurons rendossé la tenue civile, nous serons toujours nous, moralement et physiquement. Ce sera une grande transformation car ici moralement j'ai du mal à me reconnaître. La conversation que je tiens avec mes camarades est une conversation de poilus et après la guerre, il pourrait peut-être pendant les quelques premiers jours en rester quelques traces. J'espère tout de même que le milieu aidant, ce vernis grossier disparaîtra assez vite.

19 mai - J'attends impatiemment l'arrivée de nos troupes dans le

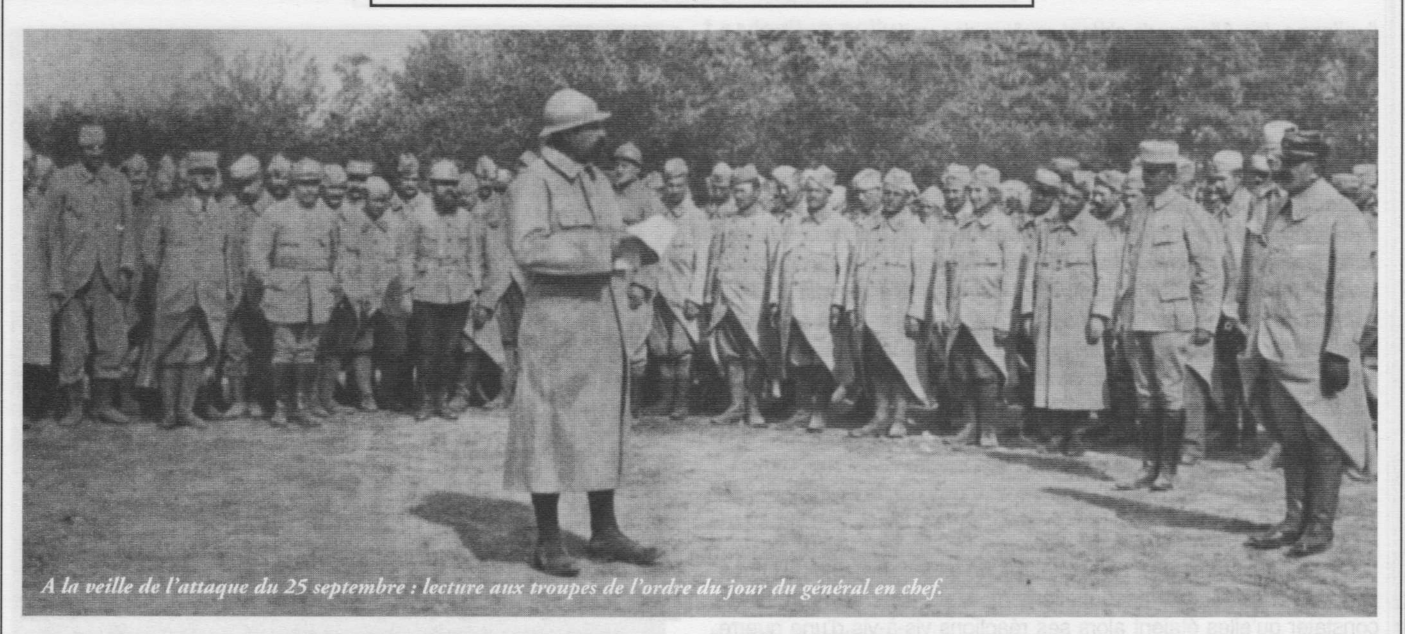


Othon en famille : Herminie, Othon, Nénette, Margot, sa mère.





Ils n'allaient pas revenir : un collègue - leur femme - Othon.


A la veille de l'attaque du 25 septembre : lecture aux troupes de l'ordre du jour du général en chef.

Nord, et ailleurs. Ca n'a pas l'air de marcher mal, mais malheureusement beaucoup doivent tomber. Que c'est triste, la guerre !

21 mai - Ici, nous n'avons pas de pertes, mais le service est assez dur, la nécessité de monter bonne garde, l'énervement produit par les balles, le sifflement des boulets, l'éclatement des bombes produisent une tension nerveuse assez forte, surtout quand on la subit 8 jours.

Il arrive que les hommes tués pendant une attaque en avant des tranchées boches restent sur place très longtemps, le feu de l'ennemi empêchant d'aller les enterrer. J'en ai enterré moi, qui étaient tués depuis plus de 4 mois.

20 juillet - On a célébré aujourd'hui une grand'messe dans le bois et, miracle de la piété, fille de la peur, environ 3 000 soldats, paraît-il, y assistaient. Lâcheté !?

29 juillet - Nous faisons tous les jours l'exercice comme toujours et cela devient fastidieux et aussi bête. Mais il vaut encore mieux cette vie que celle des tranchées. Figure-toi qu'il a fallu hier faire un exercice de campagne pour voir s'ils saluaient correctement. N'est-ce pas ridicule. Avec cela, les Boches n'ont qu'à bien se tenir.

9 août - L'autorité militaire supérieure s'est avisée après un an de guerre que toutes nos lettres devaient être lues par un officier du Régiment (Censure de corps) et, par conséquent, envoyées décachetées. Pour moi, personnellement cela me laisse absolument froid mais un qui ne doit pas être de même c'est l'officier chargé de cette lecture. Pauvre homme ! Que je le plains. Et qu'il trouvera en bien plus grand nombre des baisers, des souhaits de se retrouver, que des renseignements sur la situation des et aux armées. Mais quelle tête et quel courage il devra avoir. Moi qui me plaignais d'avoir dans le temps une vingtaine de compositions françaises à corriger ! Il est vrai qu'il ne sera pas tenu de corriger et qu'il se contentera de supprimer, ce qui est beaucoup plus commode.

17 août - C'est si bien organisé que les derniers partis en permission, donc les moins méritants, auront 6 jours, alors que les premiers n'en ont eu que 4. C'est bien militaire !

6 septembre - Sommes à notre 2ème jour de repos et nous avons commencé ce matin à aller à l'exercice. Quelle mentalité, bon Dieu !! Avec ces exercices et marches au repos, les Boches n'ont qu'à bien se tenir. Enfin, c'est comme cela et nous n'avons qu'à subir ce qu'on nous impose.

Puis, finalement, la mort d'un poilu

C'est le 5 octobre 1915 qu'Othon écrivit à sa femme sa dernière lettre. Le lendemain la Brigade devait aller à l'assaut. Et, ayant comme prémonition, bien qu'il s'en défende, qu'il risquait de ne pas revenir, il tenait, pour si c'était le cas, de lui redire tout son amour ainsi qu'à sa Nénette.

Le 5 octobre 1915

Ma Margot chérie, chérie

Je vais tâcher de t'écrire un peu longuement aujourd'hui tout en souhaitant que ma lettre soit complètement inutile. C'est une lettre, en effet, que je charge un ami resté à l'arrière de te faire parvenir pour le cas seulement où il m'arriverait quelque chose. On vient en effet de nous communiquer un magnifique ordre général du Général de Brigade nous faisant connaître que la Brigade doit aller demain à l'assaut. J'ai toujours la conviction de m'en tirer sain et sauf comme toujours mais comme on n'est sûr de rien je ne veux pas risquer de mourir sans t'affirmer que mes dernières pensées, mon dernier souffle sont pour ma Nénette et pour toi, pour ma maman chérie et pour tous les êtres qui me sont chers et qu'il est inutile que je t'énumère. Si je suis tué ou mortellement blessé, je mourrai, votre image sur mon cœur et dans mes yeux. Crois-moi si tu veux et je sais que tu me croiras, je ferai résolument mon devoir quoi qu'il puisse m'en coûter - le seul regret que j'ai, maintenant que le sacrifice est accompli, c'est de partir sans vous revoir, sans vous embrasser encore une fois follement comme je vous aime.

Si nous ne devons plus nous revoir, je t'en supplie au nom de l'amour que tu as


Messe dans une tranchée la veille de l'offensive.



Une vague, sortie de sa ligne d'abris, donne l'assaut.

pour moi, raidis-toi contre ta douleur, maîtrise-la et vis; vis pour notre chère Nénette que je ne voudrais pas pour rien au monde être privée de sa maman après avoir perdu son papa. Élève-la bien, parle-lui de moi souvent, fais en sorte qu'elle ne m'oublie pas. Tu ne manqueras de rien, j'en suis sûr. Tes parents et les miens te donneront tout le réconfort nécessaire. Tu auras droit à une pension viagère de 720 F, qui avec ce que tu pourras gagner te suffira sans que tu sois à la charge de personne. Quitte St Michel où tu aurais trop de souvenirs pour raviver ta douleur et va passer quelque temps chez moi avec maman et Herminie. De là tu pourras aviser.

Nous sommes actuellement à gauche de la route de Souain à Somme-Py et c'est en avant que nous devons donner l'assaut. Comme je te l'ai dit, j'ai la presque certitude de sortir de là sain et sauf ou de n'y être que blessé. En ce cas là, ma lettre ne te parviendra pas, car je charge mon intermédiaire de ne te la faire parvenir que s'il a la certitude de ma mort.

Tout le Régiment va donner et on commence par notre Bataillon. Albert plus favorisé est en réserve et ne donnera qu'après, si toutefois il donne.

Il me tarde beaucoup, vois-tu, d'être à demain, le bombardement épouvantable que nous entendons depuis 48 heures ébranle les nerfs. Nous sommes dans des tranchées provisoires, creusées depuis l'assaut de ces jours derniers, sans abri. Ce n'est pas gai et nous ne demandons qu'à en avoir fini. Les Boches répondent à notre bombardement, un obus vient de tomber à 2 mètres de moi couvrant mon papier de terre. Ce matin, j'ai reçu un éclat à l'épaule. Il m'a produit le même effet qu'un violent coup de poing.

J'ai reçu hier plusieurs lettres de toi et le colis de gaufres et oie. Merci beaucoup.

Je vais adresser cette lettre à Monsieur Picquel qui te la remettra en te prévenant avec précaution. Je le prie aussi de ne pas te laisser seule pendant quelques jours. Encore une fois, sois forte par amour de moi et pour Nénette. Je mourrai content si je sais que tu sauras maîtriser ta douleur.

Fais mes meilleures amitiés à tous les amis, M. Brunel, Maillard, Picquel etc.

Je pourrais faire dans les mêmes conditions une lettre pour maman et pour tous mes frère et sœurs, mais réflexion faite, je trouve ridicule cette confession in extremis, tellement j'ai confiance.

En tout cas si ma lettre te parvient communique la leur.

Dis-leur que je les réunis tous, que je vous réunis tous dans le dernier baiser que j'envoie.

Ton Notho qui voudrait bien que tu ne lises jamais cette lettre.

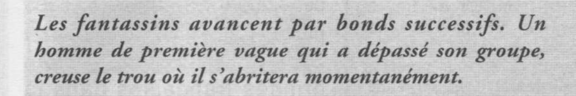
Santerre Wilbert et tous les autres camarades sont avec moi et nous marcherons demain côte à côte.

Si nous revenons, nous nous proposons de boire une bonne bouteille. Le croirais-tu c'est plutôt à cela qu'à mourir que l'on pense.

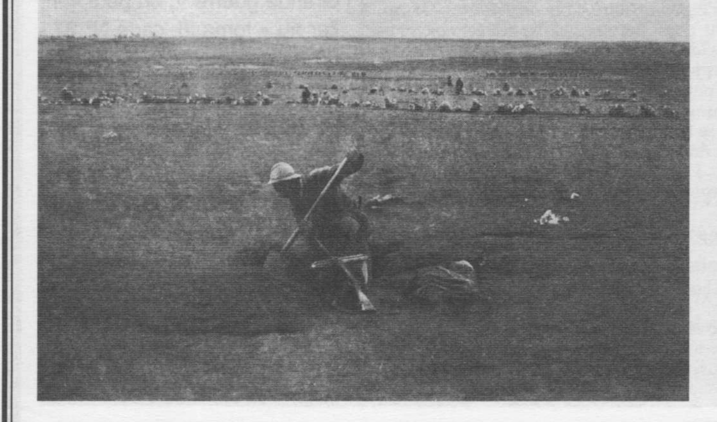
Comme l'a écrit ce matin le Général "Haut les Cœurs et vive la France!"

Encore un baiser.

Et ce fut ensuite pour Marguerite, ainsi d'ailleurs que pour les autres membres de la famille, et notamment Herminie, la sœur d'Othon, l'angoisse allant croissant.



Les fantassins avancent par bonds successifs. Un homme de première vague qui a dépassé son groupe, creuse le trou où il s'abritera momentanément.





Sur le champ de bataille, un territorial ramasse les fusils abandonnés.

Dans un premier temps, plus de lettres d'Othon. Puis, les lettres qui lui avaient été adressées reviennent début novembre avec la mention : « retour à l'envoyeur ». Pour essayer de se rassurer, quelques hypothèses relativement optimistes : Etait-il hospitalisé, blessé et incapable d'écrire, ou prisonnier ?

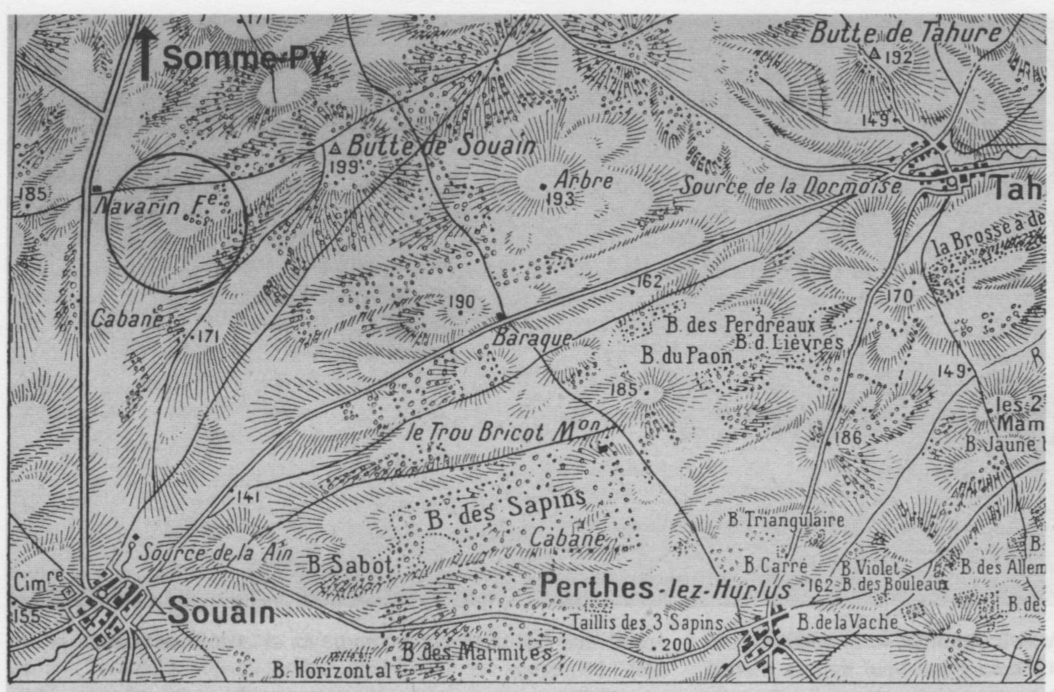
Hélas ! il avait bien été tué le 6 octobre 1915 au moment de l'assaut.

Mais ce n'est que le 23 mars 1916 – près de 6 mois après – que le Conseil d'administration du 73ème Régiment d'Infanterie adressa un « Avis officieux de décès » du Sergent Bres Othon au maire de St-Michel-sous-Bois pour qu'il en prévienne la famille « avec tous les ménagements nécessaires » ; ce que devait officialiser le jugement rendu le 31 mars 1920 par le tribunal de Montreuil-sur-Mer. Celui-ci précisait que « Bres Othon Tancrède » était « mort pour la France le 6 octobre 1915 à ferme Navarin (Marne) - Genre de mort : tué à l'ennemi. »

Pour bien situer le lieu et les circonstances, il suffit de se reporter à la carte ci-contre. On voit ici (entourée d'un cercle) la ferme Navarin où Othon allait être tué le 6 octobre au cours de l'assaut vers Somme-Py.

C'est parce que « l'offensive de septembre n'avait pas atteint partout les objectifs désignés » que « différentes attaques locales sont lancées en octobre ».

Et, en se reportant à la source incontestable que constituent les cartes publiées par « l'Etat-Major de l'Armée - Service historique : Les armées françaises dans la Grande guerre », on peut vérifier au « tome III, carte N° 37 - 50 000e - Deuxième bataille de Champagne - Situation des II



La région de Souain et Tahure.

allemand et exécutée avec un soin extrême. Par la combinaison des flanquements et un habile usage du défilement, l'ennemi est parvenu à « nuancer » sa défense, et, de ce fait, la force de cette deuxième position est très sérieuse. bien que nous ne nous trouvions plus en présence d'ouvrages renforcés à forme de labyrinthe, et d'une succession de tranchées parallèles. En effet, la défense est presque partout établie à contre-pente, échappant à l'observation terrestre. A la crête. des postes espacés et dissimulés, avec quelques mitrailleuses, commandent le glacis. Les réseaux de fil de fer double avec ronces, montés sur des pieux en fer, sont tous en arrière de la crête.

La conquête d'une telle position exige une reconnaissance préalable et une préparation méthodique.

Dès le 28 et le 29, nous nous étions établis dans certains éléments de cette ligne à l'extrémité de la tranchée de la Vistule (Ouest de la butte de Tahure), à l'Ouest de la ferme de Navarin, entre la parallèle du bois Chevron et la tranchée de Lubeck.

Sur ce dernier point, nous avions même poussé quelques éléments en avant, mais la brèche ne dépassant guère 400 mètres, il avait été facile à l'ennemi d'y concentrer un tir de barrage d'artillerie lourde. En même temps, il organisait hâtivement la lisière de quelques bois qu'il garnissait de mitrailleuses. Puis, construisant une tranchée en demi-cercle en arrière de celle qu'il avait perdue, il avait rétabli sa ligne de défense.

En face de cette deuxième position, nos troupes ont réussi à s'accrocher au terrain dans les circonstances les plus difficiles, creusant des tranchées au contact même de l'ennemi, et créant ainsi en rase campagne une nouvelle ligne française à la limite du terrain conquis. Les liaisons ont été rétablies d'une façon plus complète avec l'artillerie, dont les pièces de campagne et les pièces lourdes ont été rapprochées du nouveau front. Le ciel s'étant éclairci pendant quelques journées, notre aviation a pu reprendre son travail de reconnaissance et diriger le tir de nos batteries.

A la veille du 6 octobre, la préparation d'artillerie recommença sur certains points importants des positions ennemies. L'emplacement des batteries allemandes révélait d'ailleurs que l'ennemi était décidé à résister sur sa ligne actuelle au Sud de la Py, mais déjà sur les hauteurs au Nord de la rivière, il s'était mis au travail pour préparer une nouvelle position de repli.

LA JOURNÉE DU 6 OCTOBRE

Un assaut rapidement mené par nos troupes après une solide préparation d'artillerie, une violente réaction de l'ennemi, heureusement et promptement enrayée, telles ont été, sur le front de Champagne, les caractéristiques de la journée du 6 octobre.

Nous nous trouvions en présence d'une deuxième position allemande à peu près intacte ; nous étions accrochés au terrain dans des conditions difficiles. L'adversaire tenait, en face de nous et sur notre flanc, des hauteurs qui bastionnaient puissamment sa ligne. Nos troupes étaient obligées de se maintenir sur des pentes dénudées, dans des tranchées de fortune, sous les feux de flanquement de points d'appui solidement organisés.

Les attaques du 6 octobre nous ont permis de modifier heureusement cette situation en poussant notre ligne en divers points sur les hauteurs et en retirant ainsi à l'adversaire l'avantage d'une situation partout dominante.

L'assaut ne pouvait, comme celui du 25 septembre, s'étendre à tout le front. Nous n'avions pas les moyens de masser de grosses réserves en des places d'armes abritées. Nous n'avions plus la disposition de nombreux boyaux pour les ravitaillements et les évacuations. Notre artillerie ne travaillait plus sur un terrain qu'une étude de plusieurs mois avait pu lui permettre de repérer avec une minutieuse précision.

En dépit de toutes ces difficultés, les attaques ont été brillamment exécutées, et malgré une brutale contre-offensive allemande, le bénéfice de ce nouvel effort a pu être conservé, notamment autour de la ferme Navarin et autour de Tahure.

AUTOUR DE LA FERME NAVARIN

Des deux côtés de la route nationale de Souain à Somme-Py, au Nord de la ferme Navarin, les tranchées allemandes s'étendaient perpendiculairement à la route, tranchées des Vandales à l'Ouest, tranchées de la Kultur à l'Est, coupant dans leur largeur des boqueteaux de pins.

Quand, au matin du 6 octobre, nos soldats, troupes d'Afrique d'une part, troupes de l'Est de l'autre, s'élancèrent sur ces tranchées, elles purent y constater l'efficacité du bombardement exécuté le 5 et pendant la nuit du 5 au 6. Les bataillons allemands qui les occupaient et qui appartiennent à des troupes du 10e corps, retour de Russie, avaient durement souffert du feu de notre artillerie. Les blessés n'avaient pu être évacués en raison de nos tirs de barrage dans la vallée de la Py, et ces troupes, jetées brusquement dans une position inconnue, coupées de l'arrière, soumises à la violence, nouvelle pour elles, de nos rafales d'obus, n'opposèrent pas à la vague d'assaut une longue résistance. Ce qui restait du régiment : 482 hommes et 10 officiers, se rendit. Ils avaient dès la veille achevé leurs vivres de réserve. Depuis quatre jours, ils n'avaient rien eu à boire.

Les Marocains poussèrent aussitôt de l'avant et surprirent dans un camp des troupes dont le colonel fut tué.

Mais bientôt ils se trouvèrent en butte au feu de mitrailleuses dissimulées dans les bois. Une contre-attaque allemande déboucha. Les Marocains ramenèrent quelques prisonniers et s'organisèrent dans la tranchée des Vandales.

TAHURE ET LA BROSSE-A-DENTS

La prise de la butte de Tahure fut une opération menée avec la même méthode et le même succès : forte préparation d'artillerie, assauts bravement et rapidement donnés par une division de Picardie.

Avant l'attaque, nous étions sur les pentes de la butte. Un régiment normand, dès le 28 septembre, était venu

Dans l'Illustration du 16 octobre 1915, cet extrait de page rapporte les combats du 6 octobre au cours desquels Othon trouva la mort.
Les photos reproduites ici figurent également dans ce numéro et celui de la semaine suivante. Elles ont été prises dans la région et au moment où combattait Othon Brès.

et IVe armées le 6 octobre 1915 » que la 51e DI dont faisait partie le 273e R.I. attaqua ce jour-là à partir des abords sud de la Ferme Navarin en direction de Somme-Py au nord. Ce serait donc au début de l'attaque qu'Othon aurait été tué.

Yvan Brès

(1) - C'est le seul que nous ayons. S'il en a écrit un ou plusieurs autres ultérieurement, ils n'ont pas été retrouvés, l'ayant peut-être accompagné jusque dans sa mort, tué à l'ennemi.

(2) - Ceci est peut-être lié à ses origines : les Cévenols se considèrent souvent eux-mêmes comme des "réboussiés", ce qualificatif exprimant dans la langue des troubadours – leur langue – la tendance qu'ils ont souvent de voir les choses à rebours, de penser à l'envers par conséquent des idées, des points de vue admis dans le vécu de la société, et même en conséquence d'agir à l'encontre. D'ailleurs, en signant Nohto, et donc à rebours, les lettres qu'il envoyait à Margot, Othon n'exprimait-il pas, consciemment ou non, son caractère de réboussié ?

EN CHAMPAGNE

Les événements furent d'abord rares aussi de ce côté. A l'Ouest, près de Berry-au-Bac, dans la petite vallée de l'Amiette et près du canal de l'Aisne à la Marne autour de Sapigneul, se sont livrés des combats d'artillerie et de tranchées sur lesquels les renseignements ont été très concis. Entre la Suippe et l'Argonne, il y eut une suite d'actions que les communiqués disent violentes, mais sans préciser davantage. On a seulement annoncé, le 30 septembre, que nous avions pris pied en quelques points de la seconde ligne allemande près et à l'Ouest de la ferme de Navarin et de la butte de Tahure. Pendant que l'ennemi bombardait furieusement nos nouvelles lignes et usait d'obus asphyxiants ou lacrymogènes, nous mordions peu à peu dans le saillant que les siennes dessinent au nord du Mesnil-lès-Hurlus.

Le 6 octobre, enfin, nous avons obtenu un nouveau et brillant succès: le village de Tahure fut enlevé d'assaut, ainsi que le sommet de la butte du même nom, qui constituait un des principaux points d'appui de la seconde ligne de résistance allemande; le nombre des prisonniers immédiatement dénombrés dépassait un millier.

D'autres actions assez vives ont eu lieu entre Massiges et Rouvroy. Nulle part les contre-attaques n'ont pu avoir raison de la ténacité de nos soldats, sinon le 30: l'ennemi put alors reprendre pied dans une partie de l'ouvrage de la Défaite que nous lui avions enlevé.

Ce jour-là, le dénombrement des pièces ramassées sur le seul front de Champagne révélait la prise de 121 canons allemands.



Délogés à coups de grenades de leur tranchée, des Allemands ont été tués. Ici, un tambour tombé près de son instrument.

Des lettres, un carnet, des photos... pour un livre

Nénette : "C'est un petit personnage maintenant..."

C'est à ma cousine Andrée qu'il appelait Nénette, née le 2 février 1912 – il y a 92 ans – que je suis heureux d'offrir ce bref récit * de la guerre d'un Poilu, son papa, qui devait être tué le 6 octobre 1915.

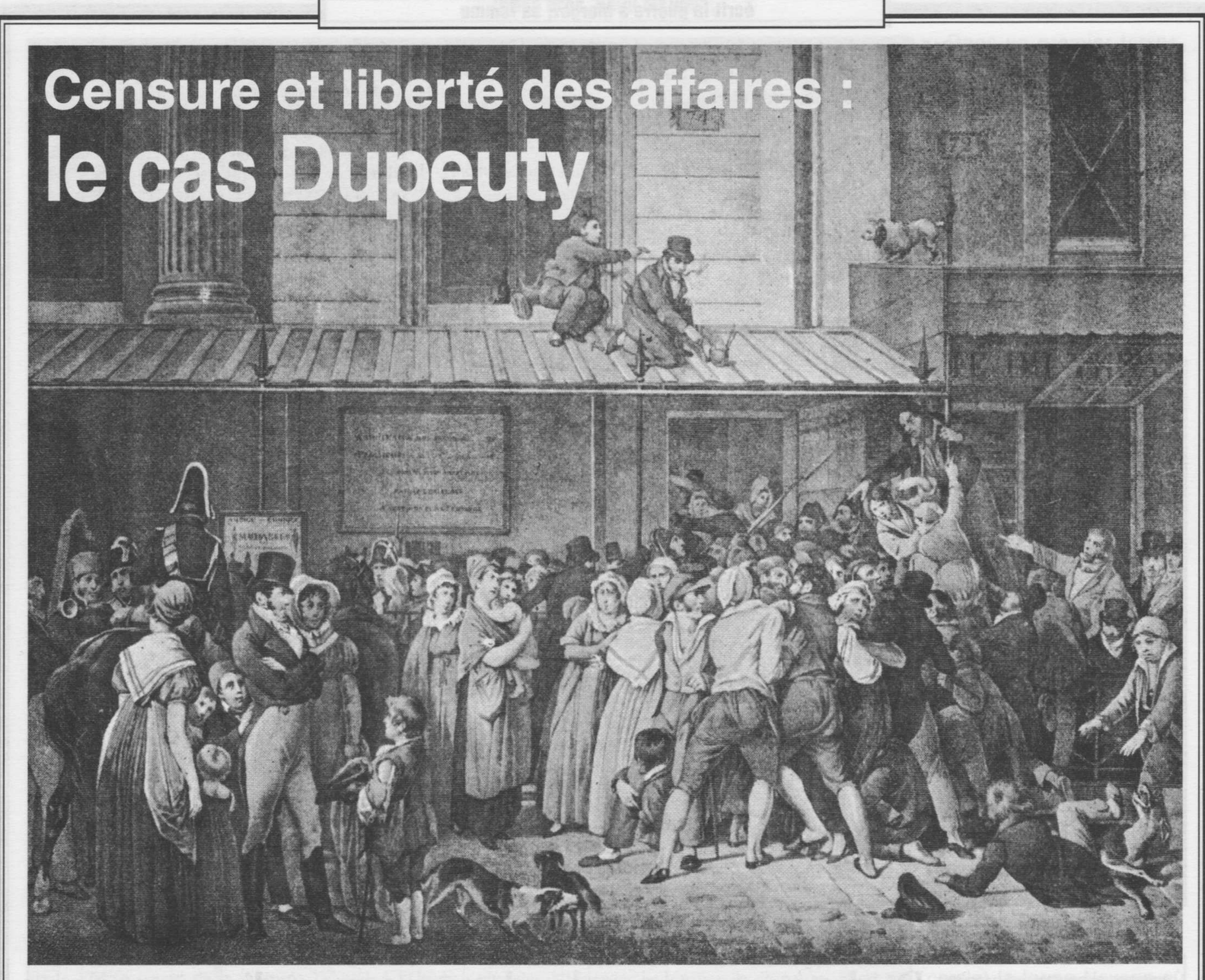
Dès lors, ne recevant plus les nouvelles à peu près journalières qu'il lui envoyait – ses dernières étaient du 3 – son épouse, Marguerite – sa Margot – exprimait quant à elle, dans les lettres qu'elle lui adressait et qui devaient ultérieurement lui être retournées, à la fois les craintes et l'amour ressentis en la circonstance par l'une et l'autre. Elle lui écrivait le 9 octobre : « Nous avons encore beaucoup parlé de toi ce matin avant notre lever. Les as-tu reçus nos baisers ? Le sais-tu que nous t'aimons beaucoup ? Oui dis ? Et toi aussi tu nous le rends bien. Tu es notre bon petit papa. Nénette m'a appelé ce matin "ma petite Guérite" ; elle était drôlette en disant cela, surtout de la façon dont elle le prononce ; elle dit aussi "petit Papa Othon". Je t'assure que si toutes les invocations, supplications, je ne sais trop quoi, peuvent te faire revenir, Nénette en a dit assez pour cela, l'a-t-elle dit des fois : "tit Papa chéri, reviens bien vite", etc, etc... Aussi, tu reviendras bien sûr, et nous te gâterons bien, mon Othon. »

Le 13 mai 1915, Othon ayant reçu la veille les photos de l'une et l'autre leur avait écrit : « Je trouve ma Nénette fort changée. C'est un petit personnage maintenant et son air sérieux m'étonne et me fait grand plaisir. Les longs cheveux aussi me surprennent. Cher ange ! Que je serai content de la gâter à mon retour et comme je l'aimerai !! »

HÉLAS ! Y.B.

**Et je remercie la revue* Gavroche *de le présenter en ce 90ème anniversaire du début de la Grande Guerre. Ma cousine m'ayant donné tous les documents originaux concernant son papa, mon oncle Othon Brès (correspondance, carnet de route, photos prises par lui-même, décorations militaires, 2 attestations "Mort pour la France", l'une signée par Poincaré et l'autre par le Gal Foch, etc), j'ai reproduit fidèlement et très longuement (120 pages dactylographiées 22x30 cm) son carnet de route in extenso et une grande partie de sa correspondance (et ceci sans commentaire pour laisser au lecteur sa propre liberté de réflexion). J'espère qu'un tel texte, illustré notamment par les photographies originales, intéressera un éditeur qui les fera paraître.*

Censure et liberté des affaires : le cas Dupeuty



« La passion pour les spectacles est devenue générale de nos jours. C'est en France surtout que cette passion est vive et durable, et, en voyant le concours prodigieux, l'affluence qui se porte dans nos petits théâtres des boulevards, on pourrait augurer qu'elle est encore plus vive dans le peuple que dans le grand monde. »

La Pandore, journal des spectacles, des lettres, des arts, des mœurs et des modes, 29 août 1824.

Spectateurs devant l'entrée du théâtre de L'Ambigu, boulevard du Temple. Lithographie de Boilly.

Je meurs, adieu Marie ! Pardonne-moi !

Frédérick Lemaître/ Pierre Brasseur,
interprétant Robert Macaire
dans *Les Enfants du Paradis*

Charles Désiré Dupeuty, bien oublié aujourd'hui, fait partie des nombreux artisans du théâtre parisien pendant le demi-siècle qui va de la Restauration au milieu du Second Empire. Par leur rythme de production, leurs méthodes de travail collectif, ils sont les précurseurs des scénaristes de feuilletons télévisés et de téléfilms. Ne se considérant pas comme des créateurs prestigieux, ils revendiquent le titre d'auteurs d'un produit, conçu pour un public précis, destiné à être consommé rapidement.

L'industrie naissante du spectacle est une source de bénéfices importants dans le Paris du dix-neuvième siècle. Mais la censure peut mettre en cause la liberté d'entreprendre. Les « entrepreneurs » dont les affaires sont alors menacées ripostent, invoquant, pour défendre leur droit au travail, la liberté d'opinion et d'expression, sacrée depuis la Révolution. Brisée par Napoléon, c'est seulement à partir de 1815 que cette industrie peut se développer, mais dans un contexte troublé, où elle fait peur au pouvoir : l'ordre dont il veut imposer le respect n'est qu'un ordre, dans lequel beaucoup de Français ne se reconnaissent pas.

Les décisions de Napoléon ne sont pas systématiquement mises en cause par la monarchie restaurée. L'empereur s'est efforcé d'imposer au théâtre, média important, les mêmes règles rigides qu'au reste de la société. Sa réforme, qui visait à réduire le nombre de petits théâtres incontrôlables, ouverts après 1791 pour répondre à la soif de divertissements, salles improvisées où même des « *portiers* [concierges] *jouaient le drame avec leurs enfants et toutes sortes de filles* »[1], divisait les spectacles en deux catégories presque étanches, qui inspirent encore aujourd'hui, au moins en partie, notre « exception culturelle » : en haut les théâtres dits pensionnés (subventionnés), chargés de jouer le répertoire classique, dont ils ont le monopole, en bas les petits théâtres, auxquels on concède les amusements impurs, comédies légères parfois mêlées de couplets chantés, mélodrames, pantomimes, selon des règles strictes[2]. Trente-cinq ans après la chute de l'Empire, deux révolutions plus tard (il est impossible de compter les émeutes), les adversaires de la liberté illimitée d'entreprise justifient le « privilège » de la Comédie-Française

[1] Selon Jules Janin, appelé à donner son opinion sur l'abolition de la censure, lors de l'enquête du Conseil d'État, sur les théâtres, après la révolution de 1848. Conseil d'État. *Enquête et documents officiels sur les théâtres.* Paris, Imprimerie Nationale, décembre 1849, p. 67. (Texte disponible sur le site Internet de la Bibliothèque Nationale de France, *Gallica.*)

[2] C'est grâce aux *Enfants du Paradis,* de Marcel Carné, 1944, que ce monde disparu continue d'émouvoir quelques spectateurs.



Gravure de Daumier (Le roi mis à l'amende) : planche parue dans *Le Charivari*, 15 décembre 1856.

par la nécessité de maintenir la qualité du théâtre de répertoire, auquel les forces du marché ne peuvent pas s'intéresser. La tragédie classique, constate-t-on en 1849, et même la « haute comédie » attirent trop peu de spectateurs, encore moins en province qu'à Paris. Il apparaît donc normal que l'État prenne en charge le rôle de conservateur éclairé : « *La portion de la société qui peut apprécier nos richesses dramatiques est trop peu nombreuse pour rémunérer suffisamment le Théâtre-Français. C'est pour cela que tous les gouvernements qui se sont succédé sont venus à son aide au point de vue financier. L'attribution exclusive de son glorieux répertoire est une charge plutôt qu'un avantage pour la Comédie-Française. Elle a besoin d'être soutenue pour supporter convenablement cette charge et conserver à nos chefs-d'œuvre une interprétation digne d'eux*[3]. »

Les petits théâtres, quant à eux, attirent le monde, mais avec des produits éphémères, vite oubliés et vite remplacés pour répondre à une demande forte. Tous ne sont d'ailleurs pas « petits » : le Vaudeville compte 1 260 places, le Gymnase 1 108. À l'exception de Noël, on y joue tous les jours, même si la création des chemins de fer commence à entraîner une modification des loisirs[4]. Un succès rapporte beaucoup mais il faut être capable de se renouveler : les pièces, souvent inspirées par l'actualité, grave ou légère, par l'histoire, durent rarement plus de quinze jours et des équipes d'auteurs en apportent chaque semaine.

Une censure modérée, plus modératrice que répressive

Sous Louis-Philippe, après le rétablissement officiel de la censure, en 1835, les censeurs lisent en moyenne deux pièces par jour, entre six et sept cents par an. Toujours pendant cette période de 1835 à 1848, les refus de représentation, parfois conditionnels ou partiels, opposés par la censure, ne dépassent pas au total 123[5]. Tous ne sont pas provoqués par des motifs politiques, si l'on se fie à certains titres, tels *Une nuit chez Putiphar (scène orientale), Prête-moi ta femme, Épouser ou mourir, Ah ! Niaise de Mélanie ! (parodie)* au Palais-Royal, autorisé à jouer le « *genre grivois et poissard* »[6].

Mais la préoccupation des autorités, tous régimes confondus, est de faire disparaître des pièces ce qui « *pouvait porter atteinte à la tranquillité publique et aux institutions du pays* ». La contestation permanente de ces institutions n'est pas seulement rhétorique. Le théâtre, lieu public par excellence, est autant lieu de spectacle que lieu de manifestation. Les spectateurs sont prompts à s'interpeller et à se battre, dans les grandes comme dans les petites salles, et bien sûr à s'en prendre aux acteurs trop



Une loge vers 1832. Lithographie de Gavarni.

marqués politiquement.

Mademoiselle Mars, accusée de fidélité à l'usurpateur Bonaparte, dont les bouquets de violettes (impériales, « contre » le lys des Bourbons) irritent, se fait siffler dans le rôle d'Elvire, le 10 juillet 1815, lors de la représentation du *Tartuffe*[7]. Le 22 mars 1817, la représentation de *Germanicus*, dont l'auteur, Arnault, ancien secrétaire général de l'Université impériale, est proscrit, provoque une nouvelle « bataille de Cannes » (bambous, joncs et rotins) entre officiers de la Garde royale, qui tirent même leurs sabres, et demi-soldes fidèles à l'Empereur : police et armée doivent entrer au Théâtre-Français pour rétablir le calme. Quelques duels s'ensuivent même. Interdiction est désormais faite d'apparaître au parterre avec des armes, quelles qu'elles soient[8].

Dans les petits théâtres, ce sont les « mots » que guette le public, prompts à les applaudir, parfois interminablement, ou à les huer; ils ont plus d'intérêt que la pièce elle-même, qui offre plus des prétextes qu'un texte proprement dit. Cette "guerre de mots"[9] est bien une petite guerre qui se mène en permanence contre le pouvoir : « *Une fois le couplet chanté, le mot satirique entendu à la première représentation, il est acquis au public ; si on veut le supprimer, le public brise les banquettes* »[10]. La censure répressive devient alors le moyen du succès : « *Je ne parle point des*

[3] M. Seveste, in *Enquête et documents officiels sur les théâtres...*, p. 9.

[4] « *La population qui sort de Paris pendant l'été devient de jour en jour plus considérable. Il sera désormais nécessaire pour beaucoup de théâtres qu'il y ait une saison d'hiver et une saison d'été.* » *Enquête...*, p. 7.

[5] « *Le nombre des ouvrages soumis à la censure depuis le 11 septembre 1835 jusqu'au 23 février 1848 est de 8 330* ». *Ibid.*, p. 233.

[6] M. Florent, l'un des censeurs interrogés déclare : « *En voyant un passage scabreux, nous nous demandions : 'mènerions-nous notre femme et nos filles à un théâtre pour entendre de telles choses ? C'était pour nous un* criterium*'.* » *Ibid.*, pp. 181-182.

[7] E. Biré, *L'année 1817*, Paris, Honoré Champion, 1895, p. 306

[8] *Ibid.*, p. 311.

[9] *Enquête*, p. 183.

[10] *Ibid.*, p. 65.

Dupeuty, fabricant de succès

« DUPEUTY (Désiré-Charles), auteur dramatique français, né à Paris le 6 février 1798, mort à Saint-Germain en Laye au mois d'octobre 1865. Il était issu d'une famille de robe, originaire de Vervins. Après avoir fait ses études au lycée Impérial, il servit en qualité de volontaire pendant les Cent-Jours. Le licenciement de l'armée de la Loire le jeta dans l'administration. Il vécut quelque temps d'un emploi dans un ministère, et s'essaya modestement à la littérature dramatique par un vaudeville intitulé *la Fête au village*, représenté en 1821. Puis il fonda un journal d'opposition, *la Nouveauté*, qui lui attira les rigueurs du ministère Corbière. On le vit alors commencer avec un grand bonheur et une inépuisable fécondité ce système de collaboration qui dura quarante ans et lui valut de nombreux succès. Associé aux auteurs dramatiques en vogue, il a mis son nom à une foule d'œuvres théâtrales, parmi lesquelles plusieurs sont restées au répertoire. Déjà, en 1832, on lui attribuait la participation à plus de soixante-dix pièces. Nous citerons, entre autres productions de cet auteur, qui a enrichi les scènes parisiennes de tant de petits chefs-d'œuvre de finesse, de mouvement et de gaieté : *le Hussard de Felsheim*, vaudeville en trois actes (1827) ; *Léonide ou la Vieille de Suresnes*, en trois actes (1824, repris en 1852) ; *les Poletais*, en deux actes, *Madame Grégoire ou le Cabaret de la Pomme de Pin*, chanson en deux actes ; *la femme, le mari et l'amant*, en cinq époques (1829) ; *la Camargo ou l'Opéra en 1750*, comédie en quatre actes (1833) (...). Citons encore : *Napoléon ou Schœnbrunn et Sainte-Hélène*, drame en neuf tableaux, avec M. Régnier (1830); *le Procès du maréchal Ney* (1815), drame historique en quatre tableaux, avec Fontan (1831), non représenté, par suite de l'interdiction de l'autorité supérieure, mais imprimé ; *Paris la nuit*, drame populaire en cinq tableaux, avec M. Cormon (1842) ; (...) N'oublions pas : *Victorine ou la Nuit porte conseil* ; *le Chevalier d'Essonne*, vaudeville en trois actes, avec M. Anicet-Bourgeois (1847) ; *le Marquis d'Argencourt*, en trois actes (1857) ; enfin (...) *Marionette* ; *Cornaro, tyran pas doux ; les Buses graves*, parodies des drames de M. Victor Hugo : *Hernani, Marion Delorme, Angelo, les Burgraves*. Décoré de la Légion d'honneur en juin 1852, Charles Dupeuty avait été l'un des fondateurs les plus actifs de l'Association des auteurs dramatiques. (...) »



Schœnbrunn et Sainte-Hélène. Prudent dans le rôle de Napoléon.

Extrait du *Grand Dictionnaire universel du XIXe siècle* de Pierre Larousse (1863-1876)

Selon d'autres sources, Dupeuty a été, en 1831, de la petite équipe chargée d'adapter au théâtre *La Famille improvisée* d'Henri Monnier, où apparaît pour la première fois le type du bourgeois épanoui et prétentieux, Monsieur Prudhomme. Vers la fin de sa vie, il a écrit plusieurs livrets pour Offenbach. Plusieurs de ses pièces ont été traduites et interprétées, enfin, en Autriche ou au Danemark.



En juin 1829, Victor Hugo écrit en 24 jours *Marion Delorme*, qui censurée, ne fut représentée qu'en août 1831. Victor Hugo alla lui-même soumettre le quatrième acte de sa pièce à Charles X mais sans succès. Victor Hugo raconte cette entrevue dans *Les Rayons et les Ombres : ... entre le poète et le vieux roi courbé...*

journaux, des brochures qui multiplient le scandale qu'on a voulu arrêter, des tribunaux qui le développent et lui donnent un piédestal en essayant de le punir »[11].

Si les démêlés d'un Victor Hugo avec la censure sont mieux connus, grâce à son génie et grâce à son génie des formules[12], l'affaire du *Roi s'amuse* montre bien l'étendue du champ à la protection duquel l'autorité doit veiller : il s'agit d'éviter les mises en cause du pouvoir actuel, celui des Orléans, mais aussi des pouvoirs précédents, comme leur exaltation excessive. Dans le cas du *Roi s'amuse*, la pièce est jugée scandaleuse à la fois parce qu'elle s'attaque au roi François Ier et met en cause la dignité royale[14], même si Louis-Philippe ne semble pas être visé directement, et parce qu'elle peut provoquer des manifestations républi-

[11] *Ibid.*

[12] *« Il n'y a eu dans ce siècle qu'un grand homme, Napoléon, et une grande chose, la liberté. Nous n'avons plus le grand homme, tâchons d'avoir la grande chose. »* Discours prononcé par M. Victor Hugo devant le tribunal de commerce pour contraindre le Théâtre-Français et le gouvernement à laisser représenter *Le Roi s'amuse*, 18 décembre 1832. V. Hugo (F. Laurent, édit.), *Écrits politiques*, Le Livre de poche, Références, 2001, p. 95.

[13] Voir F. Laurent, *op. cit.* p. 80. C'est aussi pour ne pas relancer les polémiques sur la corruption de la vieille monarchie, dont les Orléans s'estimaient - malgré tout ! - solidaires, qu'on interdit, après 1835, *Louis XV chez madame Dubarry*, au théâtre du Luxembourg.

[14] C'est en 1833 que Louis-Philippe décide de transformer une partie des appartements du château de Versailles en musée dédié à « toutes les gloires de la France ». Le musée, inauguré en 1837, comporte des toiles de David, Delacroix, Girodet, Gros. Ce « panorama épique » de quatorze siècles s'épanouit avec la conquête de l'Algérie et *la Prise de la smalah d'Abd el-Kader par le duc d'Aumale* (fils du roi), en 1843. L'entreprise, poursuivie par Napoléon III, est interrompue par la défaite de 1870... Et le musée, cible d'un attentat il y a une vingtaine d'années par des indépendantistes bretons, est la plupart du temps inaccessible. Voir M. Battaglia, « Versailles à pas comptés », *Le Monde 2*, janvier 2003, pp. 59-72.

caines ou légitimistes, diviser une fois de plus une opinion qu'on voudrait unir dans le culte des « grandes gloires de la France » (auxquelles le roi va consacrer une partie du château de Versailles par une politique de commandes spéciales[15]).

Les textes que nous lisons aujourd'hui, sans bien connaître les événements qui les entourent, sans entendre la rumeur de la rue parisienne, peuvent donner l'impression d'autorités obsédées par la moindre allusion, qui craignaient la contestation jusque dans les moindres détails. Le silence d'une bibliothèque aide mal à se figurer leur pouvoir réel, leur « capacité de nuisance », face à des gouvernements dont la légitimité est sans cesse remise en cause, en haut par le discours des élites insatisfaites[16], en bas par l'émeute que ce discours justifie.

De Du Peuty à Dupeuty ou de l'éloge de la monarchie à la nostalgie de l'empire

Charles du Peuty, avant d'exploiter le filon rémunérateur de la légende napoléonienne[16] et de se poser en victime de la censure louis-philipparde, avant aussi de changer son nom en Dupeuty, a d'abord chanté la monarchie légitime restaurée.

Si cette dernière, contrairement au Premier Empire, ne semble pas avoir exercé de pressions sur les auteurs de théâtre pour qu'ils exaltent le régime et ses personnages[17], elle ne pouvait bien sûr réprimer les cris de bonheur spontanés. Du Peuty écrit donc un « À propos-vaudeville », pièce d'actualité aux couplets chantés, pour la venue de la duchesse de Berry à Dieppe pendant l'été de 1824. C'est l'occasion de rappeler le succès militaire de l'expédition d'Espagne, conduite par le duc d'Angoulême, qui entend marquer le retour de la France dans les affaires européennes. La volonté française d'arbitrage et de modération dans le conflit qui oppose Ferdinand VII aux libéraux espagnols a certes échoué : le roi d'Espagne n'entend pas amnistier ses adversaires et ne partage pas le parti de clémence pragmatique affiché par Louis XVIII[18]. Mais l'échec politique de l'intervention est largement compensé par les victoires françaises, dont la prise de Cadix en 1823, encore toute fraîche dans les mémoires.

L'intrigue d'*Un jour à Dieppe* est simple : François est un brave marin, qui aime la jolie Marie, mais ne peut l'épouser car il est trop pauvre. Heureusement, la bonne Madame de Rosay reconnaît en lui le matelot qui a sauvé la vie de son frère, officier, lors de la prise de Cadix. Elle obtient pour lui une "place", qui lui permettra de se marier, à l'occasion du voyage de la duchesse de Berry. Les comédiens reprennent en chœur, sur un air connu du public, l'éloge de la bienfaitrice :

" *Sur son chemin, dans cet heureux voyage,*
À chaque pas elle trouvait des fleurs ;

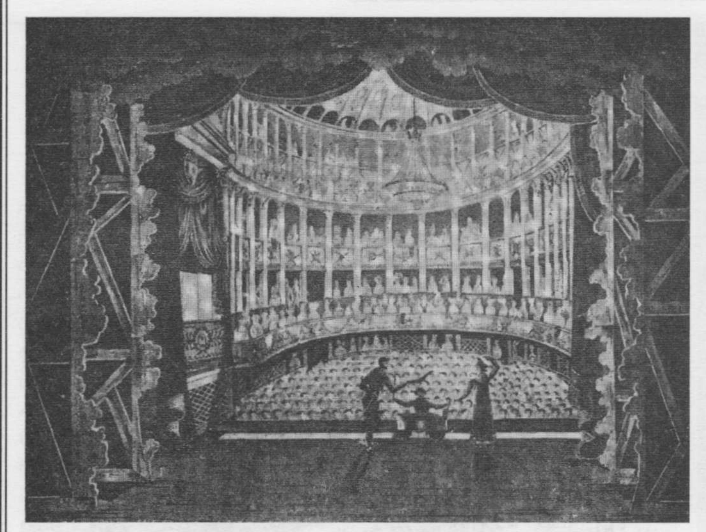


[15] « [Les] *chefs* [de la classe moyenne] *s'étaient formés, le plus souvent, dans les journées d'émeute. Ils n'avaient pas cessé de croire que* "l'insurrection était le plus sacré des devoirs" . *(...). Il leur semblait tout naturel de comploter, puisqu'au bout du complot, il y avait peut-être la conquête de l'État.*» P. Lafue, *Louis XVIII*, Paris, Les Éditions de France, 1944, pp. 2955-296.

[16] Voir in C. de Seynes-Bazaine, *Du Boulevard du crime au Théâtre libre, cinquième voyage dans le théâtre français, 1800-1900,* Le Chariot pourpre, s. d., «1830 - On peut enfin parler de Napoléon », pp. 44-45.

[17] Alexandre Duval, directeur de l'Odéon, rebaptisé Théâtre de l'Impératrice, écrit pour la réouverture de 1808 *Le Vieil Amateur*, où il réussit à louer Napoléon, le Sénat conservateur et Joséphine : « *Par l'amour qu'on lui porte, elle unit tous les cœurs ;/ sa douce bienveillance écarte les disgrâces./ (...) Et vous devez, messieurs, vos succès aujourd'hui,/ À cette auguste main qui vous prête un appui* ». Quand Napoléon abandonnera Joséphine pour épouser Marie-Louise, M. de Rougemont montera, en 1810, *Le Mariage de Charlemagne, tableau historique*, dans lequel le grand empereur répudie son épouse Ermengarde pour s'unir en secondes noces à la belle et vertueuse Hildegarde, fille du duc des Allemands. E. Biré, *op. cit.* pp. 323-325.

[18] « *Si j'ai embrassé le système de la modération, ce n'est pas par paresse ou par goût personnel, mais par raison; c'est parce que je crois que, seul, il peut empêcher la France de se déchirer de ses propres mains*». In P. Lafue, *op. cit.*, p. 293.



Le théâtre des Variétés vers 1828.

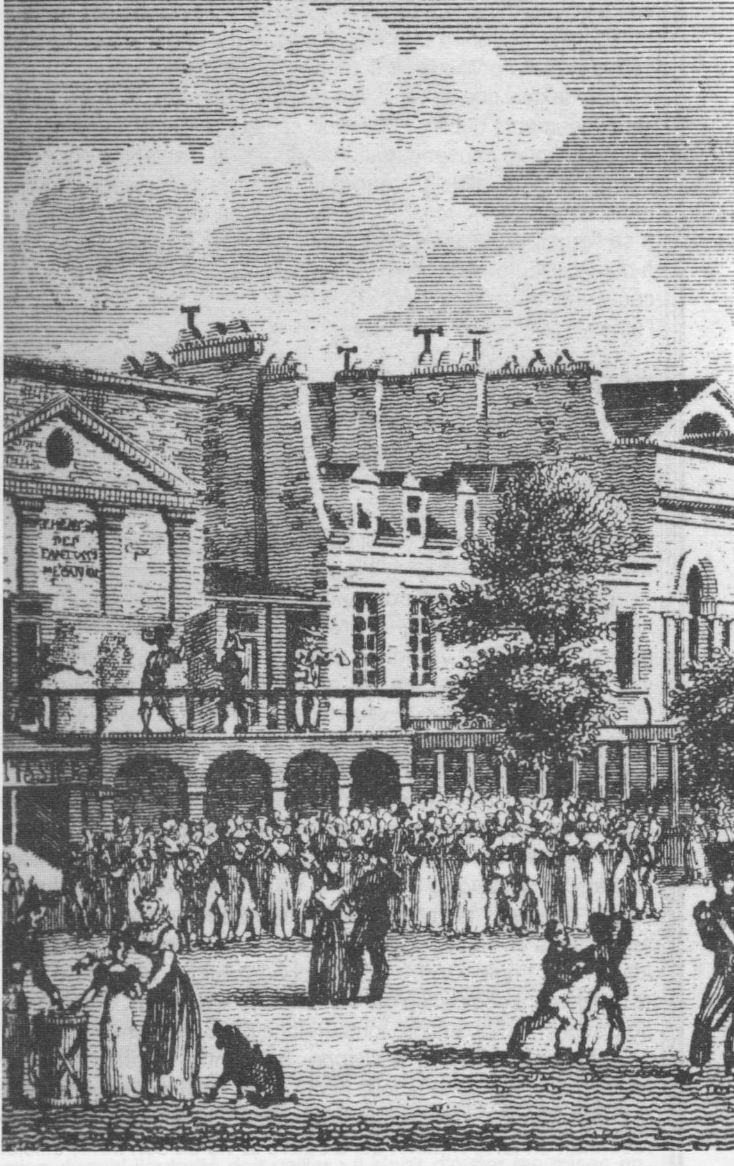
Des cris d'amour saluaient son passage,
Et pour cortège elle avait tous les cœurs. " [19]

La chute des Bourbons et l'exil de la famille royale « légitime » après les « Trois Glorieuses » de juillet 1830 auraient libéré la parole sur le grand empereur. Louis-Philippe aurait voulu séduire les Bonapartistes pour mieux enraciner son régime dans le cœur des Français, comme en témoignerait le retour des cendres de Napoléon en 1840. Quelques mois auparavant, Louis-Napoléon Bonaparte a été emprisonné au fort de Ham après l'échec de son coup d'État, et la démarche politique de la monarchie des Orléans reste très prudente. Prise entre plusieurs feux, elle oscille entre récupération - jusqu'où aller dans la commémoration sans mettre en péril son autorité ? - défense des nouvelles autorités « légitimes », et volonté d'apaisement.

Dix ans plus tôt, en octobre 1830 puis en septembre 1831, la Chambre rejette les pétitions pour le transfert des restes de Napoléon à Paris. Un projet de loi condamnant les membres de la famille de Charles X au bannissement perpétuel agite les esprits; il sera finalement voté en avril 1832 et la proscription étendue aux parents de Napoléon. L'église Saint-Germain-l'Auxerrois est saccagée en février 1831, comme l'archevêché le lendemain : le "Peuple" n'a pas supporté que les légitimistes commémorent par une messe l'anniversaire de l'assassinat du duc de Berry en 1820. Le ministre de l'Intérieur, le comte de Montalivet, quant à lui, déclare « comprendre » les manifestations.

C'est dans ce contexte troublé que Dupeuty (son nom s'écrit désormais en un seul mot, concession à un état d'esprit plus démocratique ?) s'associe à Fontan pour écrire *Le Procès d'un maréchal de France 1815*, interdit par les autorités avant la première[20]. Lésé dans ses intérêts de producteur, il fait publier son texte précédé du rappel de l'article 7 de la Charte de 1830 : « *Les Français ont le droit de publier et faire imprimer leurs opinions, en se conformant aux lois* [21] : *LA CENSURE NE PEUT JAMAIS ETRE RÉTABLIE.* » Il semble que Charles Dupeuty se soit livré à plusieurs vaines tentatives pour faire jouer sa pièce sous la Monarchie de Juillet et qu'elles aient contribué au rétablissement officiel de la censure. La pièce n'aurait été représentée que le 25 mai 1848, au théâtre de la Porte Saint-Martin, après une nouvelle révolution[22].

Que présentait de dangereux pour le gouvernement d'alors une telle pièce ? En évoquant l'exécution du maréchal Ney, coupable de s'être rallié à l'Empereur au moment des Cent-Jours, elle pouvait exciter de nouveau les passions contre les légitimistes, ranimer les accusations contre « le parti anglais », et provoquer de nouveaux troubles de l'ordre public, sans pour autant discréditer au fond le nouveau pouvoir. Mais Louis-Philippe souhaite aussi garder la mainmise sur la Chambre des pairs, qu'il veut continuer à nommer personnellement. Or, les députés, non contents d'abolir l'hérédité de la pairie, limitent étroitement le



Le boulevard du Temple vers 1830. Après la révolution de 1830 le goût du public
vard du Temple connaît ses plus belles heures.

choix du roi, en énumérant les fonctions (ou le montant des impôts acquittés) susceptibles de mener à la pairie. En montrant dans *Le Procès...* une chambre des pairs soumise au vainqueur honni, prête à décider une exécution politique, Dupeuty discrédite l'institution, qu'il appelle indirectement à libérer de toute influence

[19] A. de St-Hillaire, F. de Villeneuve, Ch. du Peuty et F. Langlé, *Un Jour à Dieppe*, représenté devant son Altesse Royale Madame la Duchesse de Berry, le 10 août 1824, par les Comédiens du Gymnase dramatique, à l'occasion du séjour de la Princesse aux Bains de Dieppe, Rouen, Imprimerie d'Émile Périaux fils aîné, 1824.

[20] *Le Procès d'un maréchal de France 1815.* Drame historique en quatre actes par MM. Fontan et Dupeuty, non représenté au théâtre des Nouveautés le samedi 22 octobre 1831 par défense de l'autorité supérieure. Paris, Ambroise Dupont, Libraire-éditeur, 1831. À aucun moment les auteurs ne font allusion à l'embarras de Louis XVIII, qui se serait bien passé d'offrir un martyr à la cause bonapartiste : « *En se faisant prendre, il nous a causé plus de mal qu'il ne nous en a causé en passant à Bonaparte.* »

[21] A été supprimé « *qui doivent réprimer les abus de cette liberté* », précisé dans la Charte de 1814. Voir G. de Bertier de Sauvigny, *La Restauration*, Flammarion, "L'Histoire", 1955, Paris, p. 69.

[22] Alexandre Dumas fait allusion à cette représentation tardive dans l'*Enquête...* du Conseil d'État. *Op. cit.*, p. 129 et p. 184. Sept ans plus tard, le tableau d'Adolphe Yvon, peintre de batailles du Second Empire, glorifiant le courage héroïque de Ney, rencontre un grand succès à l'exposition universelle de 1855.



change en même temps que des nouveaux auteurs s'imposent. Avec eux le boule-

de la monarchie :

« Le général

- *Est-ce que vous partez, monsieur le vicomte ?*

Le vicomte

- *Oui, oui, mon cher, tous ces débats m'assomment... J'ai un mal de tête... et puis je dîne chez Wellington.*

Lanjuinais, avec ironie

- *Ah ! ... chez Wellington.*

Le vicomte

- *Vous concevez qu'il ne serait pas poli de manquer à une si honorable invitation..., mais je reviendrai pour la condamnation.* »

Bien construite et documentée, obéissant à un instinct certain du suspens, recourant à des arguments convaincants, *La Mort d'un maréchal de France* contient plusieurs de ces mots dont un gouvernement encore peu solide pouvait craindre l'effet sur le public. Lanjuinais représente le « militarisme de gauche », contre des notables soucieux avant tout de paix parce que la paix signifie le retour à leur ordre :

« [Les pairs] *ne lui* [à Ney] *pardonnent pas sa gloire. C'est l'armée française qu'ils veulent frapper dans son plus illustre général. La balle qui doit l'atteindre est adressée au cœur de la nation.* »

Jacques Siclier rappelle que *Pontcarral, colonel d'Empire* (1942) de Jean Delannoy est passé un peu abusivement pour un



En 1833, date de ce portrait, Frédéric Lemaître devient « le dieu du boulevard du temple ». Théophile Gautier est enthousiaste : « Dans Robert Macaire, ce Méphitophélès du bagne, bien plus spirituel que l'autre, a élevé le sarcasme à la trentième puissance et trouvé des inflexions de voix inouïes et des gestes d'une éloquence incroyable ».

film résistant parce qu'il avait pour héros un demi-solde, opposant acharné à la Restauration et au conformisme des nouveaux puissants[23]. Il est possible que telle réplique sur l'honneur ait fait mouche dans une salle où l'on attendait le moindre prétexte pour exprimer son refus du nouvel ordre[24]. Et les autorités de 1831 avaient de bonnes raisons de craindre que cette réplique du Maréchal Ney dans la pièce de Dupeuty ne soulevât le public :

« Le président

- *Accusé, vous compromettez votre cause...*

Le maréchal

- *Et vous votre honneur, M. le Président.* »

L'année 1832 est marquée par la mort du duc de Reichstadt (l'Aiglon) en juillet. Napoléon, sans héritier direct, devient moins dangereux et l'on peut décider de faire retrouver sa place au sommet de la colonne Vendôme à sa statue, qui sera inaugurée un an plus tard (dix-sept ans après son enlèvement). Mais l'agitation antigouvernementale ne cesse pas : en février, un complot légitimiste a réuni des conjurés qui devaient capturer la famille de Louis-Philippe lors du grand bal des Tuileries et faire couronner Henri V, le « vrai roi », petit-fils de Charles X ; les insurgés républicains tiennent le centre de Paris du 5 au 6 juin, l'émeute provoquée par les funérailles du général républicain Lamarque se soldant par huit cents morts ; en mai la duchesse de Berry tente de soulever la Vendée.

[23] J. Siclier. *La France de Pétain et son cinéma.* Paris, Henri Veyrier, 1981, p. 135.

[24] Selon A. Bazin (qui écrit peu après la Libération), quand Pierre Blanchar, interprétant Pontcarral, disait au juge : *Sous un tel régime, Monsieur, c'est un honneur que d'être condamné*, le public sous l'Occupation ne manquait jamais d'applaudir la réplique. J. Siclier, quarante ans plus tard, s'interroge : *Les dialogues acérés de Bernard Zimmer sont bien pour quelque chose* [dans cette légende du film résistant] *lorsqu'ils brocardent le pouvoir royal. Mais fallait-il y voir vraiment des allusions contre le régime de Vichy ? (...) Pétain était encore révéré des Français, lesquels ne songeaient pas à le comparer à Louis XVIII et à Charles X. Il y avait dans* Pontcarral *davantage un esprit de fronde que de résistance. Ce film flattait, avec habileté, un patriotisme passant par les gloires du premier Empire (...) et l'allusion finale à notre empire colonial.* Ibid.

L'Aiglon se rallie aux Orléans

Charles Dupeuty, toujours associé à Fontan, s'est adjoint Th. Cogniard pour écrire *Le Fils de l'Empereur*, qui sort à Paris moins de deux mois après la mort de l'héritier du trône impérial[25].

Cette fois, la pièce n'a pas été censurée malgré la tension extrême du climat politique. L'Aiglon, en effet, se réjouit de la révolution de 1830 qui a mis Louis-Philippe au pouvoir et repousse son uniforme d'officier autrichien :

« *Cette parure et m'oppresse et me pèse,*
De ce fardeau je veux me dégager.
Un cœur français ne bat pas à son aise
Sous un uniforme étranger. »

(Couplet chanté sur l'air d' « Un page qui aimait la jeune Adèle ».)

Aspirant à retrouver le sol natal (« *La France ! ... C'est là, c'est là seulement que je serai à l'aise ; là (...) où tout me parlera de mon père* »), il n'en est pas pour autant un comploteur prêt à toutes les aventures. Au contraire, il adresse en guise de testament un noble message à ses partisans, en leur demandant de renoncer aux luttes qui déchirent le pays :

« *Et je n'irai pas comme lui* [Napoléon] *redemander un trône... Oh ! non, je ne veux pas qu'une goutte de sang français coule pour moi.* »

Marie-Louise ne reverra plus son fils vivant mais cet enfant, mort en bon chrétien, a eu le temps d'appeler à la réconciliation de ses parents, qui fait pendant à la réconciliation nationale, ardemment souhaitée :

« [On annonce l'arrivée de Marie-Louise]
Muller
- *Sa mère ! ... Il y avait deux ans qu'elle n'était pas venue...*
Le duc
- *Silence ! ... Silence ! ... Je la bénis de ma voix mourante... et je prie mon père de lui pardonner là-haut... (...).*
Un valet, annonçant :
- *L'archiduchesse Marie-Louise.*
Muller
- *Il est trop tard !* (Le rideau tombe.) »

Dupeuty n'a pas été un grand auteur dramatique ; il ne sera pas redécouvert par une critique aimant à redresser les torts et à faire entrer dans son panthéon des demi-dieux méconnus qu'elle arrache à une obscurité injuste. Mais ce fabricant illustre bien la difficulté de travailler pour cette nouvelle industrie du divertissement qui naît au dix-neuvième siècle. Si son rythme et ses



La Tour de Nesle. (Scène de la prison.)

Gravure illustrant une lettre d'Alexandre Dumas dans *Le Musée des familles,* septembre 1834.
La Tour de Nesle, représentée pour la première fois le 29 mai 1832 connut un succès considérable après bien des difficultés et des démêlés entre Frédéric Gaillardet, l'auteur du premier manuscrit de cette pièce et Alexandre Dumas qui, à la demande, du directeur du théâtre, l'avait récrite.



Le Boulevard du Temple vers 1860.

méthodes de production peuvent être qualifiés de préindustriels (adaptation rapide à la demande née de l'événement), l'existence du produit fini ne dépend pas seulement d'une clientèle connue et identifiée, mais aussi de régulateurs. Ces derniers sont partagés entre la volonté de se conformer à leur credo libéral, en politique comme en économie, tout en évitant les désordres d'une société en train de découvrir la démocratie, ou plus exactement en train de se préparer à la découvrir, puisque c'est seulement après la révolution de 1848 que tous les Français (mâles) seront électeurs. Il s'écoulera encore bien des années avant que l'insurrection ne cesse d'être « *le plus sacré des devoirs* » et que le complot ne soit plus un moyen acceptable de conquête de l'État.

La voie étroite entre vulgarité commerciale et bon goût officiel

Quant aux questions déjà posées dans le rapport du Conseil d'État sur les théâtres en 1849, elles n'ont pas suscité des réponses beaucoup plus satisfaisantes qu'aujourd'hui, malgré la bonne volonté des "spécialistes" interrogés et la qualité intellectuelle de leurs entretiens avec la commission. Suffit-il, comme le prétend benoîtement Théophile Gautier, à l'autorité d'être « *légitime et de* [mériter] l*es sympathies du public* » pour être à l'abri d'entreprises de déstabilisation ? Les mauvais spectacles expliquent-ils "mathématiquement" le gonflement de la population de jeunes délinquants incarcérés, comme l'affirme avec une belle assurance ce directeur de prison cité par Jules Janin : « *Je lis vos feuilletons, mais je n'en ai pas besoin pour savoir quel genre de pièces on joue; a-t-on joué un mauvais drame nouveau, je m'en aperçois bien vite au nombre de jeunes détenus qui m'arrivent* » [26] ?

À la censure politique et au moralisme étroit que nous refusons aujourd'hui, que pouvons-nous opposer si nous estimons que les lois du marché font souvent triompher la vulgarité et la sauvagerie ? Le goût du public ne le porte certes pas toujours vers le pire : à cet égard, les presque deux millions de spectateurs qu' *Etre et avoir* [27] a déjà attirés dans les salles de cinéma témoignent bien qu'existe une forte demande de produits différents, ne répondant pas aux critères définis par les écoles de marketing. Mais que pèsent ces deux millions de spectateurs face aux six-sept millions que touche en un soir tel téléfilm médiocre sur une chaîne grand public ?

À partir de quel seuil, de quels critères exacts, le maintien d'une entreprise non rentable se justifie-t-il dans l'intérêt de la société ? Nous ne supportons plus les salles vides ni les chaînes sans audience, soupçonnant que les absents n'ont pas toujours tort, et nous nous méfions autant de la culture d'État que des industries culturelles.

La voie reste étroite, dans un domaine qui requiert de lourds investissements, entre l'image administrée et l'image prédigérée.

Jean-Kely Paulhan
EduFrance

[25] *Le Fils de l'Empereur,* Histoire contemporaine en deux actes par MM. Dupeuty, Fontan et Th. Cogniard, représentée pour la première fois sur le théâtre du Vaudeville, le 10 septembre 1832. Paris, chez Doudey-Dupré père et fils, impr.-lib. , 1832.[26] *Enquête...* , p. 67.
[27] Nicolas Philibert, 2002.



Un regard sur l'événement de La Salette (1846-1852)

Dans un roman récent, j'évoquais l'événement de La Salette[1], auquel j'avais en son temps consacré une étude sociolinguistique[2]. Un certain nombre de lecteurs se sont étonnés, voire émus, de la vision proposée de La Salette en 1850. Cette réaction m'amène à préciser que, hormis le "miracle" dont bénéficie mon héros, miracle dont je laisse au lecteur éventuel le soin de préciser la nature, je n'ai rien inventé. La totalité de la documentation est fondée sur un travail d'archives[3].

C'est donc un bref rappel des faits que je propose aux lecteurs de *Gavroche*, en me limitant à la période initiale, qui va du jour de l'Apparition (19 septembre 1846) à la pose de la première pierre de la Basilique (mai 1852), période qui coïncide donc avec l'immense bouleversement de la Seconde République et ses prémices. Mon propos se limite à suivre la "fabrication" de l'événement, initialement inscrit dans un microcosme montagnard ignoré, à le situer dans le climat d'une époque, en focalisant sur deux données majeures : les retombées sociales et politiques du message marial, le statut complexe de la langue du peuple au regard de la langue nationale.

Mon propos est aussi de transmettre mon émotion devant le destin de ces deux petits dont le destin dévia en ce jour de septembre 1846 : la crasse humide du taudis, l'immensité des alpages, l'ignorance et le "patois", à quoi pouvaient se borner leurs jours, laisseront place à l'école française, au séminaire que l'on quitte pour une vie chaotique et brisée de zouave pontifical puis bistrotier alcoolique, ou pour le couvent où la mystique délire.

La rencontre de Mélanie et Maximin

La Salette-Fallavaux (Isère), 734 habitants au recensement de 1846, un bout du monde entouré d'un cirque de hauts sommets. Ce chapelet de hameaux est relié à Corps et au monde par quelques kilomètres de mauvais chemin non carrossable, et près de 1000 m de dénivellation. Corps (Isère), 1451 habitants en 1846, est un bourg-étape sur la route Grenoble-Gap, en limite des Hautes-Alpes. Cette montagne est pauvre et surpeuplée.

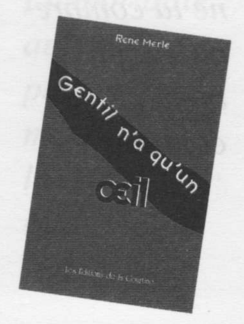
À la Salette, le dimanche 20 septembre 1846, le vieux curé Perrin, dans un prône assez incompréhensible aux auditeurs, évoque la rencontre miraculeuse faite la veille par deux jeunes bergers du hameau des Ablandens alors qu'ils gardaient les vaches dans les solitudes, à 1800 m d'altitude. Mélanie Mathieu (née en 1831), Maximin Giraud (né en 1835) sont deux enfants de Corps, comme beaucoup loués par leurs pauvres familles à des cultivateurs.

Selon l'enquête sur le travail agricole et industriel de 1848, la moitié à peine des propriétaires du canton de Corps savent quelque peu lire et écrire, la grande majorité des journaliers et ouvriers est illettrée. Les deux enfants appartiennent à cette partie la plus pauvre et la moins instruite de la population.

Mélanie, placée chez des paysans depuis l'âge de 10 ans, ne passe que les mois d'hiver chez elle : un taudis humide et sombre dans lequel couchent côte à côte les parents et les huit enfants. Le père journalier fait de tous métiers misère. Mélanie a mendié jusqu'à l'âge de 10 ans. Au moment de l'événement une des sœurs mendie encore.

Maximin est le quatrième enfant d'un pauvre charron. La mère est morte, la marâtre peu affectueuse. À onze ans Maximin n'a jamais fréquenté

[1] René Merle, *Gentil n'a qu'un œil*, 2003, Éditions de la Courtine, 1883 route nationale, 83190 Ollioules. 19 €



[2] René Merle, « 1846, l'apparition de La Salette et le "patois" », *Lengas revue de sociolinguistique*, 31-1992, pp. 69-106.

[3] La source indispensable est la somme rassemblée et commentée par l'archiviste des Missionnaires de N-D de la Salette à Rome, Jean Stern : *La Salette. Documents authentiques : dossier chronologique intégral*, t.I, 1980, Desclée de Brouwer, t.II, 1984, Éditions du Cerf, t.III, 1991, id. Cf. également le très important fonds de publications et de manuscrits de la bibliothèque municipale de Grenoble, dont on trouvera de nombreuses références dans l'article cité, note 2.

HOMMAGE

A

NOTRE-DAME DE LA SALETTE,

SUIVI

DE LA RELATION TRÈS-CIRCONSTANCIÉE

DE L'APPARITION DE LA TRÈS-SAINTE VIERGE

A DEUX BERGERS

SUR

La montagne de la Salette, près Corps, Isère, le 19 septembre 1846,

ET DES

FAITS EXTRAORDINAIRES

QUI ONT SUIVI CET ÉVÉNEMENT MIRACULEUX.



A GRENOBLE,

CHEZ PRUDHOMME, IMPRIMEUR, RUE LAFAYETTE, 14, AU 2e ETAGE

1847.

l'école. Son père vient de le placer pour quelques jours chez un paysan dont le berger est malade.

Rien dans ces deux familles ne pousse à la bigoterie. Le père Giraud est pilier de cabaret. Et Mélanie est née trois ans avant le mariage religieux de ses parents !

Le samedi soir Maximin annonce à son patron, Pierre Selme qu'une belle Dame leur a parlé sur la montagne. On interroge Mélanie, qui est allée soigner le bétail à l'étable de son employeur, Baptiste Pra. Elle confirme. On ne la prend pas au sérieux, mais la mère de Pra dit que peut-être la Dame était la Sainte Vierge. Le dimanche on envoie Mélanie chez le curé, qui annoncera aussitôt au prône l'Apparition.

Le dimanche soir, le maire de la Salette, désireux d'arrêter la rumeur, se rend chez les employeurs. Il menace Mélanie, lui offre de l'argent pour qu'elle se taise.

Le propos "patois" de la Dame

Après le départ du maire, le patron de Mélanie, Pra, va chercher son voisin Selme, maître de Maximin. Mais Maximin est déjà redescendu à Corps. Pra et Selme veulent noter le récit de Mélanie, qui s'exprime dans la langue ordinaire de Corps (un "patois" dans lequel il est aisé de reconnaître une forme septentrionale de l'occitan alpin : les parlers dits francoprovençaux apparaissent à une vingtaine de kilomètres au nord de Corps). Les deux hommes s'appliquent à traduire le propos en français, aidés par un jeune voisin, retour du service militaire, que l'on imagine plus familier de la "langue haute". Initiale confusion des langues : selon Mélanie, la Dame a commencé par parler français aux enfants, et, voyant qu'ils ne la comprenaient pas bien, elle a continué en "patois". Ainsi l'adolescente relate en "patois" ce que la dame aurait dit en français, (propos patois que les paysans retraduisent en français), puis en "patois" ce que la dame aurait dit en "patois", (propos que les paysans traduisent en français) ! Le texte original de cette relation a aussitôt circulé, mais n'a jamais été retrouvé.

Selon Mélanie, la Dame a commencé par parler français aux enfants, et, voyant qu'ils ne la comprenaient pas bien, elle a continué en "patois".

La nouvelle parvient donc le jour même à Corps : "la Vierge est apparue à deux bergers", puis se répand.

L'abbé Mélin, curé de Corps, croit en l'apparition. Il est le premier à informer (4 octobre) l'évêque de Grenoble, dont dépendent Corps et La Salette. Les deux enfants ont rencontré *"une Dame, d'assez haute taille, vêtue de blanc, portant une croix éblouissante sur la poitrine, et resplendissante elle-même d'un vif éclat. /.../ La peur les empêchant d'avancer, elle s'est levée et les a invités à s'approcher sans crainte. Quand ils ont été tout près, et en face de cette dame, ils ont entendu sortir de sa bouche des paroles étonnantes. Son Fils est irrité, il veut écraser les hommes, elle ne peut plus soutenir son bras. Ce qui provoque sa colère au suprême degré, ce sont : les travaux du dimanche, l'éloignement, la désertion des églises de la part des hommes, les blasphèmes qui s'entendent sur les grandes routes, la négligence, l'abandon de la prière. L'année dernière les hommes ont été avertis par la maladie de la pomme de terre, ils n'en ont pas fait cas. Cette année sera plus mauvaise encore, et s'il n'y a pas retour vers Dieu, l'année prochaine il y aura une famine horrible. Ordre formel de la part de cette Dame à ces deux enfants de faire savoir tout cela à tout son peuple. Après quoi elle s'est éloignée de quelques pas, s'est élevée de terre, et a disparu à leurs yeux étonnés".*

Dans sa relation initiale, Mélin ne signale pas le propos "patois" de la Dame. Mélin est originaire de Jallieu, au nord de la zone occitane, mais enfin, curé à Corps depuis 1841, il ne saurait en ignorer le parler quotidien. Cependant, il ne semble pas accorder de l'importance à ce surgissement assez inattendu. C'est le contenu du message qui lui importe.

De même, quand le sceptique vicaire général Berthier, qui coordonne aussitôt le travail d'information, s'étonne en décembre 1846 du *"langage étrange"* qu'on fait tenir à la Vierge, ce n'est pas au "patois" qu'il fait allusion, mais bien au contenu du message, qu'il récuse.

De fait, initialement, ce biliguisme de la Dame interroge et dérange. La Vierge ne pouvait pas ne pas savoir que les enfants comprenaient mal le français. Pourquoi ne pas leur avoir parlé "patois" tout de suite ? Pour les professeurs du grand séminaire, enquêtant fin 1846, la Dame devait s'adresser en français aux enfants car elle *"ne pouvait, dès le principe, compromettre sa dignité à leurs yeux, en les interpellant avec des expressions qui auraient indiqué une basse origine".*

D'aucuns sourient : le vrai miracle n'aurait-il pas été qu'elle se fasse comprendre des bergers non francophones en ne leur parlant que français ?

En fait, les témoignages attestent que le français, certes bien difficile à manier, n'est pas vraiment langue étrangère pour les enfants, avant

même le bain de langue auquel ils seront bientôt soumis par les centaines de curieux et d'enquêteurs, et par leur admission forcée, et peu productive, à l'école des Sœurs de Corps. Corps est lieu de passage, donc de brassage de langues, et la mère de Mélanie est originaire de Séchilienne (au nord de la zone occitane).

Les traductions, commentaires ou silences autour de cette "apparition du patois" confirment surtout le statut du français "langue haute" et du "patois" "langue basse" mais encore générale…

L'Apparition dans la presse

Le message de la Dame rejoint les préoccupations des habitants de la montagne. L'année a été dure : récoltes de blé insuffisantes, maladie de la pomme de terre. La mortalité augmente, particulièrement la mortalité infantile. On craint l'hiver qui s'annonce. Une semaine avant l'événement, Mélin a prêché dans une chapelle, entre Corps et la Salette, pour que les prières des paroissiens protègent les récoltes.

Le message rejoint aussi les préoccupations de Mélin, qui ne cesse de dénoncer l'impiété, l'irrespect manifestés par la majorité de ses concitoyens. Dénonciations soutenues à Corps par les religieuses-enseignantes de la Providence, et par l'influente archiconfrérie du *Saint et immaculé cœur de Marie pour la conversion des pécheurs*. Il existe donc localement, face aux ouailles grandement défaillantes, et aux protestants, majoritaires dans le canton voisin de Mens, un mouvement marial que le message ne peut que combler.

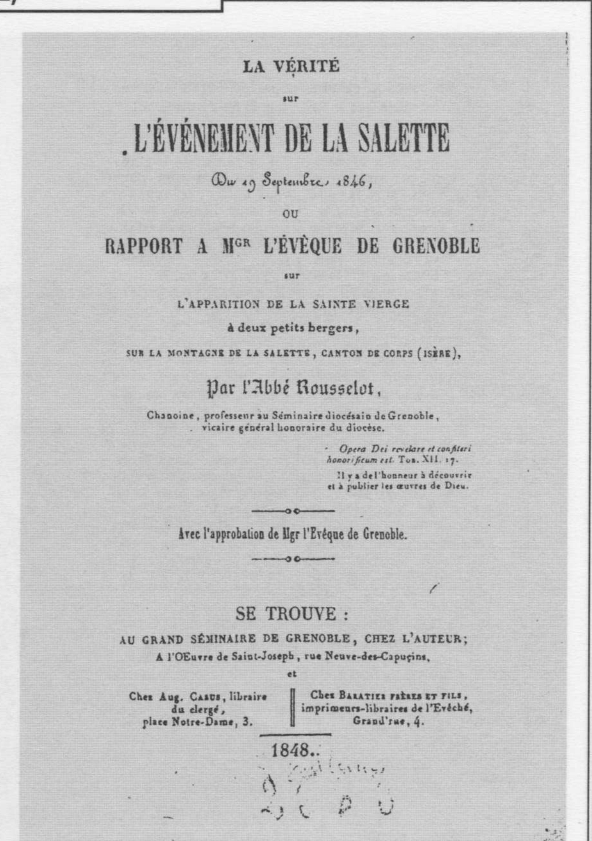
Mais pour l'heure l'évêque interdit que l'on parle en chaire de l'événement. Il demande information à deux commissions, une de chanoines, une de professeurs du grand Séminaire. Cependant l'évêque est déjà favorablement impressionné. D'autant que se produisent les premiers "miracles", aussitôt salués par des feuilles de colportage. Ainsi, en novembre 1846, l'épouse d'un boulanger de Corps boit de l'eau de La Salette : elle quitte grabat et béquilles. Les visiteurs affluent, les incrédules sont châtiés : une enfant est ébouillantée accidentellement après que son père ait nié l'apparition.

Sollicités constamment, les enfants figent bientôt leur récit en une commune version, récitée de façon immuable. Le curé de Corps ne met pas en doute leurs propos. Le 12 octobre 1846, il écrit à l'évêque : *"Ces deux enfants sont-ils rusés ? Non, Monseigneur ; ils ne savent ni lire ni écrire et ont été refusés l'un et l'autre, pour la première communion et pour la confirmation, l'année dernière, pour défaut d'instruction"*. Et la catholique *Étoile du matin* de Lyon présente en janvier 1847 *"deux enfants pauvres, ne sachant ni lire ni écrire, presque idiots, incapables avant cet événement d'avoir la moindre intelligence des plus simples choses"*.

En novembre, l'évêché de Grenoble informe le périodique *La Voix de l'Eglise* : la nouvelle de l'Apparition est diffusée dans toute la France à partir de décembre 1846.

Passées les rigueurs de l'hiver, pèlerinages spontanés, culte improvisé, et guérisons reprennent sur l'alpage.

Le message de la Dame rejoint les préoccupations des habitants de la montagne. L'année a été dure : récoltes de blé insuffisantes, maladie de la pomme de terre. La mortalité augmente, particulièrement la mortalité infantile.



LA VÉRITÉ

sur

L'ÉVÉNEMENT DE LA SALETTE

Du 19 Septembre 1846,

OU

RAPPORT A MGR L'ÉVÊQUE DE GRENOBLE

sur

L'APPARITION DE LA SAINTE VIERGE

à deux petits bergers,

SUR LA MONTAGNE DE LA SALETTE, CANTON DE CORPS (ISÈRE),

Par l'Abbé Rousselot,

Chanoine, professeur au Séminaire diocésain de Grenoble, vicaire général honoraire du diocèse.

Opera Dei revelare et confiteri honorificum est. Tob. XII. 17.

Il y a de l'honneur à découvrir et à publier les œuvres de Dieu.

Avec l'approbation de Mgr l'Evêque de Grenoble.

SE TROUVE :

AU GRAND SÉMINAIRE DE GRENOBLE, CHEZ L'AUTEUR;

A l'OEuvre de Saint-Joseph, rue Neuve-des-Capuçins,

et

Chez Aug. Caeus, libraire du clergé, place Notre-Dame, 3.

Chez Baratier frères et fils, imprimeurs-libraires de l'Evêché, Grand'rue, 4.

1848.

Dès ce début 1847, la presse est évidemment partagée.

Le Censeur de Lyon (opposition modérée), *Le Patriote* de Grenoble (républicain), *Le Siècle*, un des plus lus journaux nationaux, le gouvernemental *Constitutionnel*, ironisent sur ce recours au miraculeux, sans pour autant insister sur l'usage du "patois" langue de l'arriération.

La légitimiste *Gazette de Lyon* (malgré l'hostilité de l'archevêque De Bonald), *L'Univers* de Veuillot mettent l'accent sur l'appel à la conversion et à l'observance des devoirs religieux. À peine évoqué, le recours à "l'idiome natal" est reçu en utile communication efficace, et non en dignification de la langue des Humbles. Les Humbles n'ont qu'à obéir au message marial, mis au service de l'Ordre social.

À cet égard, brochures populaires et feuilles de colportage sont plus explicites encore, faisant annoncer par la Vierge punitions et récompenses inouïes : les adultes mourront de famine, les enfants de moins de sept ans d'un tremblement de tout le corps. Il ne faut pas semer, mais si le peuple fait pénitence, les rochers se changeront en monceaux de blé, les pommes de terre viendront sans semence. Les autorités civiles s'en émeuvent d'autant que dans ce dur hiver 1846-1847 la crise économique et la disette ont suscité des troubles graves.

Ainsi en mai 1847 la brochure[4] publiée à Grenoble et peut-être la plus diffusée (300 000 exemplaires vendus), évoque le *"tragique événement de Buzançais"* : en janvier 1847, à Buzançais, (Indre), une sanglante émeute populaire contre des propriétaires spéculateurs a entraîné la condamnation à mort de trois émeutiers par un jury bourgeois. Si le message de la Vierge n'est pas entendu, les troubles de l'hiver ouvriront la voie au chaos social.

[4] *Hommage à Notre-Dame de la Salette, suivi de la relation très circonstanciée de l'apparition de la très-Sainte-Vierge à deux bergers sur la montagne de la Salette, près de Corps, Isère, le 19 septembre 1846, et des faits extraordinaires qui ont suivi cet événement miraculeux*, Grenoble, Prudhomme, 1847.

66

« Ah! vous ne comprenez pas le français, mes enfants, attendez *que* je vais vous le dire autrement. » Et elle nous parla en patois :

« Si la récolta se gasta, eï ré quë pér vous aouetrës. Vous l'aïou fa veirë l'an passa *pér las truffas*, n'aya pas fa cas. Era oou countrérë ; quand n'ën troubava de gastas, jurava, l'y bitava lou noum dë moun fis. Van countinua que pér chalëndas n'y oueré plus.	» Si la récolte se gâte, ce n'est rien que pour vous autres ; je vous l'ai fait voir l'année passée par les pommes de terre, vous n'en avez pas fait cas ; c'était au contraire ; quand vous en trouviez de gâtées, vous juriez ; vous mettiez le nom de mon fils. Elles vont continuer, *que* pour la Noël il n'y en aura plus.
» Aquëou qu'a dë bla dë pas lou sëmëna, quë las bèstias lou mëngearèin : si n'en vén quaouquas plantas ën l'ëicoucan toumbaré tout ën poussièra.	» Que celui qui a du blé, ne le sème pas ; *que* les bêtes le mangeront ; s'il en vient quelques plantes, en le battant, il tombera tout en poussière.
» Yaï vêni una granda famina. D'avan quë la famina vénë, lous marinous maris oouc dëssou de sept ans prëndren un tremblë, murirèin entrë lous bras dë las pèrsounas quë lous tëndrèin, et lous grands faren lour pënitença de fan. Lous rasins purirèin ; las nouzës vendren boffas.	» Il va venir une grande famine ; avant que la famine vienne, les petits enfants au-dessous de sept ans prendront un tremblement, mourront entre les bras des personnes qui les tiendront, et les grands feront leur pénitence par la faim. Les raisins pourriront et les noix deviendront mauvaises.
« Si së counvertissoun, las pëïras, lous routchas vëndren ën dë blà, la truffa së troubaré ënsëmença pèr la terra. »	» S'ils se convertissent, les pierres, les rochers, se changeront en blé ; les pommes de terre se trouveront ensemencées par la terre. »

Et si ma prière fervente
De mon fils n'arrêtait la main,
Bientôt la mort et l'épouvante
Vous saisiraient sur tout chemin.

Il faut donc que l'homme *"ivre d'une folle science"*, boive *"aux sources salutaires, ouvertes par la piété"*, pour éviter la Révolution.

Mais la Révolution a déjà éclaté quand est publié le rapport Rousselot[5], dans l'été 1848. Commandé par l'évêque en 1847 à l'abbé Rousselot, professeur au séminaire diocésain de Grenoble, une enquête a abouti à ce rapport "officiel", qui fixe la "vulgate" de l'apparition. À la différence des publications précédentes, qui évoquaient le discours "patois" sans le publier, le rapport en propose deux versions : prudemment, Rousselot s'en est remis à deux prêtres occitanophones ayant rencontré les enfants en 1847 : Pierre Lambert, curé dans le Gard, et surtout François Lagier, originaire de Corps, dont il parle le langage. Ce "patois" n'apparaît qu'en pièce à verser au dossier (document ci-contre). Une fois de plus, on ne voit aucune symbolique dans le fait que la Vierge ait fait choix de la langue des Simples. Son choix pointe autant l'incontournable présent (le peuple ne parle pas encore français), que le proche avenir où il le parlera.

L'APPARITION

DE LA SAINTE-VIERGE

A EU LIEU LE 19 SEPTEMBRE 1846,

SUR LA MONTAGNE DE DORSIÈRE,

Hameau de la commune de la Salette, canton de Corps, département de l'Isère.

Nous avons prié Mélanie Calvat, un des témoins de cette apparition, de nous raconter ce que la Sainte-Vierge leur a dit ; elle nous a dit ce qui suit et, pour ne rien oublier et ne rien augmenter, nous l'avons écrit à mesure qu'elle nous l'a dicté.

« Nous allions dans la Combe en montant où nous y avions laissé nos sacs, qui contenaient



À des manifestations spontanées et sincères de piété se mêlent charlatanismes mystiques et entreprises mercantiles...

Un culte officialisé en 1851

Lors des conférences qui ont examiné ce rapport avant publication, une minorité a refusé l'approbation totale et J.P.Cartellier, curé à Grenoble, affirmera publiquement son opposition, que partagera une partie de l'épiscopat français.

Cependant, avec la caution de l'évêque, le culte marial se développe à la Salette : pèlerins priant par milliers, parfois agenouillés dans la neige, bijoux des miraculées attachés aux croix fichées sur les lieux de l'apparition. À des manifestations spontanées et sincères de piété se mêlent charlatanismes mystiques et entreprises mercantiles...

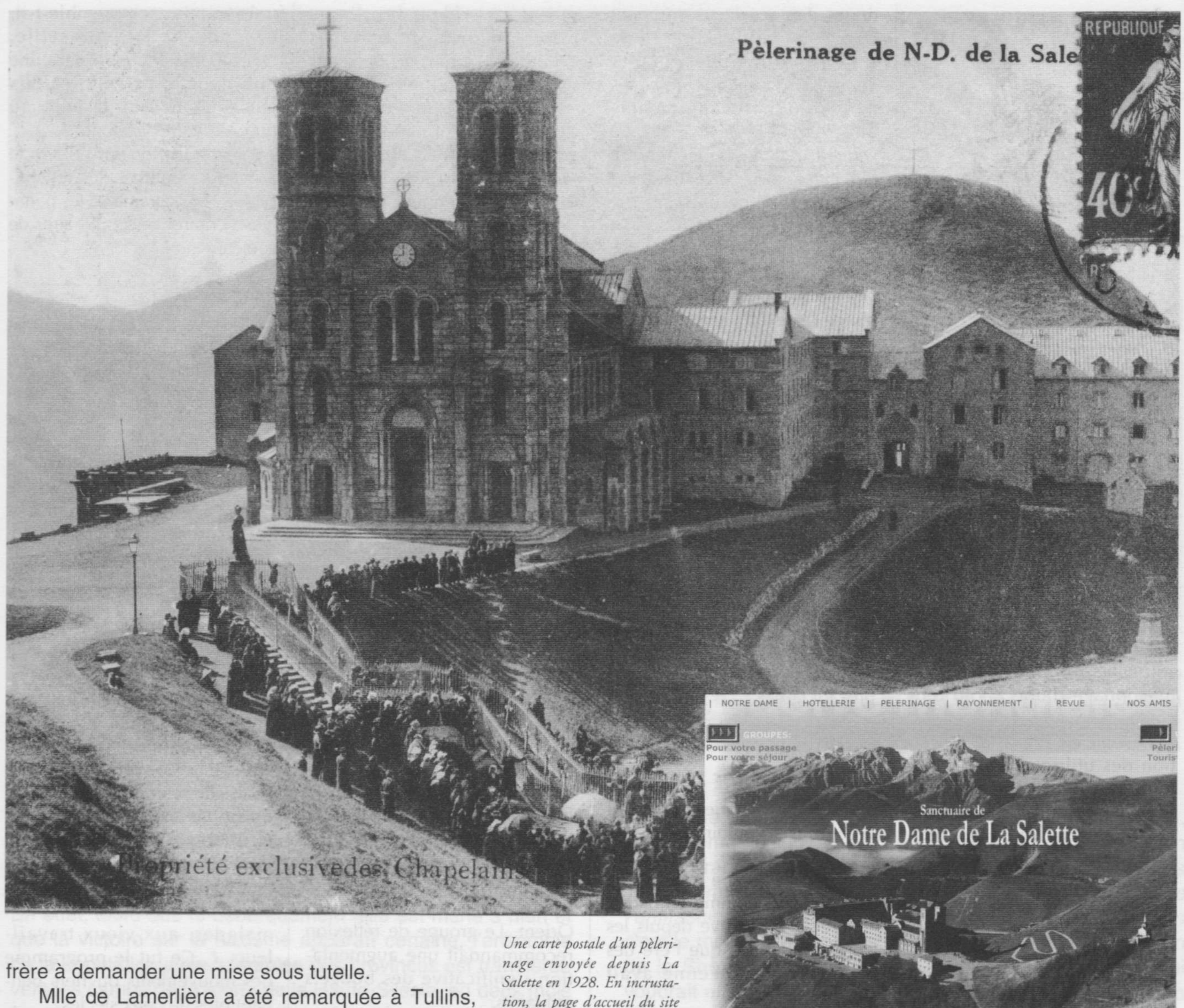
Entouré de cantons qui votent "bleu", voire "rouge", Corps fait électoralement figure de bastion conservateur. Dans un Dauphiné qui a majoritairement soutenu la candidature de Louis-Napoléon en décembre 1848, et qui en 1849 vote majoritairement démocrate, la presse de gauche, *Le Patriote* de Grenoble en tête, n'est pas tendre pour La Salette. Le turbulent abbé Déléon, qui dirige le journal bonapartise *L'Union dauphinoise*, est lui aussi résolument hostile à l'Apparition que les partisans de l'Ordre, sauf exceptions (et il en est de notables) considèrent favorablement.

Qui plus est apparaît, notamment autour du pseudo baron de Richemont (un aventurier se faisant passer pour Louis XVII), une exploitation politique des prétendus secrets que la Vierge aurait confiés aux enfants. Jouent un rôle trouble dans ces entreprises un prêtre de la Croix Rousse, Nicod, et des activistes "blancs" de Provence.

Les adversaires de l'Apparition, dont les virulents Cartellier et Déléon, en sont d'autant plus remontés. Ils s'appuient en 1850 sur une rétractation, controversée, de Maximin, devant Viannay, le curé d'Ars. L'évêque de Gap, initial partisan, devient opposant déclaré.

Est mise en cause une pieuse demoiselle de bonne famille, Constance de Lamerlière. Originaire de Saint-Marcellin (entre Valence et Grenoble), cette sexagénaire vit à Tullins (Isère), après des années d'enseignement religieux à Grenoble. Fidèle de Notre Dame du Laus (Hautes-Alpes), pélerinage qui a lui aussi pour origine une apparition de la Vierge, elle veut fonder l'association religieuse de la Sainte Famille. Mais en août 1846, son exaltation ont amené sa sœur et son beau-

[5] Jean Rousselot, *La vérité sur l'événement de la Salette du 19 septembre 1846, ou Rapport à Mgr l'évêque de Grenoble sur l'apparition de la sainte Vierge à deux petits bergers*, Grenoble, Grand Séminaire, Carus, Baratier, 1848.



Une carte postale d'un pèlerinage envoyée depuis La Salette en 1928. En incrustation, la page d'accueil du site internet de Notre-Dame de la Salette.

frère à demander une mise sous tutelle.

Mlle de Lamerlière a été remarquée à Tullins, et dans son voyage Grenoble-Gap, via Corps, au moment de l'apparition : son costume, celui-là même de la Dame, son langage exalté ne sont pas passés inaperçus. Pour les opposants, tout s'expliquerait donc très simplement : la pieuse demoiselle lie conversation avec les enfants en parlant des difficultés du temps, puis leur adresse l'habituelle leçon sur l'observance des devoirs religieux. Sans émotion particulière, ceux-ci passent l'après-midi avec le troupeau ou à jouer, et le soir rapportent le fait à leurs maîtres qui n'en font pas cas. Mais des ecclésiastiques mettent en forme le récit de l'Apparition à partir de textes répandus, comme ces lettres *"tombées du Ciel"* ou *Lettres de Jésus-Christ* (mises en cause par *Le Censeur* de Lyon dès 1847), dont la formulation se retrouve textuellement dans le propos attribué à la Dame.

Les défenseurs de l'Apparition demandent comment, vu son âge et sa forte corpulence, la demoiselle aurait pu se grimper à 1800 m d'altitude, à quatre heures de marche de Corps, et ce sans être remarquée dans une montagne bien fréquentée : bergers, faucheurs, etc. Qui plus est, Mlle de Lamerlière, originaire de l'Isère non occitane, ne saurait parler le "patois" de Corps sans se faire remarquer par des locuteurs attentifs aux moindres variations du parler natal. Si mystification il y a, ce ne peut donc être que le fait d'une femme de la région, possédant suffisamment le "patois" pour que sa parole ne déconcerte pas les bergers[6].

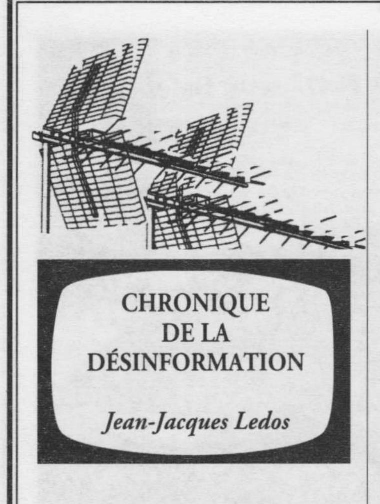
Ni ces polémiques, ni les réserves du cardinal De Bonald et d'autres ecclésiastiques, n'empêcheront le culte, officialisé en 1851, de se développer sur les lieux de l'apparition où en mai 1852 sera posée la première pierre d'une basilique, avec l'aval empressé du nouveau pouvoir. Dans sa dénonciation, le message marial n'anticipait-il pas sur les égarements coupables et la menace "rouge" dont le Prince-Président venait de débarrasser la France, le 2 décembre 1851 ? Ainsi, paradoxe apparent, immédiatement après le coup d'État, qui comble ses vœux, l'abbé Déléon est frappé d'interdit en janvier 1852 !

Le haut lieu de La Salette devenait de fait, dorénavant, un de ces signes divins qui consolident les pouvoirs établis, s'ils sont ceux de l'Ordre.

Quant au surgissement inattendu de la langue populaire dans le propos "patois" de la Vierge, surgissement initiateur de quelques autres (Lourdes, 1856), loin de signer une reconnaissance de la différence populaire, il était déjà versé au dossier de la nécessité de la francisation.

René MERLE

[6] Mlle de Lamerlière intentera à ses accusateurs un procès pour diffamation. Les tribunaux de Grenoble la débouteront en 1855, et en 1857 (son avocat est alors Jules Favre !).



CHRONIQUE DE LA DÉSINFORMATION

Jean-Jacques Ledos

MODÈLE SOVIÉTIQUE

Alain Jaubert* avait publié en 1986 « Le commissariat aux archives : les photos qui falsifient l'Histoire »** dans lequel il montrait les trucages que la propagande soviétique pratiquait pour enlever ou ajouter - selon les circonstances - un personnage d'une photo officielle.

Les logiciels mis à la disposition des utilisateurs d'ordinateurs facilitent cette falsification. Le candidat démocrate, aux États-Unis, John Kerry en a fait les frais. Pour mettre en doute son patriotisme, un site Internet a diffusé un montage qui le faisait figurer aux côtés de l'actrice pacifiste Jane Fonda. *Le Monde* a publié en février les divers états de la manipulation.

En 1934, le candidat démocrate, Upton Sinclair, triomphalement élu aux primaires de Californie (pour le poste de Gouverneur) avait été battu à l'élection de novembre après une violente campagne de dénigrement des Républicains. Il est vrai que le romancier de « La Jungle » proposait un programme « radical », c'est-à-dire très à gauche pour conjurer au moins dans l'État de l'ouest, les effets de la Crise de 1929.

**Il est, à présent le producteur de l'excellente émission «Palettes» que diffuse Arte.*

** *Éditions Barrault.*

MODÈLE LIBÉRAL

En février, Arte a diffusé « Network » un film de Sidney Lumet tourné en 1976.

Un journaliste-vedette (« anchorman ») n'en peut plus de se soumettre aux exigences commerciales que lui impose la chaîne qui l'emploie. Il décide de dénoncer en direct ces pratiques. Les sondages grimpent en flèche. La direction de la station y trouve bénéfice et impose au journaliste de continuer ce qui apparaît comme une auto-flagellation. La vedette se lasse de ce nouveau rôle et refuse de poursuivre. Les taux d'audience baissent. Le meurtre de l'insoumlis est décidé. Il sera exécuté en direct.

Cette course à l'audience, qui oblige les exploitants à rechercher toujours davantage de spectacle pour satisfaire leurs actionnaires, est devenue – à l'exception de l'épilogue qui n'est ici qu'un artifice de scénariste – un modèle cynique pour la plupart des télévisions soumises à la négociation des tarifs de la publicité et à la concurrence.

Il est peu pensable qu'un tel film ait pu être produit en France. Qu'il l'ait été aux États-Unis est peut-être l'un des aspects de la démocratie qui prévaut là-bas.

MISSIONNAIRES DE LA DÉMOCRATIE

L'obstination que met l'Ami américain à vouloir imposer la – sa – démocratie cache peut-être une démarche impéraliste. Elle apparaît comme une sorte d'hérédité collective depuis les Pères fondateurs que l'ère des Lumières européenne avait pourtant inspirés.

Elisabeth de Miribel, qui représentait la France Libre au Canada, rapporte cette déclaration impérative d'une américaine en 1941 : «Une fois vos pays libérés [...] nous leur apprendrons les principes d'une véritable démocratie.»*

En d'autres temps les soldats des « Rois catholiques » espagnols prétendaient imposer les principes de la vraie Foi aux Indiens de l'Amérique du sud, qui ne leur avaient rien demandé, surtout pas de venir les envahir.

**« La liberté souffre vio-lence »p.97 (Plon, 1981).*

DÉSINFORMATION SANCTIONNÉE

« Manipulacion ! » Le mot, devenu slogan, est l'arme qui a vaincu le gouvernement espagnol, suspecté d'avoir encouragé la diffusion d'informations fausses, après l'attentat du 11 mars, à Madrid.

On sait que les gouvernements contrôlent les divers médias, de manière de moins en moins visible, grâce à des groupes de communications complices. En s'internationalisant, la désinformation révèle un nombre croissant de lecteurs, auditeurs et spectateurs, dont l'esprit critique reste vigilant. leur réaction en Espagne est peut-être le signal d'une ère nouvelle.

OUBLI

L'omission d'informer est la forme la plus courante de désinformation. Pourtant certains projets mériteraient d'être portés à la connaissance du public puisqu'ils ont une portée mondiale.

Au hasard du vagabondage sur Internet on découvre des plans inquiétants. Ainsi, en 1997, trois ans avant l'élection qui a porté G.W. Bush à la Maison Blanche, ceux qui conduisent aujourd'hui la politique extérieure des États-Unis élaboraient un projet impéraliste à l'échelle mondiale désigné comme *Project for a New American Century* (Projet pour un nouveau siècle américain) *. En particulier, il y était question de repositionner les forces américaines dans divers secteurs géopolitiques tels que l'Europe, l'Extrême Orient, le Moyen Orient. Le groupe de réflexion recommandait une augmentation significative des budgets militaires.

Faut-il supposer que les journalistes sont négligents ? Ou bien que les consignes dictent une discrétion courtoise pour ne pas offenser les alliés traditionnels ?

** <http://www.newamerican-century.org/global-091302.htm>*

UN DIMANCHE ORDINAIRE

Dimanche 7 mars dernier, sur TF1 un film diffusait à partir de 21 heures le meurtre d'une femme. Deux heures plus tard, France 2 consacrait 90 minutes au cas d'un criminel sexuel, M6 s'intéressait pendant 2 heures à la pédophilie et, ensuite au meurtre de Marie Trintignant.

Est-il audacieux de supposer que cet environnement de violence inspire quelques esprits sensibles à un tel conditionnement ?

La semaine précédente, un « détraqué » comme disent les journaux qui affichent les programmes de télévision, avait tué, gratuitement semble-t-il, un adolescent à Marseille. Dans le même temps, dans une bourgade d'Ardèche, deux jeunes en tuaient un autre au prétexte d'une vengeance.

En évoquant de tels crimes de manière répétitive, les responsables de programmes les banalisent comme faits ordinaires de société.

RACINES

L'Histoire n'est utilement lisible qu'en perspective.

Le débat politique actuel affirme que la Droite veut effacer les acquis sociaux de la période récente de gouvernement socialiste. En réalité, elle a déjà attaqué les conquêtes de la Libération et celles du Front populaire.

La prochaine étape sera peut-être, au nom d'une doctrine non évolutive, de s'attaquer aux racines du projet d'un monde équitable esquissé pendant la 1[ère] République de l'An II.

Rares sont les historiens qui ont évoqué ces ambitions que les Sectionnaires proposaient alors à la Convention au prétexte de « *compléter le code du bonheur* ». Albert Soboul en a évoqué quelques thèmes : instruction nationale et éducation publique, droit au travail, assistance aux chômeurs, aux malades, aux vieux travailleurs *. Ce fut le programme des mouvements ouvriers pendant plus de deux siècles.

** Mouvement populaire et gouvernement révolutionnaire en l'An II, 1793-1974» pp.62sq. (Flammarion, 1973).*

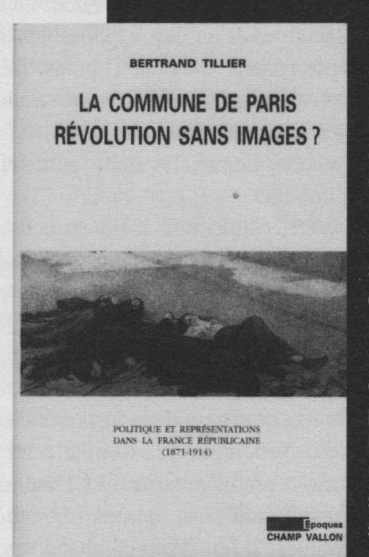
SOUMISSIONS AVOUÉES

Le soir du 28 avril, TF1 a raccourci sans prévis la soirée électorale prévue. On devine que la direction de la chaîne ne voulait pas ajouter à la détresse d'un système à laquelle elle est dévouée. Les téléspectateurs apprécieront à moins qu'ils ne révèlent par leur fidélité conservée leur désintérêt pour la politique, tellement apprécié par les télévisions grand public surtout soucieuses d'entretenir l'auditoire passif que recherche la publicité.

Cette attitude est à rapprocher de l'absence du chroniqueur de Radio France lorsque la Bourse baisse.

« Horas non numero nisi serenas... »

La Commune n'a pas accédé au rang d'événement, sauf comme par un coup de force, comme en une irruption brutale et par effraction dans le temps long de l'Histoire soudainement confronté au règne du chaos.



« Alors que les peintures, les sculptures, les gravures et les caricatures liées à la Commune étaient régulièrement reproduites en illustration d'ouvrages historiques, avec des fortunes très diverses, l'étude des rapports de la Commune avec les arts, les images et les artistes restait encore à faire.» note Bertrand Tillier dans l'introduction de son tout dernier livre. Nos lecteurs connaissent bien les recherches de cet historien de l'art puisqu'à plusieurs reprises ses articles ont été publiés dans la revue. Ils trouveront là matière pour dépasser les réflexions habituelles sur les faits et personnages historiques de la Commune pour s'intéresser à leur représentation ou non-représentation...

Si Bertrand Tillier enseigne à la Sorbonne, il n'a pas pour autant rédigé un ouvrage réservé à des spécialistes. Plus nombreux seront donc ceux qui pourront remettre à jour les traces de ces neuf semaines du printemps 1871. Traces de nos discordes que la classe politique de l'époque convenait de faire disparaître avec l'amnistie de 1880 qui, après des années de répression, de censure et d'autocensure, allait conduire au grand et long oubli.

L'extrait a été repris du chapitre II « Vandalisme et iconoclasme ». 27 chapitres pour ce livre, répartis en 3 parties : La Commune, le chaos et la destruction - Les images interdites - Les images impossibles.

Éditions CHAMP VALLON - Collection Époques - 01420 Seyssel - Diffusion Presse Universitaires de France - 528 p. - 32 €

Roger Bellet et Philippe Régnier l'ont remarqué avec pertinence : « Tout se passe comme si sa nature d'événement, sa durée, si courte, sa destruction, s'étaient retournées et se retournaient encore contre elle, pour la détruire en pensée : elle est censée n'avoir pas vraiment existé comme événement et comme révolution, avoir peut-être seulement existé comme catastrophe intemporelle, et avoir eu la destruction comme but et comme mot d'ordre »[1].

L'historiographie d'obédience versaillaise condamnera d'abord la Commune à une sorte de stérilité politique doublée d'une aptitude au vandalisme ; elle occultera ensuite ces deux mois révolutionnaires pour mieux éluder la teneur de cette tentative d'instauration d'une République indépendante de Paris. On ne racontera pas ici, une fois de plus, l'histoire tumultueuse de la Commune,[2] mais quelques faits méritent d'être rappelés, car ils constituent des actes, des décisions et des actions, dont l'accomplissement vient contredire la mythologie d'une expérience politique vaine, en même temps qu'ils fondent l'événement et l'objet historiques. En s'achevant sur plusieurs jours et plusieurs nuits d'incendies, à la fin mai 1871, la visibilité de la Commune s'est trouvée occultée par un écran de fumée qui a durablement dissimulé l'action politique de cette dernière révolution du XIXe siècle. Les mythes négateurs ont parachevé cette entreprise de sape en plongeant l'événement dans les ténèbres.

En dépit de son désordre et de sa violence, la crise du 18 mars 1871, qui favorisa la proclamation de la Commune, marquait bien le début d'une politique, alors que Paris paraissait avoir été soldée, investie par les Prussiens, refusant la défaite et les négociations de paix, affamée par plusieurs mois d'un Siège doublé d'un hiver rigoureux. Le 18 janvier 1871, l'Empire allemand avait été officiellement proclamé dans la galerie des Glaces du château de Versailles. Cette proclamation du nouvel État allemand sur le territoire français, aux portes de la capitale, fut vécue par la population parisienne comme une nouvelle humiliation redoublant celles de la défaite et de la capitulation de Sedan. Dès sa nomination et la constitution de son gouvernement, Adolphe Thiers avait engagé des négociations avec Bismarck. Au titre de dommages de guerre, ce dernier exigeait l'Alsace, une partie de la Lorraine et une indemnité de guerre colossale de cinq milliards de francs-or. En quelques jours, Thiers et Jules Favre acceptèrent ces conditions et signèrent les préliminaires de paix. L'armistice fut ainsi prolongé jusqu'au 12 mars. Bismarck obtint que trente mille de ses soldats défilent symboliquement le 2 mars sur les Champs-Élysées. Thiers avait ainsi liquidé une situation politique dont il n'était pas l'initiateur le 10 mai 1871, les deux partis signeraient le traité de Francfort. Dès le début du mois de mars, Thiers engageait la démobilisation des gardes mobiles et des gardes nationaux. Mais dans cette entreprise délicate, Paris restait un point sensible par la grande concentration de mobilisés qui s'y trouvait.

Le désarmement de la Garde nationale était la condition du rétablissement de l'autorité gouvernementale sur Paris. La capitale disposait de canons fondus durant le Siège et financés par souscription populaire. N'appartenant pas à l'armée régulière, ces pièces n'avaient pas été livrées à l'ennemi vainqueur et mises à l'abri par les gardes nationaux sur les collines de Montmartre et des Buttes-Chaumont. Placés en batterie et dirigés vers les forts du nord que tenaient les Prussiens, ces canons semblaient constituer un danger que Thiers voulut écarter. D'un point de vue plus symbolique, Thiers brûlait de reprendre ces canons qui lui permettraient de marquer un point sur la capitale, dont il avait besoin pour affirmer son autorité devant les députés qui devaient se réunir à Versailles le 20 mars suivant. Au petit matin du 18 mars, des troupes régulières furent envoyées à Montmartre et aux Buttes-Chaumont. Elles commencèrent à déplacer les pièces d'artillerie, mais la nouvelle se répandit rapidement dans les quartiers populaires de Paris. Les gardes nationaux se rassemblèrent, bloquèrent les accès, menaçant les officiers et commençant à fraterniser avec les soldats. Ce fut un échec pour Thiers.

Durant cette même journée, le Comité central des Vingt arrondissements de la Garde nationale se réunit et chercha à coordonner le mouvement populaire qui, dans de nombreux quartiers, se développait et tournait à l'émeute. À la fin de la journée, les gardes nationaux de l'Est étaient maîtres de la

capitale. Dans la matinée, à Montmartre, ils avaient arrêté le général Claude-Martin Lecomte – l'un des responsables de la reprise des canons – et le général Clément Thomas. Très montée contre les officiers capitulards, la foule improvisa un tribunal qui condamna les deux généraux. Le soir même, sans qu'aucun ordre n'eût été donné, les deux généraux étaient fusillés au pied d'un mur.

De l'émeute, on passa insensiblement à l'insurrection. Chaque quartier combattait pour soi, d'abord sur des positions défensives, puis l'après-midi, par une contre-offensive populaire. Tout aussi improvisé que fût le soulèvement, il prit une tournure politique, quand les lieux du pouvoir – désertés par le gouvernement – furent progressivement investis : Préfecture de Police, ministère de la justice, casernes, Imprimerie nationale… Vers minuit, le Comité central de la Garde nationale tenait sa première séance à l'Hôtel de Ville, que Jules Ferry avait quitté au dernier moment. Jugeant ses forces insuffisantes, Thiers décida d'abandonner Paris pour se replier sur Versailles, prétextant avoir « des devoirs envers Paris, mais des devoirs encore plus grands envers la France ».[3]

Durant les jours suivants, Paris vécut dans l'euphorie de sa libération. Les « insurgés » continuaient d'occuper les édifices publics, les administrations et les ministères, afin que leur marche fût relancée. Plutôt que de marcher aussitôt sur Versailles, on décida de consolider la situation parisienne, afin d'éviter une guerre civile sous le regard de l'occupant. Contre l'avis de l'Assemblée nationale siégeant à Versailles, des élections municipales furent organisées le 26 mars, pour trouver une légitimité doublée d'une légalité. Peu à peu, naissait l'utopie d'une « République de Paris » qui s'offrirait ensuite en modèle à l'ensemble du pays – certains évoquaient le modèle et le principe d'une « Commune ». Le scrutin connut pourtant un fort taux d'abstention (plus de 50 %) par lequel se manifestait en partie l'hostilité des beaux quartiers. Seuls les quartiers du nord-est de la ville se sentirent concernés, où la participation fut importante au vu des circonstances. Les quatre-vingt-six élus de l'Assemblée communale étaient des blanquistes, des membres de l'Association internationale des Travailleurs et des chambres syndicales, des ouvriers, des employés, des journalistes et quelques représentants des professions libérales. La « République de Paris » était ainsi dotée d'une représentation officielle.

À la spontanéité d'apparence désordonnée des premiers temps, succéda une volonté de politique organisée dont témoignent les décisions prises en nombre. Ainsi que l'ont souligné quelques historiens, un statut ambigu préside aux origines de la Commune : s'agit-il d'une municipalité dotée de pouvoirs exceptionnels ou d'un gouvernement de la République de Paris ?

Faute de temps et de moyens, à l'issue de ses cinquante-sept séances[4], la Commune n'a pas laissé une œuvre considérable. Mais celle-ci n'est pas nulle et nombre des mesures décrétées par la Commune seront reprises par les institutions de la IIIe République. Il faut en outre préciser que, par la dualité de ses fonctions, la Commune dut d'abord créer ses propres structures administratives.[5]

Neuf commissions collégiales furent ainsi mises en place, qui ressemblaient à des ministères. Couronnées par une commission exécutive, elles fonctionnèrent mal et furent renouvelées dès le 21 avril, avec la nomination d'un délégué à la tête de chacune d'elles : les Services publics (avec Jules Andrieu), les Finances (Francis Jourde), l'Enseignement (Édouard Vaillant), la Justice (Eugène Protot), la Sûreté générale (Raoul Rigault), les Subsistances (Auguste Viard), le Travail (Léo Frankel), la Guerre (Gustave Cluseret) et les Relations extérieures (Paschal Grousset). À plusieurs reprises, une commission législative fut demandée, mais elle ne vit jamais le jour. Sur ce mode, la Commune réussit plutôt à gérer l'énorme administration parisienne qui n'était plus soumise à l'autorité centraliste et personnalisée d'un maire ou d'un préfet. En outre, furent administrés, par des membres de l'Association internationale des Travailleurs, les services de l'Intendance (avec Eugène Varlin), de l'Octroi (Volpesnil) et des Postes (Albert Theisz), l'hôtel des Monnaies (Zéphirin Camélinat), l'Imprimerie nationale (Louis Debock) et les Chemins de fer (Paul Pia). Enfin, des sections de l'Internationale, des clubs politiques, des comités de vigilance, des comités d'arrondissements et des coopératives ouvrières gérèrent par délégation, sous la forme effective d'un gouvernement direct, l'assistance publique, les écoles, les ateliers pour les « sans-travail »[6]...

Plusieurs mesures imposées par les circonstances furent prises par l'Assemblée communale : la levée de l'état de siège, l'amnistie des condamnés politiques, la remise totale des loyers, le rétablissement de la liberté de la presse – que le général Vinoy, gouverneur militaire de Paris, avait ébréchée le 10 mars précédent en supprimant plusieurs journaux, le lancement de deux emprunts publics auprès de Rothschild et de la Banque de France, l'abolition de la conscription et l'instauration du service militaire municipal obligatoire (29 mars), la séparation de l'Église et de l'État et la suppression du budget des Cultes (2 avril), le paiement échelonné des échéances commerciales (12 avril)... Pour la plupart de ces mesures, la Commune empiétait clairement sur les prérogatives de l'État – ce sera d'ailleurs son tort, car elle ne parviendra pas à imposer ses visées aux autres Communes de France.[7] Du même coup, la Commune de Paris s'isolera peu à peu du reste du pays, qui assistera à son écrasement sans compassion.

Une politique sociale fut également conduite par Léo Frankel et Benoît Malon, au sein de la commission du Travail : la confiscation indemnisée des ateliers abandonnés par leurs propriétaires depuis le Siège (16 avril), l'interdiction des amendes sur salaires dans les ateliers et les administrations (27 avril), la suppression du travail de nuit des ouvriers boulangers et de leurs bureaux de placements (28 avril), la restitution des objets de moins de vingt francs mis en gage au Mont-de-Piété (6 mai)... Des projets furent aussi avancés pour une réorganisation du travail confiée aux travailleurs associés, selon les normes socialistes et associatives du XIXe siècle. L'avocat blanquiste Eugène Protot commença une vaste réforme de la justice, gratuite et exercée par des jurys populaires qu'il n'aura pas le temps de conduire à son terme. Il parvint en revanche à abolir les privilèges des officiers publics – notaires, commissaires-priseurs, avoués, greffiers, huissiers… – qui, devenus des fonctionnaires communaux, étaient désormais obligés d'établir gratuitement les actes administratifs. À la commission de l'Enseignement, Édouard Vaillant entreprit la laïcisation de l'école primaire, gratuite et obligatoire. Les établissements congréganistes furent fermés. Des instituteurs laïcs furent nommés dans de nombreuses écoles. Des projets d'éduca-

tion pour les filles furent mis à l'étude, ainsi que des programmes d'éducation professionnelle destinés aux ouvriers. Sur le plan artistique, le journaliste Félix Pyat plaida le 19 mai pour la liberté des théâtres : « Il ne doit plus y avoir de littérature, de science d'État, pas plus qu'il ne doit y avoir de religion d'État ». déclara-t-il. Dès le 13 avril, Gustave Courbet créait la Fédération des artistes, présentée comme un « gouvernement du monde des arts par les artistes » et qui regroupait plus de cinq cents membres.

L'ensemble de ces décisions, de ces mesures et de leur application constitue l'*œuvre* de la Commune, que la presse versaillaise et nationale prit soin de taire ou de minimiser, et que l'escalade d'une violence bien réelle – l'exécution des otages, le massacre de la rue Haxo, l'exécution des Dominicains d'Arcueil, les incendies de la Semaine sanglante… – acheva de dissimuler, permettant de promouvoir le spectre d'une nouvelle Terreur, un sentiment de Grande Peur et un arsenal de mythes destructeurs – dont les pétroleuses furent certainement l'illustration la plus efficace et la plus tenace[8].

Dans un tel contexte historique et idéologique – que les écrivains ont renforcé en consacrant nombre de leurs fictions ou de passages de leurs romans au vandalisme communard, posant ainsi de nouveau la question des rapports de l'art avec la révolution[9] –, la Commune destructrice, chaotique et apocalyptique semblait peu compatible avec la création artistique. Les mesures conservatoires prises par les institutions de la Commune à l'égard du patrimoine furent d'ailleurs généralement ignorées, au profit des destructions les plus spectaculaires. Les discussions et les débats qui eurent lieu au sein des commissions – notamment par la voix de Courbet – et qui furent reproduits dans le *Journal officiel de la Commune*, ne furent pas pris en compte lors des séances des conseils de guerre. Le cas de l'action de Courbet est emblématique de cette volonté d'éluder l'œuvre de la Commune en matière de protection du patrimoine, pour faire de l'un de ses membres un vandale. Maxime Du Camp qui, dans ses *Convulsions de Paris*, a consacré de nombreuses pages au vandalisme, écrit en introduction à son portrait de Courbet : « [...] les hommes de la Commune ont été des hommes du moyen âge. Dresser une idole, renverser une idole, être iconolâtre, être iconoclaste, c'est tout un [...] »[10]. De la sorte, Du Camp refusait la modernité de la Commune dont il prononçait l'archaïsme et la barbarie. La condamnation fut d'autant plus facile que les communards étaient accusés d'avoir commis ce que les Prussiens, également considérés comme des barbares, avaient renoncé à entreprendre quelques mois auparavant.

Il faut revenir à l'action de Courbet pendant le Siège et la Commune. Rappelons que la République a été proclamée à Paris le 4 septembre 1870, deux jours après la capitulation de Napoléon III à Sedan. Dès le 6 septembre, à l'issue d'une réunion publique organisée au Manège de la Sorbonne, une « Commission artistique pour la sauvegarde des Musées nationaux » était fondée – qu'on appelle parfois la « Commission des artistes » –, sous l'égide de Courbet qui s'était bombardé « président des arts » non sans susciter quelques polémiques. Vers le 9 septembre 1870, Courbet écrivait d'ailleurs à ses parents : « Je ne puis, comme désire mon père, retourner à Ornans dans ce moment. Je suis nommé président de la surveillance générale des musées nationaux. Je n'ai rien à craindre, je crois. Je serai au Louvre et du reste j'ai moins à craindre à Paris qu'en province où je serai obligé d'agir »[11]. La vocation de cette instance constituée d'artistes[12] était avant tout conservatoire. Son champ d'action portait sur le patrimoine de Paris et de ses alentours. Et, selon Jules Castagnary, dans son opuscule *Gustave Courbet et la colonne Vendôme, Plaidoyer pour un ami mort*, initialement paru en 1882, la « Commission des artistes » protégea ainsi des bombardements et des saccages les chevaux de Marly, les reliefs de l'Arc de Triomphe, une collection d'armes médiévales destinée au château de Compiègne, les archives du Louvre…[13] Lors de la traduction de Courbet devant le 3ème Conseil de guerre, Jules Simon vint témoigner lors de l'audience du 14 août 1871. Il réfuta avoir donné un mandat officiel et des fonctions publiques à Courbet, mais reconnut son rôle : « Pendant la durée du siège, Courbet a donc été président d'une commission d'artistes, qui s'était chargée de veiller sur nos collections, et je crois qu'elle n'avait d'autres préoccupations que de les sauvegarder de tout péril »[14].

Le 13 avril 1871, dans le grand amphithéâtre de l'École de Médecine, une nouvelle assemblée fut convoquée qui réunit plusieurs centaines d'artistes constitués en Fédération des artistes « adhérant aux principes de la République communale ». Dérivée de la « Commission des artistes » du 4 septembre, cette instance qui fut aussi présidée par Courbet se dota d'un comité de quarante-sept membres élus le 17 avril, au Louvre. La mission de la Fédération des artistes concernait la gestion des musées et des bibliothèques, l'organisation d'expositions, la réforme de l'enseignement des arts et la conservation des monuments[15]. Dans l'une de ses nombreuses lettres ou tribunes où il justifia son action et se défendit de certaines accusations,[16] Courbet évoqua son rôle de président de la Fédération des artistes comme « la mission [d'un] président des arts à Paris, et partant de conservateur »[17].

Dans le mandat de la Fédération des artistes, la question patrimoniale motive la première des missions mentionnées – « la conservation des trésors du passé » –, avant même « la mise en œuvre et en lumière de tous les éléments du présent » et « la régénération de l'avenir par l'enseignement »[18]. En ce qui concerne les monuments, les musées et leurs collections, les statuts expliquent ainsi : « Les monuments, au point de vue artistique, les musées et les établissements de Paris renfermant des galeries, collections et bibliothèques d'œuvres d'art, n'appartenant point à des particuliers, sont confiés à la conservation et à la surveillance administrative du Comité. Il en dresse, conserve, rectifie et complète les plans, inventaires, répertoires et catalogues. Il les met à la disposition du public pour favoriser les études et satisfaire la curiosité des visiteurs. Il constate l'état de conservation des édifices, signale les réparations urgentes, et présente à la Commune un compte rendu fréquent de ses travaux […] »[19].

Comment expliquer alors, avec de telles ambitions affichées, proclamées et publiées, que la Commune soit devenue le synonyme de la destruction, et que Courbet soit considéré comme l'apôtre de l'iconoclasme ? La manière dont Maxime Du Camp construit son récit dans *Les Convulsions de Paris* est significative : il évoque ainsi en quatre chapitres successifs du tome deuxième consacré aux « Épisodes de la Commune », le palais de la Légion d'honneur, le palais des Tuileries, les musées du Louvre et la colonne Vendôme. Or chacune de ces monographies se clôt sur des scènes de

pillages et d'incendies ou de destructions.

En s'achevant sur les incendies d'édifices importants, la Commune s'est condamnée à subir cette réputation iconoclaste. Dès le 23 mai 1871, des bâtiments flambèrent sous les obus versaillais et les communards commencèrent à utiliser l'incendie comme technique de guerre, pour tenter de limiter l'avance de leurs adversaires et pour couvrir leur retraite d'un rideau de fumée. Après avoir été pillé, le palais des Tuileries fut incendié sous l'autorité du général Bergeret, assisté d'un ancien sergent de ville, Étienne Boudin, et d'un garçon boucher, Victor Bénot – l'un et l'autre seront fusillés en mai 1872 et en janvier 1873. Des chariots de poudre, du goudron liquide, de l'essence de térébenthine et du pétrole furent utilisés en telles quantités que le bâtiment flamba sans discontinuer du 23 au 26 mai. Les rues Royale et de Rivoli, le ministère des Finances, l'Hôtel de Ville, le Palais Royal, la Cour des Comptes, le Conseil d'État, la Préfecture de police, la Légion d'honneur, le Palais de justice, brûlèrent aussi, offrant le spectacle d'une apocalypse ou d'un crépuscule des dieux que les écrivains se plurent à mettre en scène dans un registre souvent halluciné, où le naturalisme des moyens, largement surchargé, frise souvent le fantastique du symbolisme. Le meilleur exemple de cette évocation « fin de siècle » de la Commune est certainement le curieux roman d'Élémir Bourges, *Les Oiseaux s'envolent et les fleurs tombent*,[20] qui s'ouvre sur une description des incendies vus depuis les hauteurs du cimetière du Père Lachaise.

Au cours des destructions de ces édifices historiques parisiens, nombre d'œuvres d'art – tapisseries, sculptures et peintures – disparurent dans les flammes. Les bas-reliefs en bois sculptés par Jean Goujon, qui représentaient le cycle des mois et ornaient la salle du Zodiaque du palais de l'Hôtel de Ville, furent ainsi détruits.[21] Toujours à l'Hôtel de Ville, les décorations des plafonds du salon de l'Empereur et du salon de la Paix, exécutées sous le Second Empire par Ingres[22] et Delacroix[23], furent totalement brûlées, de même que plusieurs tableaux d'Hubert Robert, un portrait de Napoléon par Gérard et des manuscrits enluminés[24]. Les fresques de Théodore Chassériau, *Les Bienfaits de la Paix*, qui décoraient le grand escalier de la Cour des Comptes flambèrent avec l'édifice. L'incendie de la manufacture des Gobelins, déclenché le 25 mai 1871, entraîna la disparition de soixante-quinze tapisseries[25] datant du XVe, au XVIIIe siècle, parmi lesquelles figuraient des pièces majeures. Les flammes et la fumée des incendies masquèrent donc amplement la politique de conservation du patrimoine de la Commune.

Les principales décisions de préservation du patrimoine prises par les instances communalistes furent aussi contrariées par quelques destructions. On peut ainsi évoquer la démolition de l'hôtel parisien de Thiers, justifiée par un décret que signèrent Arnaud, Eudes, Gambon et Ranvier :

« Le Comité de Salut public, Vu l'affiche du sieur Thiers, se disant chef du pouvoir exécutif de la République française ; Considérant que cette affiche, imprimée à Versailles, a été apposée sur les murs de Paris par les ordres dudit sieur Thiers ; Que, dans ce document, il déclare que son armée ne bombarde pas Paris, tandis que chaque jour des femmes et des enfants sont victimes des projectiles fratricides de Versailles ; Qu'il y est fait appel à la trahison pour pénétrer dans la place, sentant l'impossibilité absolue de vaincre par les armes l'héroïque population de Paris, arrête :

Art. 1er, – Les biens meubles des propriétés de Thiers seront saisis par les soins de l'administration des domaines.

Art. 2 – La maison de Thiers, située place Georges, sera rasée.

Art. 3 – Les citoyens Fontaine, délégué aux Domaines, et J. Andrieu, délégué aux Services publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution immédiate du présent arrêt »[26].

Le 13 mai 1871, l'hôtel particulier que Thiers occupait depuis 1833 au 27, place Saint-Georges – où il avait amassé des copies de tableaux, du mobilier chinois, des bronzes, des porcelaines et une importante bibliothèque – fut donc livré aux pioches des démolisseurs, en présence du délégué à la justice, Eugène Protot, et du substitut du procureur de la Commune, Gaston Da Costa. En deux journées, l'édifice devint une ruine dont les photographes diffusèrent aussitôt des images dans l'Europe entière, qui servirent à prouver la détermination des communards en matière de vandalisme.

1. In R. Bellet et P. Régnier, « La Commune, ses mythes et ses récits «, 1994, pp. 7-8.

2. Pour une histoire de la Commune, je renvoie le lecteur à quelques-uns des ouvrages déjà cités en notes, auxquels j'ajoute : de J. Rougerie, *La Commune de 1871*, 1988, et de W. Serman, *La Commune de Paris*..., 1986.

3. Cité par H. Guillemin, in *L'Avènement de M. Thiers*..., 1971, p. 71.

4. Le compte rendu de chaque séance est publié dans le *Journal officiel de la Commune de Paris*, 1997.

5. Cf. C. Rihs, *La Commune de Paris*..., 1973.

6. *Ibid*.

7. Cf. J. Gaillard, *Communes de province, Commune de Paris*..., 1971.

8. Sur les pétroleuses et sur la fabrication versaillaise de cette légende terrorrisante, cf É. Thomas, *Les « Pétroleuses »*, 1963.

9. Rappelons les deux thèses symétriquement développées depuis la Révolution française : soit l'art est incompatible avec la révolution d'essence trop violente, trop radicale, trop neuve et trop vulgaire ; soit l'art ne saurait être que révolutionnaire, puisqu'il est par définition, subversif, utile, efficace et mobilisateur.

10. In M. Du Camp, Les Convulsions..., 1883, vol II, p. 183.

11. In Corr. de Courbet, 1996, p. 340 (lettre n° 70-25).

12. Les peintres Honoré Daumier, François Feyen-Perrin, les sculpteurs Auguste Ottin, Adolphe Geoffroy-Dechaume, Jean-François Soitoux, le graveur Félix Bracquemond et le dessinateur Émile Reiber, entre autres, ont siégé dans cette commission. Cf G. Sanchez, *Organizing Independence*..., 1997, pp. 31 *sq*.

13. Cf. J. Castagnary, *Gustave Courbet et la colonne Vendôme*..., 2000, p. 37.

14. Cf. Jules Simon, déposition devant le 3e Conseil de guerre, audience du 14 août 1871, reprise in *Bull. des Amis de Gustave Courbet*, 1971, pp. 18-20.

15. Sur l'engagement des artistes au sein de la Fédération des artistes, cf *infra*, chapitre VI, mais nous renvoyons d'ores et déjà à l'ouvrage de G. J. Sanchez, *Organizing Independence*..., 1997.

16. Cf. *Corr. de Courbet*, 1996, passim, où ces lettres sont reproduites.

17. Cf. *Corr. de Courbet*, 1996, pp. 512-513 (lettre n° 76-23).

18. In *Journal officiel de la Commune de Paris* (15 avril 1871), 1997, vol 2, p. 273.

19. *Ibid*., pp. 273-274.

20. Cf. É. Bourges, *Les oiseaux s'envolent et les fleurs tombent*, 1893. Ce roman a été étudié par H. Millot, « Une Commune fin de siècle ?... », 1994, pp. 187-207.

21. Cf. P. du Colombier, *Jean Goujon*, 1949, p. 83.

22. Il s'agit de l'*Apothéose de Napoléon Ier*, exécutée en 1853. Cf le cat. *Ingres*, Paris, Petit Palais, 1967.

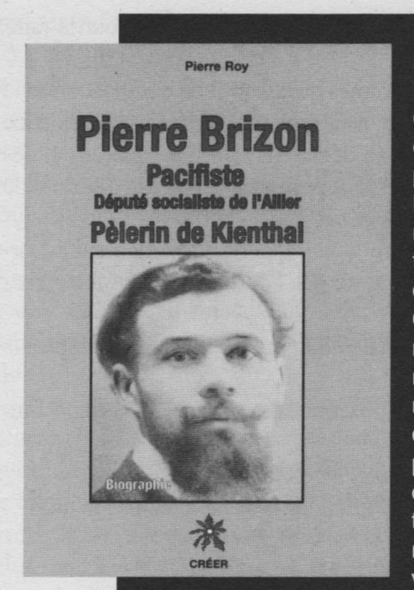
23. Il s'agit de *La Paix*, exécutée en 1853. Cf M. Sérullaz, *Mémorial de l'exposition Eugène Delacroix*, Paris, musée du Louvre, 1963, pp. 348 *sq*.

24.Cf. L. Réau, *Histoire du vandalisme*..., 1994, p. 802. Dans ses propos relatifs à la Commune (pp. 790-810), Réau, membre de l'Institut, se montre peu soucieux d'objectivité et condamne d'un bloc la Commune comme ère de la destruction, sans évoquer les mesures conservatoires. Son chapitre s'ouvre ainsi : « Les prussiens vainqueurs avaient épargné les monuments de Paris. Des Parisiens fanatisés n'hésitèrent pas à détruire, sous les yeux de l'ennemi, leur propre ville « (p. 790).

25. Cf. [Anonyme], Notice historique sur la manufeacture nationale des Gobelins et catalogue des tapisseries brûlées, Paris, 1873, L. Réau, Histoire du vandalisme..., 1994, pp. 808-809, en reprend la liste dans son ouvrage.

26. D'après Journal officiel de la Commune (11 mai 1871), 1997, vol. 3, p. 525.

Les trois députés kienthaliens s'acheminaient ainsi vers le vote – historique pour la France – qu'ils émirent à la séance du 24 juin 1916.



L'extrait choisi rappelle un grand moment dans la vie de Pierre Brizon : le 24 juin 1916, avec deux de ses collègues députés il vote contre les crédits de guerre adoptés par les 512 voix de l'union sacrée.
Le livre de Pierre Roy, très documenté et précis, suit de près l'existence de ce militant socialiste quelque peu oublié aujourd'hui. C'est dommage ! Il fut non seulement un parlementaire très actif mais un journaliste très engagé. Il ne se contenta pas de collaborer à divers titres puisqu'il créa son propre journal : *La Vague*. Un hebdomadaire « pacifiste, socialiste, féministe » qui connut un succès considérable dès sa création en janvier 1918. En 1921, l'impression atteignait 200 000 exemplaires !
Comme à la tribune de l'Assemblée, Pierre Brizon exprima avec force dans les colonnes de son journal ses convictions de pacifiste internationaliste et de libre penseur.
L'action de ce député de l'Allier, un des trois pèlerins de Kienthal (la conférence qui, en avril 1916, réunit dans cette localité suisse des représentants socialistes et syndicalistes de différents pays dont la France et l'Allemagne), méritait cette biographie.
Son auteur, Pierre Roy, lui aussi libre penseur et pacifiste, ancien enseignant comme Brizon, a fait là œuvre à la fois de militant et d'historien puisqu'il a su prendre le recul nécessaire par rapport à cette grande figure du socialisme.
Éditions CRÉER (63 340 Nonette) — 319 p. — 23 €

Là encore, le mieux est de citer le compte rendu du *Journal officiel*. Brizon avait été choisi comme porte-parole des trois Kienthaliens et il monta à la tribune pour l'intervention qu'on va lire.

« *M. Brizon*. Messieurs, après deux ans d'une guerre qui dévaste l'Europe, la ruine, la saigne, la menace d'épuisement, les gouvernements des pays belligérants demandent encore des milliards et encore des hommes, pour prolonger cette guerre d'extermination. Au moment d'un vote si grave, notre pensée se tourne vers la paix dans la liberté, vers ceux qui travaillent avec la conscience d'accomplir le plus beau devoir qui soit au monde, vers les courageux socialistes de la minorité allemande... (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche. — Mouvements divers.*)

M. Mayéras. Vive Liebknecht ! (*Exclamations et bruit.*)

M. Émile Faure. Vous ne pouvez pas dire que la minorité allemande a eu ce courage. M. Alexandre Blanc. Moins ils sont nombreux, plus ils ont de courage. (*Bruit*)

M. Brizon... qui sont l'espoir du monde dans le combat contre le fléau le plus terrible qui se soit jamais abattu sur les hommes.

Ils luttent contre la guerre.

Ils luttent contre l'empire.

Ils luttent pour la paix immédiate et sans annexion. Et voici ce qu'ils disent :

"Dans cette guerre monstrueuse entre deux coalitions formidables, dans cette guerre désormais immobilisée, malgré le flux et le reflux des batailles, il n'y a et il n'y aura ni vainqueurs ni vaincus. Ou plutôt tous seront saignés, ruinés, épuisés.

"Avec la jeunesse dans la tombe, les meilleures générations sacrifiées, la civilisation en partie détruite, la fortune perdue, la désolation partout, une victoirre serait-elle une victoire ?

"Et s'il y avait par malheur des vainqueurs exaspérés et des vaincus irrités, la guerre recommencerait pour la vengeance, pour la revanche.

"Car la guerre n'a jamais tué la guerre.

"Il n'y a qu'un seul moyen d'empêcher les guerres futures : c'est la victoire du socialisme, en Allemagne et dans les autres pays, sur les classes, les gouvernements et les hommes de proie. »

Les socialistes allemands ajoutent : "Les gouvernements européens, avec leur diplomatie secrète et leurs appétits de conquêtes ont déchaîné la guerre. Ils la prolongent pour se sauver.

"Les peuples veulent la paix. Ce sont eux, ce sont les paysans, ce sont les meilleurs ouvriers de la civilisation qui tombent en masses, victimes d'une guerre qui n'est pas la leur, puisqu'elle n'a pas pour but d'écraser la féodalité internationale qui les exploite. »

Et ces héroïques socialistes de la minorité allemande concluent :

"Les nations, leur territoire et leur liberté sont sauvés par l'héroïsme invincible de leurs soldats.

"La prolongation de la guerre n'est plus, depuis longtemps déjà, qu'une barbarie militairement inutile.

"Il faut arrêter la guerre. Assez de morts ! Assez de ruines ! Assez de souffrances !

"Il faut obliger notre gouvernement à déclarer ses conditions précises de paix. Il faut lui imposer la paix immédiate sans annexions. Si nous faisons cela, nous savons qu'il y aura dans les autres pays des socialistes et des hommes de bonne volonté pour exercer la même pression contre la guerre, pour la paix, pour la liberté des peuples.

"Pleurons les morts, crient-ils et sauvons les vivants. Sauvons les travailleurs pour le socialisme. Sauvons les milliards pour relever les ruines, panser les blessures et faire les réformes socialistes. Sauvons tout ce qui peut être encore sauvé : le monde en a besoin pour renaître à l'espérance."

À ces hommes-là messieurs, mes amis Alexandre Blanc, Raffin-Dugens et moi, avec la certitude que notre geste ne tombera pas dans le vide, avec la conviction d'agir en bons Français comme en bons socialistes, nous tendons nos mains fraternelles du haut de la tribune française.

MM. Alexandre Blanc et Raffin-Dugens. Très bien !

M. Brizon. Eux et nous, nous sommes fidèles aux antiques décisions des congrès socialistes internationaux, d'après lesquels, si la guerre éclate malgré tout, c'est le

devoir des classes ouvrières de s'entremettre pour la faire cesser promptement.

Pour aider ces hommes dans leur rude combat contre la guerre, pour la paix sans annexion, pour un armistice immédiat (*Bruit*), nous déclarons que leurs paroles citées sont aussi les nôtres. Nous protestons contre le discours de Nancy. (*Interruptions et bruit.*)

M. le président. Je vous rappelle formellement à l'ordre et je vous invite à ne pas continuer sur ce ton. (*Très bien! Très bien!*)

M. le ministre des finances. Vous n'en avez pas le droit…

M. Mayéras. Le discours de Nancy est anticonstitutionnel! (*Bruit*)

M. Alexandre Blanc. Nous le prenons ce droit.

M. le ministre des finances. Vous n'avez pas le droit… (*Bruit sur les bancs du parti socialiste*)

(*Au centre*). Retournez donc en Suisse!

M. le président. Je ne laisserai pas mettre ici en cause la personne de M. le Président de la République.

J'ai peut-être mal entendu une autre phrase, car M. Brizon parlait bas…

M. Raffin-Dugens. Personne n'est nommé.

M. le président. Laissez-moi faire mon devoir. (*Très bien! Très bien!*) Voulez-vous, monsieur Brizon, relire votre dernière phrase?

M. Victor Dalbiez. Ne parlez pas de Nancy, parlez de l'acte inconstitutionnel de Nancy! (*Bruit.*)

M. le président. Je ne peux pas vous permettre de parler ainsi.

M. Raffin-Dugens. Personne n'est nommé.

M. Mayéras. Mais tout le monde a compris

M. le président. Vous avez parlé, je crois, d'armistice immédiat: si c'est l'opinion des socialistes allemands, je ne dis rien ; si c'est la vôtre, je ne puis laisser passer cette parole sans protester.

M. Brizon. C'est la nôtre aussi. (*Exclamations et bruit*)

M. le président. Alors je proteste énergiquement. (*Très bien! très bien!*) Aucun Français ne pourrait accepter ni un armistice immédiat, ni une paix qui seraient, devant les violations répétées du droit, une détestable abdication! (*Vifs applaudissements*)

M. Alexandre Blanc. Nous reconnaissons que notre déclaration aura plus de succès dans les tranchées qu'ici. (*Bruit.*)

M. Brizon. « Nous refusons de voir tomber nos soldats pour donner Constantinople à la Russie… » (*Vives protestations et bruit.*)

M. le président. Ce langage est intolérable, il blessera tous les cœurs français. (*Vifs applaudissements.*) Vous ne devriez pas parler ainsi pendant que le sang coule là-bas. (*Vifs applaudissements.*)

M. Brizon. Nous regrettons le mauvais emploi des milliards perdus pour le peuple et nous votons contre les crédits de guerre, pour la paix, pour la France, pour le socialisme. (*Exclamations prolongées. — Bruit.*)

MM. Alexandre Blanc et Raffin-Dugens. Très bien! très bien!

M. Duclaux-Monteil. Je constate que, dans la Chambre française, il n'y a que trois socialistes pour approuver de pareilles paroles! (*Applaudissements*)

M. Alexandre Blanc. Il y a beaucoup de soldats qui pensent comme nous! (*Bruit.*) M. le président. Je mets aux voix, par scrutin, l'ensemble du projet de loi.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. MM. les secrétaires en font le dépouillement.) *M. le président.* Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre des votants	515
Majorité absolue	258
Pour l'adoption	512
Contre	3

La Chambre des députés a adopté. »

À compter de cette date, les trois députés refusèrent régulièrement de voter les crédits de guerre.

Ce vote historique n'est guère connu ou en tout cas guère relevé par la plupart des historiens de la guerre. Par contre Rosmer, parce qu'il est avant tout historien du mouvement ouvrier, en donne une relation très détaillée dans son ouvrage. Il note en particulier la façon dont ce vote fut ressenti au sein de la minorité longuettiste qui, dans sa masse, était restée campée sur ses positions en faveur des crédits [129]. Rosmer écrit :

« Par leur silence, leurs collègues du groupe socialiste les réprouvait; seuls quelques minoritaires les avaient appuyés quand le discours de Poincaré était mis en cause; les militants de la base en furent péniblement surpris. Jean Longuet sentit qu'une explication était nécessaire. Dans *Le Populaire* (3-9 juillet) il reconnaissait que le vote des élus minoritaires a provoqué un malentendu: "La manifestation courageuse mais dont il est perrnis de discuter l'opportunité, de nos camarades, Brizon, Blanc et Raffin-Dugens, leur vote contre les crédits ont été soulignés par toute la presse bourgeoise et mis brutalement en opposition avec l'attitude des autres élus socialistes." Longuet ne s'apercevait pas qu'il reprenait contre les kienthaliens l'argument dont Renaudel usait contre lui: l'unité avant tout, quand cette unité n'existe plus dans la réalité.

"Nous nous sommes un peu endormis", écrivait dans ce même numéro du *Populaire*, R. Verfeuil, et il ajoutait justement: "L'unité ce n'est pas le renoncement." Comme pour affirmer l'opinion de la base, un militant accompagnait sa souscription d'un Vive Brizon ! significatif. Revenant sur cette remarque dans le numéro suivant, Verfeuil écrivait: "J'ai dit que depuis le Conseil national d'avril, nous nous étions endormis… BSI, Kienthal, vote des douzièmes, voilà pour le moins trois grosses questions qui auraient dû être discutées par la minorité et qui ne l'ont pas été parce que la minorité tâtonne encore, se cherche et n'est pas organisée… Je ne parle pas de la contradiction qu'il y a à condamner la guerre, à vouloir l'arrêter *'le plus promptement possible'*, conformément aux résolutions de Stuttgart et de Bâle, et à fournir cependant au gouvernement les moyens de la continuer et de la continuer jusqu'au bout". »

Ce geste fut connu par les comptes rendus que la presse fit de cette séance. Certes, c'était pour le condamner mais certains journaux, pour fonder leur condamnation, publièrent des extraits de ce qui était paru au *Journal Officiel* et ainsi on put en prendre connaissance. Ce vote valut à Brizon une importante correspondance de la part de soldats, de mères, d'épouses, et de militants pacifistes [130]. L'essentiel de cette correspondance a fait l'objet d'une publication de la part d'historiens contemporains [131], et

nous invitons le lecteur à s'y reporter. Nous nous limiterons à citer quelques extraits qui nous paraissent significatifs de l'état d'esprit de certains socialistes ou sympathisants socialistes alors sur le front et, plus largement, comme le faisait remarquer si opportunément Alexandre Blanc, d'un grand nombre de soldats qui pataugeaient alors, à Verdun [132] et ailleurs, sous un déluge de bombes, au fond des tranchées, dans la boue, la puanteur et la peur de la mort ou de la mutilation.

Malgré les conditions plus que défavorables, le vote des Kienthaliens trouve un écho auprès de gens du peuple, au front et à l'arrière

La lettre suivante datée du 27 juillet mérite, selon nous, d'être mise sous les yeux du lecteur. Elle émane d'un militant socialiste sous l'uniforme qui ne signe pas et s'en excuse, en précisant : « Vous devez sans doute connaître les rigueurs militaires. Si par malheur dame censure venait à l'ouvrir, je serais sans doute fusillé. » :

« Mon cher Brizon, Alexandre Blanc, et Raffin-Dugens

Je tiens à vous faire connaître les sentiments d'admiration que vos énergiques interventions contre cette abominable boucherie ont rencontrées dans tous les régiments de mon secteur.

Depuis que nous avons eu connaissance de cette énergique déclaration que vous avez lue à la face de cette caste sans honneur, le seul cri que l'on entend de tous les soldats est de "Vive Brizon ! Vive Alexandre Blanc ! Vive Raf. Dugens !"

Par contre, si vous trois vous êtes portés par des louanges plus haut que les nues, une hostilité ne cesse de grandir vis-à-vis des élus socialistes, qui, eux, se font complices des crimes capitalistes et se souillent les mains du sang de la classe ouvrière qu'ils ont trompée lâchement. Je me rappelle les tournées de propagande électorale et du programme présenté par les élus socialistes à leurs électeurs. C'est à grande pompe qu'il était dit qu'ils s'opposeraient à la guerre par tous les moyens. Hélas ! la guerre existe sans que nous puissions en connaître les responsables. Pour mon compte personnel, j'en conclus que la guerre était préméditée par tous les capitalistes des puissances belligérantes, pour arriver à détruire ce noyau de conscience intelligente qui montait, et pour retarder le progrès d'un siècle.

Donc ce qui serait été plus logique de la part des élus socialistes, après l'engagement affirmatif qu'ils avaient pris devant leurs électeurs, 1.- de s'abstenir de toute participation ministérielle, 2.- de rechercher toutes les (*illisible* [133]) possibles pour rétablir la paix, 3. - d'avoir une attitude énergique et violente comme réponse à nos gouvernants assassins, qui redisent toujours cette même hypothèse jusqu'au bout, 4.- s'abstenir de voter les crédits de guerre s'ils ne voulaient pas voter contre, 5.- de reprendre les relations internationales, et essayer de trouver un terrain d'entente entre ouvriers, pour que, dans chaque Parlement des nations belligérantes, tous les élus socialistes puissent collectivement faire entendre leur protestation contre cette abominable boucherie, 6.- chaque élu socialiste, pendant leurs vacances, devrait aller dans tous les centres et leurs circonscriptions dénoncer à leurs électeurs le chauvinisme des capitalistes, 7.- chaque élu devrait dans tous ces milieux préparer l'après-guerre pour qu'une seconde fois nous ne soyons pas obligés à baisser la tête, comme à la mobilisation [134].

Voilà le point de vue de tous mes camarades socialistes et c'est le mien aussi ; le rôle qu'auraient du jouer les élus pendant cette horrible boucherie. Car plus tard, dans l'histoire sociale, ce sera une honte de plus pour la classe ouvrière.

Hélas ! le drapeau rouge qui flottait si fier avant cette guerre qui lançait un défi aux capitalistes, aujourd'hui, dans ses plis, n'abrite plus que la honte de la part de ses élus.

Honneur à vous trois, qui avez essayé de sauver l'honneur de la classe ouvrière tramé dans la boue par ses élus qui l'ont si lâchement trompée. En ce moment, cette classe ouvrière se sépare de ses élus traîtres, et vous crie à vous trois : "*A votre tour de vous séparer de cette caste qui plus tard vous ferait rougir*" Organisez, fondez un parti et chassez ces hypocrites, la classe ouvrière vous suivra, tandis que si c'est le contraire, ce parti socialiste sera mort, ses ouvriers qui ont été trompés ne voteront pas et les capitalistes seront triomphants. Ayez pitié de la classe ouvrière. Sauvez-la de l'abîme, vous trois, vous le pouvez. Fondez un nouveau parti, le parti des exploités, le parti prolétaire, mais abandonnez l'étiquette socialiste, car elle est sale et bien sale.

Par cette lettre, je vous transmets l'idée générale de tous les soldats qui sont pour la paix immédiate. Elle vous donnera l'énergie pour protester plus fort contre cette boucherie. L'armée est avec vous et à votre appel vous suivra. A bas la guerre ! Vive la révolution libératrice ! » [135]

Nous aurons l'occasion de revenir sur les riches leçons politiques de cette lettre et de nous demander si Pierre Brizon et ses deux camarades répondirent aux attentes de ces socialistes, de ces prolétaires et de ces femmes qui écrivirent tous à peu près dans le même sens à Brizon. Mais, complétons notre connaissance du courrier adressé au député de l'Allier, à la Chambre, par d'autres citations.

Une lettre en date du 30 juin 1916 contient ces lignes :

« Voilà déjà huit jours que je traîne dans ma poche le *Journal* du dimanche 25 juin, qui donne le compte rendu de la séance de la Chambre des députés de la veille.

[…] Nous regrettons tous la perte la perte du Grand Jaurès, qui aurait eu le courage de s'élever contre cette iniquité et qui aurait pesé de tout son talent pour arrêter ces hécatombes inutiles. Vous êtes trois, ne désespérez pas, la vérité se fera jour. […] Dites-vous que dans les tranchées, on en a assez – c'est la vérité, que chaque jour qui prolonge ce cauchemar crée des orphelins, misérables épaves que la cupidité bourgeoise et capitaliste laissera sombrer dans l'Océan de la vie » [136]

Une autre lettre datée du 11 juillet 1916 mérite aussi d'être citée :

« J'ai tardé à vous écrire pour vous témoigner mon immense admiration ainsi qu'à vos chers collègues, MM. Alexandre Blanc et Raffin-Dugens, pour votre refus de voter les crédits de guerre [...] Veuillez m'en excuser, car les circonstances ne me l'ont pas permis, sortant de l'« Infernal secteur de Verdun », où j'y ai passé trois mois affreux.

Vous et vos deux collègues, vous êtes des braves parmi les braves – de vrais héros aurait dit l'Illustre et regretté

Jean Jaurès (victime de la canaille cléricale). Vous n'avez pas craint de dire et d'exprimer votre vraie Pensée, au milieu du mépris et de la haine déchaînés par vos déclarations au palais Bourbon (refuge de la Comédie et de l'Hypocrisie) [...]

Le peuple ne voit rien, mais s'il voyait « comme je l'ai vu » à Verdun les voitures de cadavres et l'Horreur de la Lutte, il serait épouvanté des ravages que fait cette horrible guerre dans les « Rangs de la Classe ouvrière. »

C'est à croire – et beaucoup de soldats le pensent et le disent – que cette destruction systématique est voulue par tous les gouvernants d'Europe, par cette clique de rois et d'empereurs qui voyaient, avec crainte, monter peu à peu « La Vague Rouge » [...] » [137]

Lisons aussi ce qu'écrit ce téléphoniste membre du parti socialiste, de la Fédération de Seine-et-Marne, qui signe de son nom, H. Charny et donne ses coordonnées militaires :

« A la veille du Conseil national où sera discutée la demande de contrôle formulée contre vous et nos camarades Blanc et Raffin-Dugens, je tiens à vous envoyer mon approbation pleine et entière pour votre conduite courageuse et si conforme à la doctrine et aux traditions du parti, abandonnées par tous ceux qui ont en main les rênes de notre organisation.

Le Parti déclare ceci, le Parti a décidé ça. etc. etc. ; mais est-ce bien le Parti et y comptons-nous encore dans le Parti, nous socialistes des tranchées ? Il nous semble que nous sommes bien oubliés et qu'on ne se rappelle de nous que lorsqu'on nous demande de nous faire tuer au nom des principes qui avaient une toute autre signification lorsqu'on les développait sur l'herbe du Pré Saint-Gervais.

Rien que je sache n'a été fait pour nous hâter la fin d'un massacre épouvantable.

Nous n'avons même pas voulu causer au sein de l'Internationale, et je n'ai jamais entendu dire que des gens, évitant toute conversation arrivassent à éclairer leur mutuelle religion. [...]

Continuez donc dans votre attitude, mon cher citoyen Brizon et dites-vous bien que les socialistes des tranchées sont plus avec vous qu'avec vos détracteurs, qu'ils s'appellent Briquet, officier de réserve à la Chambre ou Hervé, futur représentant de la L.D.P. [138]

[…] Veuillez, citoyen Brizon, recevoir l'assurance de mes meilleurs sentiments socialistes qui ne sont pas prisonniers du pouvoir, ceux-là. » [139]

Une étude thématique a été faite de ce courrier reçu par Brizon [140]. Il s'agit d'une recension de caractère lexical des idées qui parcourent tout le corpus épistolaire. Les citations sont regroupées en fonction de leur appartenance à telle ou telle dominante de sens : *Le discours pacifiste contre la propagande, Lecteurs du conflit : entre guerre capitaliste et chaos, La représentation de la société en guerre etc.* :

« Ce texte écrit à plusieurs mains est aussi un acte de rupture, de sécession. Il entre en une relation conflictuelle avec ce discours autorisé, ce dire officiel qu'est la propagande jusqu'au-boutiste. Ce dont rend bien compte l'usage en connotation du mot paix par les correspondants. De leur message, il forme le noyau central et irradiant, il libère un écheveau foisonnant d'images et d'utopies mêlées. Plus que la paix [...], c'est *La Paix!* (n° 115 [numéro de la lettre dans le corpus rassemblé]), véritable échappée du discours." La correspondance envoyée à Brizon, parce qu'elle émane d'une population sur laquelle nous ne possédons que peu d'informations, apporte un éclairage neuf sur l'émergence d'un mouvement d'opinion pacifiste en France en 1916. À l'évidence, nous aurions tort de faire du développement d'aspirations pacifistes au sein de la population le seul résultat d'une agitation militante, de la propagation d'un jugement qui gagnerait à partir de noyaux organisés. Il est d'abord le fruit de cette usure que les événements font subir aux justifications apportées çà et là à la poursuite du conflit. »

Il y avait dans ces lettres la recherche passionnée d'une issue, qui, du point de vue qui est le nôtre, conforte ceux qui, dans l'aspiration populaire à la Paix, voyaient beaucoup plus qu'un simple état d'esprit pacifiste. Certains hommes d'État bourgeois, Malvy, Caillaux et d'autres, le Vatican et le pape, bientôt le président américain Wilson utilisèrent l'idée de paix à des fins d'instrumentalisation politique, afin d'éviter que les aspirations à la Paix venues d'en bas ne débouchent sur des conclusions révolutionnaires.

129 — Rosmer met en note : « Un député réactionnaire fit alors cette remarque consolante : "Je constate que dans la Chambre française il n'y a que trois socialistes pour approuver de pareilles paroles." Quelqu'un riposta à mi-voix : "Attendez un peu ; ils feront des petits." Il n'y eut en effet que les trois Kienthaliens pour voter contre les crédits mais on remarqua quelques abstentions d'importance parmi lesquelles celles du général Pédoya, président de la Commission de l'armée, du radical Accambray, de Paul Meunier. »

130 — Dans la chronique « Franchesse » du *Combat social* parurent à cette époque des articles signés A. Neut, défendant Brizon contre les accusations de « défaitisme » et attestant de son patriotisme.

131 — Thierry Bonzon et Jean-Louis Robert : *Nous crions grâce*, Editions ouvrières, 1989. Extraits in *Cahiers du Mouvement ouvrier*, n° 5, CERMTRI, mars 1999.

132 — « Le 1er juillet, l'offensive franco-anglaise de la Somme est déclenchée, dégageant, sauvant Verdun. En cent seize jours de la plus épouvantable bataille de la guerre, 66 divisions françaises avaient passé successivement sous le "hachoir allemand". Les pertes françaises s'élevaient à 179 000 tués et prisonniers et 279 000 blessés. Les Allemands annonçaient pour la période équivalente (février-juin 1916) sur le front français : 46 773 tués identifiés, 23 316 disparus ou prisonniers et 206 450 blessés. » Cf. *Histoire de la Grande Guerre* par Jean GALTIER-BOISSIÈRE, p. 287. Productions de Paris, s.d.

133 — On peut conjecturer : « voies ».

134 — On est frappé par les ressemblances entre ces propositions de probables socialistes de la base avec certaines propositions de Lénine qui participent à la définition de ce qu'il appelait le « défaitisme révolutionnaire ». Nous reprendrons cette question infra.

135 — *Nous crions grâce*, n° 64, pp. 96-97.

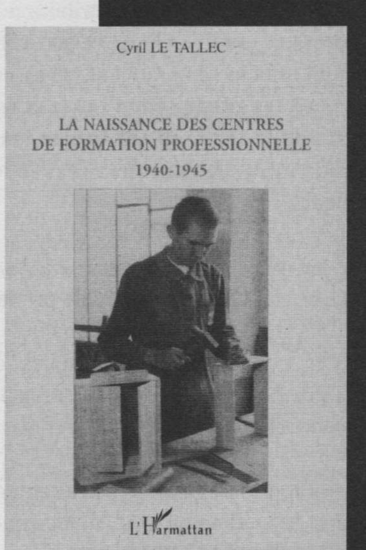
136 — Ibid. n° 66, p. 98.

137 — Ibid. lettre n° 69, pp. 103, 104.

138 — *Ligue des Patriotes* : son appellation nous dispense de tout commentaire.

139 — Nous avons, dans les passages cités, respecté l'orthographe d'origine.

140 — Thierry BONZON : *Cent quatre vingt dix lettres de pacifistes (juin-octobre 1916)*, mémoire de maîtrise, Université de Paris 1, 1985 [exemplaire prêté à l'auteur par Bernard Brizon, petit-fils de Pierre Brizon] ; travail résumé par Thierry Bonzon dans l'article : *Des tranchées au Palais-Bourbon (des pacifistes au temps de Verdun)* paru dans *Mots/Les langages de la politique*, n° 24 septembre 1990, Paroles de la grande guerre, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, consulté au CERMTRI.



Après les *Assistantes sociales durant les années quarante* (L'Harmattan, juillet 2003), Cyril Le Tallec (auteur dans *Gavroche*), évoque la situation des jeunes chômeurs après l'invasion allemande et, pour y faire face, la création de centres de formation par les autorités de Vichy.
De 1940 à l'été 1944, ce sont environ 250 000 jeunes garçons et filles qui fréquentèrent ces centres pour y trouver une formation de base plus ou moins adaptée certes mais qui les éloignait d'une jeunesse oisive et de plus en plus délinquante, gros souci d'un gouvernement qui mettait en avant le relèvement moral et social.
Propagande maladroite et gestion chaotique n'empêchent pas tout de même quelques succès qui assureront une existence à ces centres au-delà du régime de Vichy : devenus centres d'apprentissage publics, ils conduiront à la création des collèges et lycées d'enseignement technique.
Très concrètement, l'auteur nous met au contact des formateurs et de leurs élèves en décrivant précisément la vie dans plusieurs centres aussi bien à Paris qu'en zone nord et sud. On découvre également l'intérêt porté à cette jeunesse ouvrière par la collaboration et aussi la résistance, puis, à la Libération, par les communistes et les gaullistes.
L'extrait choisi porte sur les premières pages du chapitre II consacré à la vie quotidienne au sein des centres.

Éditions L'Harmattan — 208 p. — Sortie février 2004 — 18,50 €

Au sein des centres les jeunes reçoivent ainsi, s'ils sont internes, le vêtement (sous forme de pièces d'uniforme, tardivement décrites, pour le personnel des centres, par un texte datant du 31 décembre 1943), la nourriture, le logement et d'éventuels insignes (1).

Demi-internes, ils perçoivent gratuitement le repas de midi et un simple « bleu », c'est-à-dire un costume de forte toile que l'on met sur ses vêtements personnels afin de les « économiser ». Dans tous les cas de figure, l'enseignement, les fournitures scolaires, les matières d'œuvres (bois, métaux, tissus, etc.) et la délivrance des tenues de travail spécialisées sont aussi gratuits.

Le préapprentissage, vecteur d'innovation, et l'apprentissage, aux contours plus classiques, rythmeront ensuite la vie de l'équipier. L'effort de propagande gouvernemental conduit en faveur de l'apprentissage, les prouesses et les faiblesses d'un encadrement soumis à tous les contrôles, puis l'intervention inopinée des instituteurs, devaient alors modeler durablement le visage des centres de formation professionnelle.

UN RÉFÉRENDUM CONSTANT ?

Dans la première phase de l'édification des centres, c'est-à-dire lors de la lutte contre le chômage des jeunes, les équipiers seront gratifiés de quatre francs, puis de deux et un francs par jour. En 1944, cette dernière allocation, pourtant modique, sera elle-même supprimée (2).

Les jeunes, théoriquement volontaires, viennent donc au sein du centre de formation professionnelle « librement » (c'est-à-dire en fait, parfois, sous la pression parentale) et doivent y rester, environ, trois années. Il semble bien, cependant, qu'aucune sanction n'existe (initialement) si le jeune quitte le centre plus tôt afin de « se placer », sitôt acquis les rudiments du métier, à l'extérieur. Cependant un système de bourses, pouvant atteindre cinq francs par jour, tendait à freiner le départ des meilleurs éléments vers le monde du travail et permettait, ainsi, de parfaire leur formation dans un milieu relativement favorable. Plus tardivement, les départs sans motif valable pouvaient même se voir soumis à un accord écrit émanant du responsable légal. De même la liberté d'accès, puis d'aller et venir à sa guise au sein du centre, devait être, surtout en zone urbaine, totalement remise en cause par la suite. Enfin, par le biais de leurs structures d'accueil, les centres purent ensuite efficacement contrôler les entrées et, même, assurer seuls le recrutement – et donc une certaine sélection, parfois arbitraire – de leurs futurs équipiers. Pourtant, cette relative dépendance du centre de formation professionnelle vis-à-vis du bon vouloir des équipiers, lesquels pouvaient initialement « voter avec leurs pieds » et « prendre promptement le large », n'avait pas que des inconvénients (même si il faisait, durant les six premiers mois, perdre aux jeunes le bénéfice d'un éventuel pécule péniblement amassé). En effet, « un centre mal tenu se vidait »... Ce « référendum constant » portait sur des points aussi cruciaux que la nourriture et le chauffage, la qualité de la formation professionnelle (qui occupe vingt-sept heures par semaine !) et générale (laquelle demande entre onze et douze heures par semaine), le « savoir-faire » du chef de centre, la propreté et la discipline. On le voit, à peu de choses près, les préoccupations des équipiers pouvaient rejoindre ceux du Secrétariat général... Si ce dernier tardait à réagir et à entamer les réformes nécessaires, les effectifs baissaient encore au sein du centre concerné. De plus, comme le centre n'était pas un établissement à vocation disciplinaire (excepté, par exemple, le « centre de rééducation pour les fortes têtes » situé à Hinglé, dans les Côtes-du-Nord (3), les punitions n'y avaient qu'un impact très restreint...



Il existait encore d'autres sujets de discorde. Sur la part revenant aux jeunes du centre ayant effectué un travail rentable, seule la moitié était affectée aux jeunes ayant effectivement participé à la besogne, la seconde moitié étant répartie entre tous les jeunes du centre et, bien sûr, les cadres qui y sont attachés. Devant les

multiples protestations soulevées par cette redistribution, il sera constamment exposé aux jeunes apprentis que cette répartition répondait à « un principe communautaire essentiel », à savoir que tous ceux qui produisent n'ont la possibilité et, même, la liberté de le faire, qu'autant que leurs besoins généraux d'encadrement, de nourriture et d'entretien sont assurés par ailleurs.

Dans le centre, le jeune entre donc de plain-pied dans le monde adulte et l'on y fait plus, comme à l'école, appel régulièrement à son obéissance. Cependant l'école primaire reste, bien entendu, la référence incontournable en matière d'acquisition des connaissances théoriques de base… pourtant, « sa fatigue nouvelle, elle-même, rappelle au jeune que, maintenant, il n'est plus tout à fait un enfant ».

Les centres de formation professionnelle prendront, de plus, souvent place, dans les villes, au sein d'anciennes usines. Ailleurs, ils se situent parfois dans de vastes propriétés qui n'avaient d'ailleurs pas, initialement, vocation à devenir des écoles.

Dès son arrivée au centre, le jeune novice, surtout s'il est interne, va y découvrir un rythme de vie tout nouveau. En effet, au matin du premier jour, il verra les équipiers groupés en étoile autour d'un mât théoriquement destiné à recevoir le drapeau français (mais, en Zone nord, le mât reste très souvent nu). En général, cette cérémonie a lieu derrière le bâtiment principal du centre, au cœur d'une vaste pelouse et des installations sportives afférentes, lorsque cela est possible (4). Là arrivera peu après le chef de centre, entouré de l'adjoint éducatif, de l'adjoint technique et, surtout, de l'adjointe médico-sociale. A ce moment, les dizainiers appellent leur dizaine (d'équipiers) d'une voix rauque, exaltent les valeurs du travail et de la patience, puis se retournent, un à un, face à leur chef d'équipe respectif (et l'on précise alors, sans cesse, que l'esprit d'équipe n'est pas l'esprit de clan). Les commandements sont « Alerte ! » (Garde à vous !) et « A l'aise » (Repos). Pas de salut : le jeune tutoie le chef d'équipe, « mais avec respect » Alors, le chef de centre se doit de prendre la parole et de diffuser « le mot d'ordre ». Il fustigera, en général, toute brimade à l'encontre des nouveaux venus, même si ces novices doivent cependant se rendre compte « qu'il ne faut pas attendre les punitions pour se bien conduire ». Ensuite, les anciens vaquent tranquillement, en équipes (lesquelles comprennent trois dizaines et restent les unités de base, et de travail, des centres), à leurs travaux respectifs : ateliers de menuiserie (en général entièrement installés par les jeunes), serrurerie, mécanique, maçonnerie, métallurgie en feuille, bourrellerie… Et, même, entretien du potager du centre, de son étable, de sa porcherie, de sa basse-cour, de son garage et des salles de réunions. Le novice, pour sa part, se rend immédiatement au bureau de l'adjointe médico-sociale, laquelle va prendre ses mensurations, avant de lui faire remplir plusieurs fiches. Puis un médecin va l'ausculter, avant le passage obligé « à la radio ». Enfin, un « sélectionneur » va interroger le nouvel arrivant sur ses goûts immédiats… Et lui demander, bien entendu, des précisions sur le métier qu'il désire exercer dans l'avenir. Ce dernier intervenant précisera également au jeune qu'il devait rester quelques jours en « section d'accueil » afin d'y être examiné et, s'il en est jugé digne, d'entrer dans une section de préapprentissage. Selon la revue *Contact* (« organe de liaison des cadres de la Jeunesse ») datée du mois d'avril 1942, « le centre d'accueil n'est presque jamais un organisme isolé, c'est l'élément partiel d'un des autres centres dont le but essentiel est de rechercher les jeunes qui peuvent avoir intérêt à venir dans les centres et qui n'y viennent pas, soit parce qu'ils les ignorent, soit parce qu'ils sont prévenus contre eux ». Le séjour y est court mais, dans le Lyonnais, par exemple, ces structures hébergent de plus les jeunes abandonnés ou négligés par leur famille. Celui de l'avenue Galline, à Villeurbanne, recevra ainsi des jeunes en difficulté, et les logera pour un temps limité… Tout en « occupant » le jeune, on y établit donc sa fiche sociale, sa fiche médicale et on commence à rédiger sa fiche d'orientation professionnelle. Suivant le goût qu'il a révélé, l'habilité dont il a fait montre, il est conseillé et dirigé ensuite vers un centre de préapprentissage. Souvent ce centre est d'ailleurs le même que celui où il a eu son premier contact. Au moment de son entrée au centre de préapprentissage, et à ce moment seulement, le nouveau recevra, s'il est interne, son uniforme complet… Puis viendra l'heure du déjeuner, vers lequel on se dirige, dans un ordre que l'on voudrait parfait, au son de la trompe. Équipe par équipe, les équipiers se rendent, ainsi, au réfectoire. La nourriture, souvent confectionnée avec plus ou moins de bonheur par les jeunes du centre regroupés en une école de cuisiniers, y est servie par les dizainiers. Après le déjeuner, on se détend au club ou dans le parc, à moins que ce ne soit sur le terrain de sport. Les anciens retournent ensuite à leurs occupations, ou se livrent à des visites-promenades qui les conduisent, bien souvent, dans les cours des usines ou des grandes fermes de la région. Quant au néophyte, il se verra convié à une visite minutieuse des divers ateliers du centre, avant de revêtir la tenue d'athlétisme, sous la direction d'un moniteur d'éducation physique. En effet, dans les centres créés à l'intention des chômeurs, et dans les ateliers d'apprentissage, les jeunes consacraient à l'éducation physique au moins six heures par semaine (cette dernière activité étant, en effet, considérée comme essentielle « pour leur régénération morale »). Ensuite viendra la douche, laquelle sera suivie d'un rapide dîner. Se tiendra alors la veillée. Les anciens y présenteront, sous forme de petits sketches, des épisodes marquants de la vie au sein du centre alors que quelques chants seront repris en cœur par l'ensemble des équipiers. On notera ici que, sous l'influence particulière de certains cadres issus du Centre laïque des auberges de la jeunesse, les paroles n'y seront pas toujours politiquement conformes aux données habituelles de la Révolution nationale (5) Puis, avant la dispersion, le chef de centre dira encore le « mot du soir ». Enfin, les néophytes regagnent les dortoirs (un par dizaine), dont la décoration évoque généralement les destinées de Français illustres (6) : Bayard, Pasteur, Guynemer, etc. Le lendemain, le rituel reprend, désormais immuable : réveil au premier coup de trompe, brève séance d'éducation physique (dite de « dérouillage ») autour du mât aux couleurs, douche froide ou tiède, petit déjeuner, rassemblement autour du mât, montée des couleurs (en Zone sud) et « mot d'ordre » du chef de centre. Ainsi, dans les internats, la vie collective est-elle étroitement contrôlée, voire même bornée. Il en sera de même, souvent, dans le cadre de nombreux externats aptes, également, « à prendre le jeune tout entier » On notera que, dans les centres dotés d'internats, une permanence était théori-

quement établie afin d'assurer la surveillance des jeunes qui ne pourraient rejoindre leur famille durant les vacances scolaires. Dans les centres d'externat, de judicieux regroupements permettaient également de nourrir les jeunes apprentis « dans le besoin ». Ailleurs, en mai 1942, on collecte des vêtements pour les nord-africains et l'on se livre à des causeries sur le thème de la famille, ou de la Journée des mères.

Au début de l'année 1942, un jeune réfugié venu de Colmar, Monsieur Roland Dissler, devait même présenter sa thèse de doctorat, devant la Faculté de droit de Toulouse, sous le titre suivant: *Une nouvelle institution française, le centre de travail des jeunes*. Dans cette étude, l'auteur retraçait la théorie, l'historique et les divers types de centres de travail initialement destinés à lutter contre le chômage des jeunes. Il y établissait des comparaisons avec les expériences étrangères d'avant-guerre et donnait les principes de la doctrine française en cette matière. Dans une seconde partie, il étudiait l'organisation interne des centres, l'administration, les effectifs, l'encadrement, la vie au sein des centres de formation professionnelle ainsi que le statut juridique exact des adolescents qui les fréquentaient. L'auteur y assurait, notamment, qu'au « service volontaire du travail devait se substituer l'occupation et la formation professionnelle obligatoire des jeunes inoccupés ».

On notera également que, durant le mois de septembre 1942, Harles Hahn, le très sévère commissaire central au Travail des jeunes, avait décidé, très théoriquement, que chaque centre aurait son numéro (car « l'esprit humain est ainsi fait qu'il retient moins bien un nom qu'un numéro »), sa devise (choisie par les jeunes concernés), son emblème (porté sur la tenue et comportant le numéro du centre), son fanion (sur lequel s'inscrira la devise) et, surtout, que chaque équipier possédera un livret individuel relatant les « belles actions » (ou les manquements) de ce dernier. L'application de ces directives sera, on s'en doute, des plus chaotiques… même si Harles Hahn ne cessera de répéter « qu'un club sportif a vu une bonne partie de ses membres venir à lui parce que ses couleurs étaient chatoyantes, son écusson flatteur. Il en sera de même pour le Centre (7) ».

La tenue, blouson et culotte est, bien entendu, de couleur bleue et rappelle celle des Compagnons de France (8). Il y eut aussi, dans les situations d'extrême pénurie, des uniformes marron. Le port du béret n'est pas généralisé. L'insigne le plus couramment observé reste un écu brodé, en forme de « V » tricolore comportant, dans le blanc central, une francisque et les sept étoiles du Maréchal (il s'agit, en fait, d'un écusson très répandu dans le commerce). Certains centres possèdent de plus, nous le verrons, un insigne spécifique émaillé, ou en tissu. Quant aux différents « grades », ils sont indiqués de manières variables… Et parfois très fantaisistes. Plus tard, on tentera, avec plus ou moins de bonheur, de regrouper les centres de formation par « zones »

Par contre, des horaires seront finalement strictement uniformisés, car « il est inadmissible d'avoir autant d'horaires que de centres ».

(1) « Nos efforts sont dispersés, incohérents. Ainsi, voyons-nous les élèves de nos écoles publiques qui ne sont ni payés, ni nourris. ni habillés: ceux des écoles d'ateliers privés sont payés, souvent nourris, pas habillés; ceux des centres d'apprentissage de Vichy ne sont pas payés, mais toujours nourris et parfois habillés » (Union de la jeunesse républicaine de France, *Pour donner à chaque Français un métier*. Paris, U.J.R.F., 1945, p. 16). En pratique. également, personne ne semble avoir arboré vraiment longtemps des insignes de grades au sein des centres de formation professionnelle. Un ouvrage « généraliste » — et remarquablement illustré — de Gilles Perrault (*Paris sous l'Occupation*, Paris. Belfond, 1987, p. 244) présentera par ailleurs une rarissime photographie, en couleurs (!), de la tenue bleue portée par les équipiers des centres de jeunesse vichyssois…

(2) « Ainsi peut-on voir des apprentis gagner parfois 2 francs de l'heure (arsenal de Tarbes), 4,90 francs (atelier du Bois à Paris) ou encore on peut voir dans une même entreprise (manufacture d'armes de Châtellerault), des apprentis fréquenter l'atelier patronal et gagner 750, 900 ou 1200 francs par mois, suivant qu'ils sont en première, deuxième ou troisième année, et des apprentis travailler avec un même horaire et un même programme, ou presque, dans le centre créé par Vichy, et ne pas toucher un centime » (Union de la jeunesse républicaine de France. op. cit., p. 16). Cependant, préciseront les Jeunesses communistes de France au printemps de l'année 1945, les grandes fédérations syndicales « savent qu'envoyer trois ans en apprentissage un enfant d'ouvrier représente un lourd sacrifice. On attend après la paie. il faut que le garçon 'rapporte'. C'est ainsi qu'on devient manœuvre le plus souvent. C'est pourquoi l'Union syndicale des métaux de la Région parisienne demande l'instauration d'un tarif horaire pour les apprentis s'élevant à 10,50 francs la première année pour aller jusqu'à 15,50 francs à la fin de la troisième année ».

Les syndicats, qui sont d'ailleurs associés au contrôle de l'apprentissage par le Gouvernement provisoire, demanderont également alors trois heures d'éducation physique obligatoire par semaine (heures prélevées sur le temps de travail et payées au taux habituel), l'élection de délégués des apprentis participant à la marche et à l'organisation des centres, la création de cantines spéciales de « suralimentation » pour les moins de vingt ans et trois semaines de vacances payées…

(3) Pierre-Philippe Lambert et Gérard Le Marec, *Organisations, mouvements et unités de l'Etat français*, Paris, Jacques Grancher, 1992, p. 175.

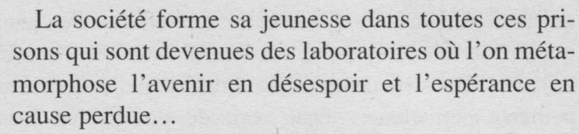
(4) Matin et soir avait donc lieu la cérémonie des couleurs, laquelle sera peu à peu interdite par les Allemands au cours de l'année 1941. Bien qu'aucune directive officielle ne semble avoir existé à ce sujet, on préféra s'abstenir ou ne plus accomplir ce geste quotidien « qu'hors la vue du voisinage ». Le caractère symbolique de telles démonstrations était, en effet, évident et les Allemands les réprimèrent, « une fois pour toutes », en Seine-et-Oise.

(5) *L'Emancipation nationale*, organe écrit du Parti populaire français de Jacques Doriot. relatera par exemple, le 16 janvier 1942, avoir noté au sein des Unités de jeunes travailleurs la reprise de chants empruntés au répertoire du Centre laïque des auberges de la jeunesse. Telle sera le cas de *Ma blonde, entends-tu sur la ville siffler les fabriques et les trains ?* qui fut auparavant, effectivement. l'une des chansons favorites des usagers des Auberges (Henri Noguères, *La vie quotidienne au temps du Front populaire*, Paris, Hachette, 1977, p. 178). Ailleurs, dans d'autres centres, l'inspiration semble cependant être plus proche du *Horst Wessel Lied*, c'est-à-dire de l'hymne officiel du Parti national-socialiste allemand: « Camarade, tes morts et tes prisonniers se rassemblent et te crient: lève-toi, il est temps. Devant toi, le Front rouge et la Réaction qui tremblent céderont. Lève-toi, il est temps ». Le chant « officiel » des Unités de jeunes travailleurs pourrait cependant être le suivant: « En chantant sur la route, la ieunesse s'avance au secours de la Révolution »!

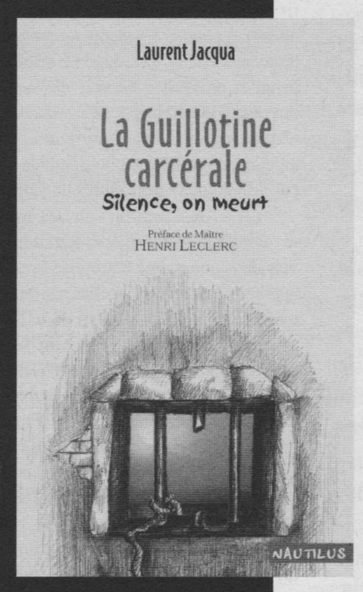
(6) *Jeunesse 1944*, Paris. Sequana, avril 1944, p. 100.

(7) *Contact*, N° 6, « Veillée d'armes », septembre 1942, p. 21. Un texte issu du bulletin lyonnais *Abordage* nous expliquera, pour sa part, comment était choisi, par chaque chef d'équipe, le nom de sa petite formation: « Comme dans mon équipe on fait presque tous l'apprentissage bois, une équipe 'Boule' aurait été tout indiquée. Le moniteur nous a expliqué en technologie que c'était un ébéniste parisien du XVIIe siècle qui a inventé des procédés de marquetterie. J'hésite entre Boule et Bournazel, mais je crois que Boule caractérise mieux notre équipe, car nous aimons tous d'abord notre métier. Finalement, je crois que je vais demander au chef de centre ce qu'il en pense » (*Abordage*, N°2, « La page du chef d'équipe », 20 avril 1944, p. 12).

(8) Le mouvement intitulé Les Compagnons de France sera fondé dès le 25 juillet 1940. Il s'agissait alors de rassembler les jeunes Français « désireux de participer au relèvement matériel et moral de la France, en offrant leur concours aux services d'aide aux réfugiés et aux prisonniers ». Ce mouvement, rendu exsangue par les ponctions du S.T.O., sera finalement dissout au mois de janvier 1944. En ce qui concerne plus particulièrement la tenue usuellement arborée dans les centres de formation professionnelle, on recensera, en octobre 1945, au sein du centre de Thiais (« Rouget de Lisle »), 87 bérets, 187 vestes de travail, 188 pantalons, 98 paires de sabots, 31 paires de chaussons, des tabliers de cuisine et, même, des torchons… Sans oublier les 48 maillots de sport, et les 10 culottes afférentes, comptabilisés à part.



« Le 10 décembre 1984, Laurent Jacqua s'est rendu dans un commissariat de police. Il y a raconté que c'était lui qui, la veille, agressé avec son amie par un groupe de skins, avait tiré avec une arme à feu qu'il portait sur lui. Un de ses agresseurs était mort. Laurent Jacqua avait dix-huit ans. Il allait être condamné à dix ans de réclusion.
Pour lui cette condamnation reste aussi injuste que sa séropositivité révélée en prison. Depuis, sa vie s'est pratiquement déroulée entièrement en détention, ponctuée d'humiliations, de violences subies et commises, d'évasions, de révoltes, de récidives, de cours d'assises, de condamnations s'ajoutant aux condamnations. Il a décidé de raconter. [...]
Ceux qui veulent que la condamnation impose le silence seront sans doute, une nouvelle fois indignés par ce récit. Beaucoup d'autres, il faut l'espérer, retiendront ce cri d'un homme qui, quoi qu'il ait fait, vaut ce que valent tous les autres hommes, simplement parce que, membre de la famille humaine, il leur est égal en droit et en dignité. » **Henri Leclerc**

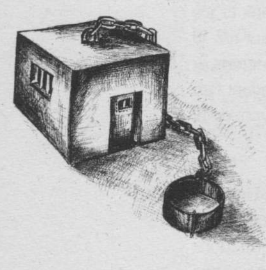


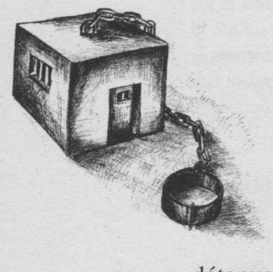
Dès 1984, Laurent est incarcéré et apprend sa séropositivité. Comme tous les séropositifs, sa maladie connaît des phases ascendantes, descendantes. En 1996 atteint d'une pneumocystose aiguë, il échappe d'extrême justesse à la mort.
Si aujourd'hui son état de santé est stable, il le doit non seulement à la trithérapie, mais aussi à sa force de résistance, au combat qu'il mène. Jusqu'à quand ? Laurent n'aura effectué la totalité de sa peine qu'en 2021... s'il survit jusque là.
La prison est le pire des lieux pour un malade, les législateurs le savent et en ce sens nous demandons la simple application de la loi Kouchner N° 2002-303 article 10 (article 720-1-1) et appliquée par décret (n°2002.619) le 26 avril 2002, sur le droit des malades dont a bénéficié dernièrement M. Papon.
La Guillotine Carcérale constitue le premier manifeste contre l'incarcération, pour une durée supérieure à leur espérance de vie, des malades du sida.
J'espère que de nombreux citoyens entendront le cri de mon mari

Leïla Jacqua

Nautilus Editions - 368 p - 17 €

Jeunesse Fleury





Mais que font-ils de leur jeunesse ?

Voilà la question que je me suis posée lorsque je suis descendu en promenade du bâtiment D1. Ici comme à Bois-d'Arcy, il y a un maximum de jeunes de moins de vingt-cinq ans, certains même tout juste sorti de l'adolescence. On se croirait au CJD (Centre de jeunes détenus).

La société réprime cette jeunesse issue des banlieues car elle n'a pas voulu trouver une solution pour qu'elle s'en sorte. Toute une partie de la population est laissée à l'abandon dans des ghettos et leur seul moyen de survie, c'est le trafic, les “ business ” pour faire vivre des familles entières ; ce sont ces enfants que l'on retrouve dans cette nouvelle population pénale. Maintenant il ne reste plus que quelques anciens bandits, mais même à trente ans passés, je suis déjà un “ vieux ” pour tous ces jeunes.

Les délits, les crimes sont parfois d'une extrême violence et souvent pour pas grand-chose.

La société forme sa jeunesse dans toutes ces prisons qui sont devenues des laboratoires où l'on métamorphose l'avenir en désespoir et l'espérance en cause perdue…

Que feront-ils dans dix ou vingt ans ?

Je crois que nos politiques, enfermés dans leur tour d'ivoire, dans leur course au pouvoir, n'ont aucune notion des priorités et des urgences. Un jour, ils le paieront chèrement…

Les cités commencent à brûler et ce n'est rien comparé à ce qui se prépare. “ Construisez des écoles au lieu de prisons ”, disait Victor Hugo, c'était un grand visionnaire…

L'inspecteur Javert n'a pas fini de poursuivre Jean Valjean, mais la société finira par se suicider, s'autodétruire, à cause de son aveuglement. Il n'y a plus d'antidote aux troubles qui se préparent, cela ne sera pas une révolution car il n'y a plus d'idéologie, ce sera une explosion de violences qui s'étendra, se répandra, comme de l'essence qui s'enflamme, personne ne sera épargné. Ce qui est à l'échelle du pays sera à l'échelle du monde…

Nos gouvernants devraient se méfier de la haine émanant de sa jeunesse, car tous les jeunes de ce pays en sont aussi l'avenir…

La répression ne dure qu'un temps, il faut aussi laisser place à l'intelligence, savoir écouter les rumeurs, les humeurs de la rue, des ghettos et arrêter de nous servir du flic à toutes les sauces et de l'insécurité à tous les plats électoralistes…

La solution est économique et culturelle : plus de travail, plus d'éducation, plus de perspectives d'avenir. Voilà les vraies solutions, mais vu l'état de décrépitude du système, on n'est pas prêt de s'en sortir. L'État a institutionnalisé les œuvres de charité, les Restos du cœur sont devenus une entreprise nationale, Coluche a été canonisé par le gouvernement socialiste. Emmaüs et son abbé Pierre, le Secours catholique, le Secours populaire, la Banque alimentaire, le SAMU social et j'en passe, sont devenus des solutions pour gérer le problème de la pauvreté et du chômage en France.

L'État, lui, que fait-il ?

Qu'est devenu son rôle à part encaisser, amasser, engranger, accumuler, entasser l'argent du contribuable ?

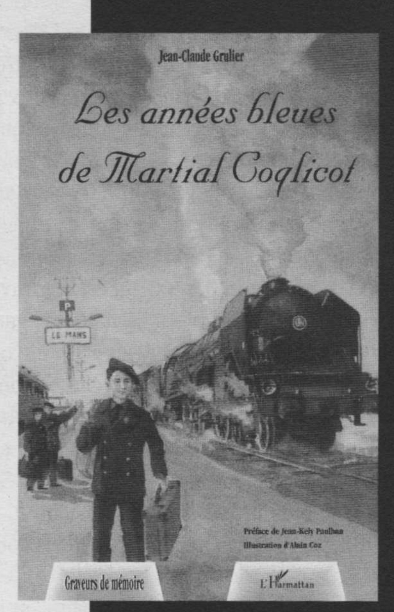
Gare à celui qui ne s'acquitte pas de sa dette, “ la prison le guette… ”, comme dit la chanson.

Dans cette société de consommation, pour survivre, les plus pauvres doivent voler afin de ne pas finir entre les mains de l'assistanat, zone dangereuse où l'on devient vite esclave, où l'on est intubé de force par la matrice, mère sociale qui diffuse le liquide vital du RMI ou du minimum vieillesse… Marche ou crève ! Personne ne s'arrête…

La prison rend la vue et l'analyse perçantes à force d'observer et d'écouter. Vous devriez apprendre à faire de même au lieu de déambuler dans le brouhaha des garden parties ou des dîners mondains.

Fleury-Mérogis et toutes les autres prisons reflètent le malaise du présent et les difficultés de l'avenir. Personnellement, je pense qu'il est trop tard, la mèche est allumée et plus rien ne l'éteindra…

- Réveille-toi Martial, le café est prêt ! C'est la voix douce de Maman, Maman en blouse, fraîche comme tous les matins.



« Les Années bleues ne sont pas le témoignage complaisant d'un vieil enfant de troupe qui ne se consolerait pas d'avoir quitté sa caserne presque natale ! Ce qui fait la force de ton histoire, c'est d'abord la jeunesse, sa capacité d'indignation, sa volonté de résister à l'arbitraire, son aptitude à la joie, à la fraternité... » écrit notamment Jean Paulhan dans la préface de ce livre. Il parle aussi d'un récit où la solidarité et la générosité occupent l'essentiel, sans oublier l'humour et la simplicité.
Dans les quelques lignes qui accompagnent l'envoi de son livre, Jean-Claude Grelier, le présente comme une autobiographie à peine romancée d'une scolarité aux « enfants de troupe ». On n'est guère surpris d'apprendre que le petit Martial, plus coq(ue)licot que guerrier, qui comprenait déjà très bien les âmes du haut de ses douze ans, est devenu médecin psychiatre.
Un livre illustré par Alain Coz.
Édition L'Harmattan — 243 p. — 21,20 €

Deux extraits ont été choisis, dans le chapitre I avec les toutes premières pages. Le second, au début du chapitre II qui décrit l'arrivée de l'enfant accompagné de la maman et du grand frère.

Je ne veux pas quitter mon rêve, un rêve d'enfant de la campagne, un rêve d'aventure dans cette forêt de Brocéliande qui est si proche. Je cherche toujours de loin, endormi ou éveillé, dans la crête de ses arbres, le hêtre de Ponthus, je le retrouve souvent. Enfouis là-bas le "Val sans retour", la fontaine de Barenton, le heu des légendes de la table ronde murmurant de serments, cliquetant de bagarres ; tout est silence sauf à qui tend l'oreille.

Dans cette forêt la balade avec les copains, c'est le suprême, tu ne sais jamais si tu vas te perdre, le mystère t'envahit, mais, tu te retrouves : Richard Cœur de Lion veille sur toi ! Barenton, c'est la fontaine de Merlin, il paraît que si tu mouilles la pierre tu fais tomber la pluie. Alors quand on y va, on pisse en chœur sur la pierre de Merlin, on se retient avant pour faire le jet le plus puissant et la petite peau retroussée, décoller la mousse et poursuivre l'araignée.

- Martial réveille-toi enfin !

J'ouvre les yeux, le jour transpire le cauchemar. 12 septembre 1960, c'est aujourd'hui que je dois entrer à l'École Militaire Préparatoire Technique du Mans, devenir un petit soldat en habit bleu et suivre la trace de mes frères : être enfant de troupe.

À onze ans, je n'ai pas envie de quitter Papa, Maman et mon chien Caïd. Caïd mérite bien son nom, c'est un bâtard de berger allemand puissant comme pas un, mais ses oreilles cassées lui donnent un air de douceur, l'air de l'amitié. Caïd est fort, c'est lui qui tire la carriole de Papa pour aller chercher dans les fermes les cent litres de lait matinaux qui sont distribués à notre petite épicerie de campagne. « Lait cru ordinaire », c'est écrit sur les bidons. Papa est sur le vélo, pédale comme un forçat et Caïd tire, homme et chien réunis comme dans le grand Nord américain neigeux de Jack London. Sauf qu'ici c'est plutôt la grande pluie bretonne qui risque de te foutre au fossé.

Caïd est plus qu'un chien, c'est un visage avec ses yeux gris bleu et son museau que j'aime caresser, je sais quand Caïd est gai, ça je le vois, c'est moi qui le promène le soir. Mon Père n'est pas tendre avec lui, Caïd a cassé plusieurs fois sa chaîne et là, il connaît le chemin, il va bouffer à l'arrière-fond d'une boucherie et pas n'importe quelle bidoche. Quand le coupable est reconnu, Papa doit payer la note, c'est solennel. Il emmène Caïd sur le lieu du délit et le dérouille très dur, Caïd paie aussi la note. Alors je sais où est Caïd et ça me fait mal d'y penser. Une fois Caïd a morflé très dur (rôt dans le filet.) C'était un jour de foire et une foraine outrée a dit à mon Père :

- C'est pas humain de traiter comme ça une bête.

- Occupe-toi de tes fesses, il a répondu, il y a du boulot !

Le langage du Père c'est du saignant, du brûle-pourpoint distillé fleuri, le maître d'école nous a appris ce qu'est une métaphore, je ne savais pas que ça s'appelait comme ça. Du saignant, c'est entre le cuit et le cru, saisi comme il faut. Papa est le roi de la métaphore.

Nous sommes trois frères Coqlicot : Robert, André et moi. Robert, mon grand frère, dit souvent : « Martial, les baffes que tu prends c'est de la dentelle de grand-mère. Moi j'ai connu le père dans la force de l'âge, c'était du rugueux. »

Du rugueux, il en reste encore tu parles, quand la métaphore est en panne. Mon père a de redoutables abattis et quand il te descend une mandale de sa main de bûcheron, tu n'y reviens pas, mais j'y reviens tout de même quand il s'agit de défendre Caïd. Une autre fois, Caïd est revenu dans sa niche au petit matin avec un foie de veau énorme, rosé, tout neuf, intact, juste la trace des crocs.

Caïd n'aime pas le foie de veau et le boucher n'a pas reconnu le chien. Mon père a un copain qui tient un petit resto « Au relais de la forêt », au menu du midi : foie de veau poêlé aux petits oignons. Sûrement que Papa ne va pas payer ça et il caresse Caïd :

- Bon chien qui ne s'est pas fait piquer par un con de boucher, a-t-il dit.

Va-t-en comprendre cela quand tu es chien, c'est encore plus dur que la métaphore ! Caïd c'est mon chien des bons et mauvais jours. Je suis fier de Caïd, il fout la tripotée aux chiens les plus féroces du patelin. Caïd c'est mon père qui l'a appelé ainsi. Il l'a ramené d'une ferme, le paysan voulait le tuer car il faisait peur au bétail. « Caïd, ça va te faire triste de me voir partir, ne t'inquiète pas mon chien, je penserai à toi de toutes mes forces », depuis quelques jours, je répète cela à Caïd en le caressant.

Je n'en veux pas à mes parents de m'expédier aux enfants de troupe et la phrase de Papa résonne dans ma tête : « C'est ou les enfants de troupe, ou réparer les vélos, ou garder les vaches, choisis Martial », dans le fond il n'y a pas le choix, Papa a gardé les vaches. Mon père n'est pas un juteux

de quartier, c'est plutôt un chic type, le rugueux et la métaphore recouvrent une enfance qui donne dans l'aigre-doux. Le doux, il essaie comme il peut de le garder pour l'autre, l'aigre, il le conserve trop comme une denrée périmée, avariée, un truc pourri où il pense qu'il y a malgré tout quelque chose à croquer. La mère de Papa est morte lorsqu'il avait trois ans, il ne parle jamais d'elle qui lui a tant manqué mais je devine la plaie dans son cœur tendre, je la ressens quand j'entends « Martial le café est prêt. » Papa, lui, il n'a jamais entendu cela, son père l'a laissé tomber, et il s'est retrouvé chez une tante garde-barrière. Il a fait plein de métiers : garder les vaches, colporteur avec le vélo qu'il a gagné pour son certif, bûcheron puis militaire. Il a hérité de générations d'ouvriers de carrière de pierres, une stature toute en muscles qui contraste avec son visage tendre, ses cheveux plaqués en arrière et son sourire, même s'il fait aigre à l'intérieur. Sa mère ouvrière est morte le bras broyé dans une machine, il n'en parle jamais, il n'a pas une photo, la machine a tout emporté.

Je regarde souvent la photo de Papa soldat, c'est avant la Drôle de Guerre, il est sergent en uniforme de tankiste, béret noir devant son char Renault. Bousillé aux premiers affrontements, il ne dit rien de ses années de prison en Allemagne : rien du tout. Ce qu'il raconte de sa vie militaire c'est son dernier métier comme responsable de la cantine dans une caserne de Nevers. Sergent-chef cuistot, il est Papa, avec sous ses ordres deux prisonniers allemands. À dix heures et midi c'est Papa qui s'active au casse-croûte et verse le pinard, fait griller la bavette et le tendre de tranche. À leur libération, ces deux « vert-de-gris », tous les deux de Lubeck, quittent mon père en pleurant. Moi je pense qu'ils ont pleuré parce qu'ils allaient retrouver leur famille mais aussi qu'avec Papa, ils avaient trouvé de l'amitié : « Tu viendras nous voir Joseph ». Ils lui ont laissé leur adresse, elle est toujours là dans le petit coffre de bois sur la cheminée, où Papa range ses coupe-choux et sa mousse à raser.

- Tu comprends Martial, ils veulent que j'aille les voir. Peut-être un jour… C'était plus des boches, c'était des gens, simplement des gens qui peuvent avoir faim, comme tous les gens. Putain, si les gonzes pouvaient arrêter de se foutre sur la gueule pour se mettre à la table, tu crois pas Martial ?

Mais si Papa je te crois. Papa a raison, peut être qu'un jour, il reverra Mathias et Hans. Hans est instituteur, forcément il connaît la poésie de chez lui, il paraît qu'elle est belle. En partant, il a dit à papa, tu sais Joseph, tu me fais penser à la première strophe du poème de Gœthe, "Le Divin" « que l'homme soit noble, bon, secourable car c'est cela qui peut le distinguer. » Mon père, il fait du Gœthe sans le savoir, c'est pas un termite. C'est un humain qui se tient tout droit comme un I majuscule.

Nous les « Coqlicot » nous ne sommes pas riches. Notre valeur c'est l'amitié, pas celle qui bredouille le sirop mais celle qui fait. Nos voisins, les Blandin qui tenaient le petit bistrot du haut de la Place sont vieux et malades et seuls surtout. C'est traditionnel, je vais les voir tous les jours. Maman remplit le bidon de soupe de pot au feu, il y a aussi de la viande et des fruits du magasin. « Tu leur donneras cela Martial », dit maman. Pourtant on n'est pas riche, mais ça, je pense que si on perdait ça, je pense qu'on n'aurait plus rien ! Quand tu as rencontré ça dans ta vie mon vieux, pardonne, mais tu peux lever le visage au ciel et tutoyer les étoiles. Tutoyer les étoiles, c'est Papa et Maman qui disent ça, je ne comprends pas bien mais c'est vrai, Papa tutoie tout le monde. Sacré père, voilà ton meilleur souvenir de soldat, bûcheron et colporteur d'amitié.

Maman l'a épousé contre l'avis de sa famille. J'ai vu au ciné le film « Goupi main rouge », une sacrée histoire de famille. Maman, elle ressemble à Goupi Muguet. Fille d'officier, instruite, elle a tout plaqué pour lui, il faut le faire. Forcément, le grand-père à culotte de peau, commandant de spahis ne lui a pas donné la bénédiction. La mésalliance que ça s'appelle. C'est pas une métaphore. Les mots qui n'ont pas de métaphores, depuis que l'instituteur m'a appris, je les fréquente que par nécessité. Maman qui n'est pas vacharde continue à aimer et à vénérer son commandant de spahis de papa (je ne sais pas ce qu'elle lui trouve) et à rêver pour nous les fils Coqlicot d'une carrière d'officier. Tendre maman, ferme mère. Papa et Maman tiennent tous les deux et avec nous cette petite épicerie de campagne qui fait vivre la famille, à grand peine, à bout de bras et à petits comptes qui s'inscrivent sur le cahier cartonné mois après mois, oui, de tout petits comptes.

- Réveille-toi Martial où es-tu donc ? Il faut te presser mon gars !

C'est Papa qui vient me secouer les puces, chasser les dernières brumes du rêve.

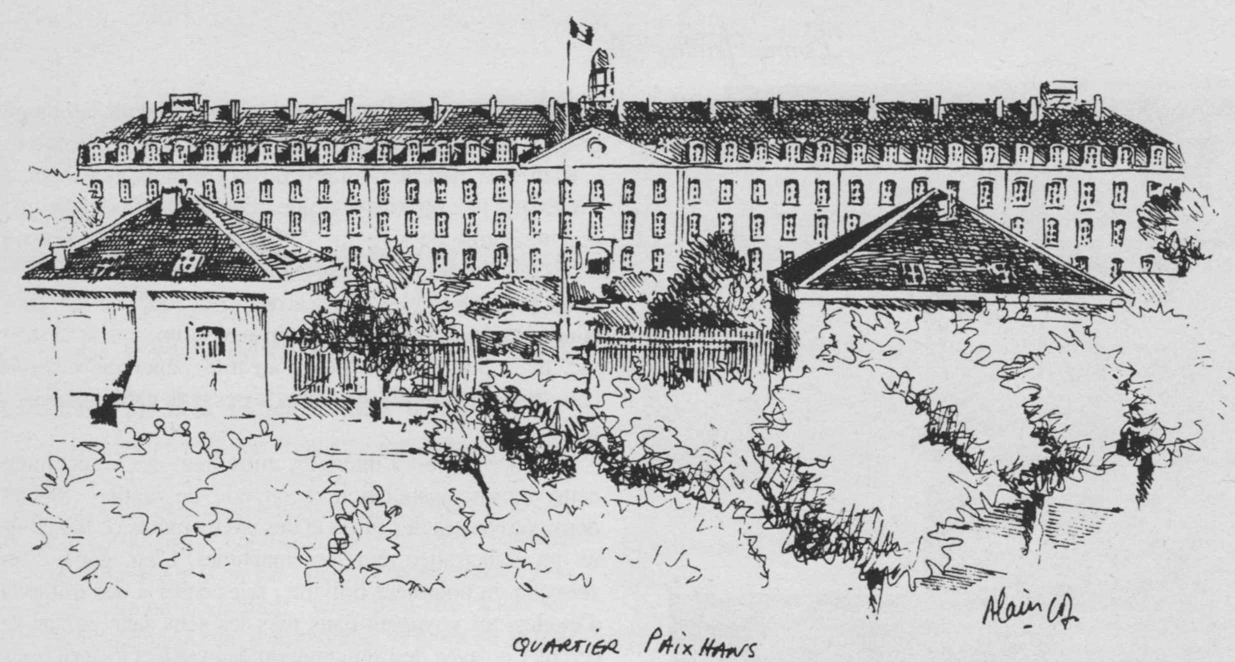
Devant le café qui perd son odeur et les tartines beurrées, j'ai un poil la nausée. Comment peut-on me faire cela, m'arracher à ce monde qui n'est pas le paradis mais le ciel c'est quand même ce que tu te fabriques. Je me pose la question, la même que Robert et André ont dû secouer dans leur gamberge. On le sait, les enfants de troupe sont pour les gosses comme nous, l'unique chemin des études. Tout est gratuit et à la fin tu paies ta dette en servant l'armée pour une durée égale à celle de la scolarité.

[…]

« Quartier Paixhans »

L'EMPT du Mans, l'école, la boîte est là tout entière devant moi, majeure, grise, écrasante, abrupte. Trois immenses bâtiments de trois étages. Durant le voyage je rêvais à la prochaine perme parce que, maintenant, je n'aurai plus de vacances mais des permes. Là je suis obligé d'ouvrir les yeux, la réalité m'a rattrapé par le fond de la culotte, plus question de m'esbigner en douce, de me dire que demain c'est encore loin. Au fond, le corps principal (il paraît que c'est comme ça que ça s'appelle) avec sa petite tour qui abrite une cloche. Elle me semble petite la cloche et, au-dessous, la grande horloge. De part et d'autre de ce grand bâtiment, que tu prends de plein fouet, les deux gigantesques bâtisses, sur le même modèle, les deux complices.

Bon sang à dix par piaule on doit pouvoir en loger des enfants ! Oui, mille en tout, allant des cinquièmes aux classes préparatoires des Arts et Métiers et de Saint-Cyr sciences, avec des SA (sections d'apprentissage) et des BEI (brevet d'études industrielles). Pour arriver à la corniche Cyr ou à la prépa Gad'zarts il te faut une sacrée tronche et travailler dur, sinon on te dérive vers la SA ou le BEI. Remarque, c'est bien d'être dérivé si tu as l'esprit de techno. La boîte a ajouté aux deux esprits de Pascal, celui de géométrie et de finesse, l'esprit de techno. Et tous on doit y passer. L'esprit de l'industrie, nous les Coqlicot on l'a pas spécialement. Mais les parents ont choisi l'EMPT parce que c'est l'école d'en-



QUARTIER PAIXHANS

fants de troupe la plus proche de chez nous.

Alors ça fait un plus de temps pour eux et pour nous à être ensemble. Si tu es loin de chez toi, les heures de train, c'est cela de vacances en moins, alors il faut être radin quand le bonheur se montre avare.

Les ateliers, en argot de l'école, ça s'appelle les athos. Robert et André me les ont décrits, je les devine, les flaire de loin avec méfiance, ils sont là derrière les grands bâtiments dans d'anciennes écuries. C'est là que s'animent les tours, les fraiseuses, les forges de notre industrie d'enfants. Tout est silencieux ! Les Anciens ne sont pas encore rentrés.

C'est le quartier Paixhans, Paixhans Henri joseph (1783-1854), général, a participé aux campagnes de l'Empire et a mis au point un obusier qui a porté son nom. Paixhans Riton Jojo ne te salue pas, tu parles, il en a vu des myriades de grivetons, d'artilleurs, de cavaliers de 1870 à 1940.

Depuis 1948 la caserne abrite l'EMPT, dont la devise est « Instruit, Droit, Adroit ». Toutes les casernes de France ont un peu la même allure. À Vannes, au quartier Foch tiens ! C'est là que j'ai passé le concours d'entrée avec une dictée intitulée « Le potier » et un problème avec des arbres et des espaces et un autre avec des trains, le train des permes… j'y pense déjà.

- Pourquoi en U les casernes, je demande, est-ce que c'est pour encercler l'ennemi qui rentre dans la cour comme un gland ou pour faire la cour d'honneur ousque tu défiles, ousque tombent les feuilles, ousqu'est le drapeau tout en haut du mât, tout en haut il doit être imprenable ; qu'est-ce que ça doit faire quand tu es drapeau et que tu regardes tout le monde.

-Martial ! Ne fais pas de mauvais esprit et arrête de dire ousque, me reprend Maman.

Mauvais esprit, tu parles que je me dis, j'essaie tout juste un peu de rire en douce. Quartier Paixhans, ce quartier ne ressemble à aucun de ceux que j'ai connus.

À Nevers, c'était la rue du 13e de ligne, une toute petite maison où nous habitions, un bout de jardin et au fond mon camion : une caisse de bois avec un volant gigantesque que Robert avait récupéré dans une décharge, mon plus beau jouet à quatre ans. Bon sang, j'en ai fait des balades là-dedans. À Mauron, il n'y a pas de quartiers ou plutôt à y en a plein, ouverts sur la campagne, ouverts à deux battants sur la vie qui grouille de la campagne. Les gros percherons tirent encore les gigantesques billes de bois, ils passent sur la place de l'église sous les jurons et les coups des charretiers. Quand tu es petit forcément tu regardes la bite des chevaux mais eux, ils n'y pensent pas à leurs bites, pauvres forçats puissants et débonnaires, ils pensent à ces cons de Victor et d'Anselme qui leur tapent dessus comme des abrutis avec leur grand fouet.

« Et ah ! Et vingt dieux de charretées de mille bons dieux » qu'ils hurlent ces abrutis en frappant. Putain ! Ils devraient leur foutre un coup de pied au Victor et à l'Anselme, pas un trop méchant mais un douloureux quand même. La bite des chevaux, ça me fait plus rire depuis longtemps, je pense au fouet. Les courants d'air de Mauron sont loin. « Ne fais pas de mauvais esprit » dit Maman, si seulement je pouvais avoir un esprit maintenant. Froid au cœur, oui, je ressens une trouille énorme, un grand creux dans le ventre, un trou tout noir (y-a-t-il des trous colorés ?) dans lequel tout ce qui est moi s'engouffre, la peur, oui, tout s'en va par ce trou. Si je pouvais le rétrécir ce trou, je me dis ousque tout cela part, mais cela ne me fait pas rire. Essaie de gonfler ta tête Martial, de te rappeler quelques vannes mais non, tout s'aspire, j'en mène pas large. « Eh Martial, tu ne vas flageoler, disent Robert et Dédé, nous aussi on l'a senti passer cette entrée à la boîte mais l'important, c'est de ne flageoler qu'à l'intérieur. » Qu'ils me redisent cela me fait du bien, flageoler à l'intérieur et pas le montrer aux copains. Quand tu le montres pas aux copains c'est comme si tu commençais à pas te le montrer à toi-même.

Il y a pas le choix, les Coqlicot sont enfants de troupe par nécessité et pas par amour de l'uniforme ou de la vie militaire. Les Coqlicot comme bien d'autres que je vais rencontrer ou qui se sont rencontrés dans cette cour de la boîte. C'est sûr, les enfants de troupe ne sont pas aspirés par la mère patrie comme Bernadette Soubirous par la Sainte Vierge.

À l'entrée, les chefs en kaki souhaitent la bienvenue et indiquent l'itinéraire. La voie est tracée. André m'accompagne en uniforme d'enfant de troupe, il quitte Le Mans sans regret. Comme je le comprends. Le magasin d'habillement est derrière les athos. Il y a une file de gosses : tu commences civil, tu finis en bleu de fond en comble, chemises bleues, cravates noires, vareuses bleues, le béret noir, les calbuts, les tricots de peau, les grolles, la combine d'athos, la capote et te voilà tout neuf, étranger à toi-même et semblable aux autres.

Stanislas Knopik, auteur de Jour comme un autre, est un ancien de Métaleurop. Il était responsable de poste dans l'atelier de l'agglomération zinc. Embauché vers l'époque de son mariage, il a travaillé dans cette usine pendant plus de vingt-cinq ans. Il s'est mis à écrire peu après son licenciement, d'abord pour lui. Ses écrits, dont nous avons ici un extrait, cherchent à mettre des mots sur ce par quoi il est passé. D'autres s'y reconnaîtront peut être. Aujourd'hui, il a rejoint l'association Chœurs de Fondeurs, qui a écrit Métaleurop avec Fajardie. Stanislas Knopik reverse ses droits d'auteur à l'association.

Jour comme un autre
Stanislas Knopik
N° 63 Témoignages, récits, point de vue
Collection Récits d'ici

Les éditions Sansonnet, bientôt dix ans, publient de la littérature d'expression populaire et de critique sociale. Littérature "pour tous et par tous.
Actuellement, on y trouve trois collections principales :
– Récits d'ici - récits d'ailleurs, collection commencée dès mars 1996, plus de 60 titres de brochures de littérature prolétarienne (format 10 x 14,5 cm, 20 à 36 pages) destinées à fournir un panorama de cette littérature par des extraits d'ouvrages ou de textes courts, tirés de récits, nouvelles, romans, (auto-)biographies, contes, historiettes, textes de théâtre, poésie. Leurs auteurs sont déjà connus ou à connaître ; certains récits sont le résultat d'ateliers d'écritures avec des personnes parfois fâchées avec la plume. Il s'agit en quasi totalité de textes écrits en français entre 1700 et aujourd'hui. Les textes des siècles derniers sont souvent extraits de la Bibliothèque bleue. Prix 1 euro.
– L'églantine, 13 titres depuis février 2000, (format 10, 5 x 15 cm, 64 à 128 pages) quatre en préparation dont un de Michel Quint et un d'Eyvind Johnson, prix Nobel de littérature. Prix : 4 à 8 euros selon nombre de pages.
– Colères du Présent, 2 titres parus, deux autres en préparation, collection encore débutante ouverte d'une part aux meilleurs textes du concours annuel d'écriture Colères du Présent et, d'autre part, à différentes productions liées au mouvement social (exemple, un court roman écrit avec le Dal de Calais : Calais-dal). Volumes de 12 x 19 cm, 80 à 128 pages, 8 euros. Sous le même nom (ce serait trop simple !) le prix annuel du concours Colères du Présent, trois titres à ce jour (prix 2001, 2002 et 2003), brochure 10 x 21 cm, 20 à 30 pages, 2 euros.
Éditions Sansonnet - 73 rue de Rivoli - 59000 Lille

Un après-midi : j'arrive devant mon atelier (l'agglomération zinc), je le regarde à environ une vingtaine de mètres, je ne réalise pas encore que c'est terminé, rien ne sortira plus de ces bâtiments en tôles ondulées de fibrociment pour certaines datant de la construction en 1962, salies par le dépôt de particules issues de la production, du plomb, zinc, cadmium, arsenic, mercure et autres métaux, et corrodées par l'émanation des gaz SO_2 qui lors des pluies fines se transforment en acide ; plus de grognement des ventilateurs qui activaient la combustion dans le four de grillage des concentrés de minerais, séparant le soufre contenu dans les matières premières et faisant un aggloméré pour alimenter la gueule du haut fourneau de zinc ; plus de claquement des transporteurs en caoutchouc, métallique, les vibrants des goulottes sont inertes, les broyeurs sont muets ; plus de vapeur sortant des petites cheminées des appareils servants à capter les vapeurs chargées de particules qui ensuite faisaient la séparation par un effet de tourbillon dont les particules plus lourdes étaient évacuées sous forme de boues vers des décanteurs pour être de nouveau recyclées, la vapeur, quant à elle, expédiée dans l'atmosphère. Je n'entends plus la voix sortant des haut-parleurs qui retentissaient pour mille raisons, je ne vois plus d'agent de fabrication aller et venir, faire ses relevés ou s'affairer à d'autres tâches dont il avait la charge pour assurer la bonne marche de l'atelier.

Rien, plus rien. Je m'approche du bâtiment, je pénètre à l'intérieur, une sensation froide m'envahit, plus froide que la température du vent qui souffle dehors ce jour, sous un soleil qui me donne l'impression de se moquer de moi.

Le temps semble s'être arrêté, figé comme un film coupé, je me retourne pour voir quelqu'un, une âme, une vie, mais personne ou plutôt au loin j'aperçois des silhouettes qui se déplacent entre le poste de garde et la cantine.

Je continue vers l'intérieur, mitraillant des yeux toute cette énorme installation recouverte de matière fine et dense provenant des fuites et des envolements de la matière qui était traitée dans ces machines. L'air, garni d'un soupçon de poussière brillante, fait penser à des millions d'étoiles qui voyagent dans tous les sens sans jamais se percuter et, avec de l'imagination, les yeux et l'esprit nous mènent vers une galaxie lointaine. Tout ceci se perçoit dans un rayon de soleil donné par un trou d'une tôle de bardage cassée, comme pour me rappeler qu'il y a encore quelques semaines la vie était présente. J'ai le cœur noué, je serre les dents pour empêcher les yeux de se brouiller par la formation des larmes, mes paupières battent, je veux éviter de pleurer mais la nature de l'être humain que je suis ne résiste pas et, telle une goutte de rosée qui descend la feuille où elle s'était formée, cette perle, cette larme suit les contours du nez, le coin des lèvres et finit par tomber sur la combinaison de travail bleue. D'un geste naturel je frotte avec le dos de la main le résidu humide sur le visage.

Vous qui lisez ces phrases, pouvez-vous ressentir cette douleur dans mon cœur ? Oui je sais que telle une blessure dans la chair elle va guérir mais la cicatrice sera toujours présente.

Je continue le parcours et je m'arrête devant un appareil, je l'appelle par la pensée, oui je connais son nom, son code, sa fonction au sein de la chaîne de production. C'est vrai je connais tous les appareils, toutes les parties de cet atelier, passerelles, étages, l'odeur de chaque coin et recoin.

Je gravis les marches des escaliers qui séparent les étages, les unes après les autres, je me trouve maintenant au niveau du four, la machine comme on l'appelait familièrement, je vois cette masse qui ressemble à une grande chenille métallique, avec au-dessus vers le centre un tuyau pour évacuer les gaz brûlés vers l'atelier des acides ; je me sens petit sur son côté mais j'ai une énorme fierté d'être auprès de cette chenille. Quand je pense que pendant l'arrêt de campagne du mois de juin 2002 tous les chariots qui composent ce four avaient été changés, cela a coûté une fortune ; sans compter les autres appareils remis en état. Enfin bon, mes pas reprennent les arpents pour me diriger vers la salle de contrôle, je tire une porte, je pénètre dans le sas, j'arrive à la seconde porte cette fois il faut pousser, je rentre d'un air fier et courageux.

Je jette un œil autour de moi, je vois quelques lumières qui scintillent çà et là sur les grands tableaux synoptiques des écrans de contrôle, noirs, éteints, sans image, poussiéreux, qui me regardent et peut-être demandent, supplient d'appuyer sur le bouton qui leur redonnera la vie. Non je ne dois pas penser à ça, d'ailleurs je ne peux pas le faire, je ne peux plus le faire.



Le travail forcé des juifs et des communistes en Hongrie pendant la 2e Guerre mondiale

Camp de travail à Sárospatak, près de la frontière du nord-est (octobre 1940).

L'extermination de près de 600 000 juifs hongrois dans la dernière phase de la guerre de 1939-1945[1] fut considérée par W. Churchill comme *probablement le crime le plus grand et le plus horrible de toute l'histoire de l'humanité.* En effet, alors que le débarquement allié est mené à bien et que la victoire sur le nazisme apparaît certaine, l'ensemble de la population juive hongroise des provinces est transférée vers les camps de la morts de la Haute-Silésie, en deux mois à peine, du 15 mai au 8 juillet 1944. A cette catastrophe s'ajouteront les massacres perpétrés à Budapest par les Croix-fléchées après le 15 octobre de la même année.

Si cette histoire est bien connue, ou en tout cas facilement accessible pour le lecteur francophone[2], une autre catégorie spécifique de victimes juives apparaît moins souvent dans les publications pour « grand public ». Il s'agit des contingents du « service auxiliaire du travail » auprès des armées. La discrétion avec laquelle cette affaire est traitée est due peut-être au fait que les contingents en question, appelés à l'époque par les intéressés « lieux de supplice ambulants », comprenaient à l'origine un grand nombre de non juifs, politiquement indésirables, communistes, ou considérés comme tels par les autorités du gouvernement Horthy. La question nous renvoie ainsi à la dimension politique de la persécution antisémite, non sans rapport avec l'actualité « mémoriale », où le thème du « judéo-bolchevisme » reste vivace[3]. Au plan historiographique, on peut admettre avec F. Fejtö qu'après 1948 *la tragédie des Juifs était noyée dans le martyrologe de l'antifascisme en général* [4], en observant que de nos jours c'est le mouvement inverse qui tend à s'imposer: une vision de la Shoah, passablement désincarnée de l'histoire, qui voudrait effacer ou réduire l'apport des juifs à la cause de la démocratie et de l'émancipation des classes exploitées.

Quand les « éléments destructifs » sont écartés du service militaire

Le projet d'un service de travail comme substitution du service armé remonte aux débuts du régime de Horthy, qui se nomme lui-même contre-révolutionnaire. Dès la fin de juillet 1919 les jours de la République des Conseils hongroise sont comptés. L'armée roumaine se prépare à investir la capitale, tandis que dans le Sud, suite à la campagne balkanique du général Franchet d'Esperey et à l'armistice du 13 novembre 1918, les Français occupent la ville de Szeged. Il y a là quelque 28 000 hommes (Malgaches, Sénégalais, Annamites, Spahis et Zouaves d'Afrique du Nord...) commandés

[1] Mais dès l'été 1941, après l'invasion de l'Union soviétique, les juifs étrangers réfugiés en Hongrie (autrichiens, allemands, slovaques et surtout polonais) furent regroupés et transférés en Galicie, à l'initiative de deux fonctionnaires de l'Office central de Contrôle des étrangers et avec l'approbation du chef d'état-major H. Werth, du ministre de la Défense K. Bartha, du Premier ministre L. Bárdossy et du chef d'Etat N. Horthy. Les 27-28 août 1941, environ 16-18 000 de ces juifs seront massacrés près de Kamenetz-Podolsk par les détachements SS et les miliciens ukrainiens.

[2] Voir par exemple, FEJTÖ (François), *Hongrois et Juifs. Histoire millénaire d'un couple singulier (1000-1997). Contribution à l'étude de l'intégration et du rejet,* Balland, 1997, 411 p. HILBERG (Raoul), *La destruction des Juifs d'Europe,* Fayard, 1988, 1099 p. DEROGY (Jacques), *Le cas Wallenberg,* Ed. Ramsay, 1980, 247 p. ARENDT (Hannah), *Eichmann à Jérusalem,* Gallimard, 1966, 337 p. FABRE (Henri), *L'Eglise catholique face au fascisme et au nazisme,* Bruxelles, EPO, 1995, p. 357-374. FRIEDLANDER (Saul), *Pie XII et le IIIe Reich. Documents,* Ed. du Seuil, 1964, p. 201-217. WYMAN (David), *L'abandon des Juifs. Les Américains et la solution finale,* Flammarion, 1987. Sur les tentatives de déculpabilisation du régime Horthy, une vue d'ensemble par BRAHAM (Randolph L.), *Offensive contre l'histoire. Les nationalistes hongrois et la Shoah,* Les Temps Modernes, n° 54, 1999, p. 123-141.

[3] Récemment, l'écrivain russe ultra-réactionnaire, A. Soljenitsyne choisit, dans *Deux siècles ensemble...,* de régler ses comptes avec la révolution bolchevique par juifs interposés. Pour un compte rendu complaisant voir Georges Nivat, dans le n° 347 (15-21 décembre 2003) de la revue *Marianne,* et pour une critique historique, Jean-Jacques Marie, dans le n° 22 de la revue *Cahiers du mouvement ouvrier* (janvier 2004).

[4] FEJTÖ (François), *Hongrois et Juifs. Histoire millénaire d'un couple singulier (1000-1997),* Balland, 1997, p. 336.


Le contre-amiral Horthy.

par le général Charpy et le colonel Betrix, gouverneur militaire et civil de Szeged.
C'est sous leur protection que sont créés successivement deux « contre-gouvernements ». Celui du comte Gyula Károlyi (aucun rapport avec le « comte rouge » Mihály Károlyi), formé à Arad le 5 mai puis transféré à Szeged, est favorable à la dynastie déchue des Habsbourg. Le contre-amiral Horthy y occupe le poste de la Défense. Cependant, les autorités occupantes voient d'un mauvais œil que les incidents antisémites se multiplient (largement orchestrés par le moine franciscain István Zadravecz, devenu évêque en 1921, après avoir béni comme aumônier les assassinats perpétrés par les bandes horthystes à travers le pays), et elles voudraient « démocratiser » le gouvernement en y associant des dirigeants sociaux-démocrates et des syndicalistes.
Le refus des ouvriers de Szeged[5] a pour conséquence, outre la répression, la consolidation des détachements militaires à vocation politique, les bannières les plus illustres portant des noms comme Prónay, Ostenburg, Pallavicini, Simonyi... Après huit jours de crise, une nouvelle équipe est constituée le 12 juillet avec le Dr Désiré Abraham, politicien libéral ayant la confiance des Français, qui voudraient compter sur sa popularité dans la classe ouvrière. Horthy n'a pas de portefeuille mais il est nommé « chef suprême » militaire. Selon le Père Zadravecz, *le nouveau gouvernement fut entièrement conçu sous le signe de l'amitié avec l'Entente et sur une base libérale prise au plus mauvais sens du mot. Pour tout le monde, le gouvernement ainsi formé fut une victoire juive. Le premier chemin de la plupart de ses membres conduisit à la synagogue pour demander la bénédiction du rabbin Löw*[6].
L'impulsion autochtone à toutes ces activités fébriles est donnée par un Comité antibolchevique, qui existe depuis le 25 avril comme une sorte de succursale du Comité de Vienne, où le comte Bethlen tient le haut du pavé. Quand le Comité de Szeged entreprend le recrutement d'une « armée nationale », il reçoit de Vienne 4 millions de couronnes par l'intermédiaire du comte Teleki. Accompagné de Horthy, ce dernier se rendra ensuite, le 14 juin, à Belgrade pour solliciter, entre autres, la mise en liberté d'un certain nombre d'officiers hongrois. 70 d'entre eux seront libérés avec l'assentiment du commandement français pour assurer l'encadrement de l'armée à recruter. En outre, le gouvernement serbe ne s'oppose pas à ce que cette armée puisse manœuvrer au sud de la ligne de démarcation, en territoire devenu yougoslave.
Forts du soutien des vainqueurs, les officiers regroupés à Szeged manigancent le désarmement des unités locales de l'Armée rouge, peu nombreuses dans cette ville. Les soldats

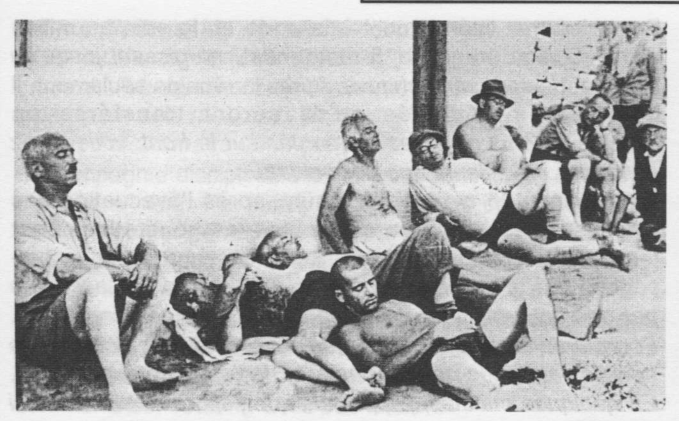
Une autre figure « légendaire » de la terreur blanche, Mihaly Francia Kis a vécu pendant 40 ans sous un faux nom, avant d'être exécuté en 1957.


Collecte pour l'armée de Horthy avec le concours du beau monde.


Pronay, à gauche, un des chefs des détachements horthystes.

[5] Une grève lancée le 6 juin par les imprimeurs et les journalistes devient grève générale, montrant l'hostilité de la majorité des travailleurs de Szeged au gouvernement de Gyula Károlyi. Les grévistes exigent la mise en liberté des prisonniers politiques, le rétablissement de la dictature prolétarienne, la liberté de presse et de réunion. L'électricité, le service des eaux et des transports sont assurés par des militaires et des jeunes embrigadés par des prêtres. Dans les cafés et les brasseries, ce sont les activistes de la Jeunesse chrétienne-socialiste qui remplacent les serveurs. Betrix et Charpy, tout en critiquant le gouvernement et les agissements de Zadravecz, prêtent leur concours à la répression. Le 16 juin, plus de 20 dirigeants syndicaux sont arrêtés et emprisonnés, puis 35 autres militants ouvriers ; dans la nuit, une compagnie de spahis occupent le Foyer des ouvriers. Jugés par le tribunal militaire, les hommes arrêtés font l'objet de lourdes condamnations, avant d'être transférés dans les prisons d'Albanie, d'Algérie et de Tunisie. HOLLÓS (Ervin)-LAJTAI (Vera), *Horthy Miklós a fehérek vezére* (Nicolas Horthy le chef des Blancs), Bp., 1985, p. 39-40

[6] *Páter Zadravecz titkos naplója* (Journal secret du Père Zadravecz), Bp., 1967, p. 239.



Travailleurs d'une compagnie au repos à Kiszombor, 30 km à l'est de Szeged (1944).



Camp de travail à Abony (15 km à l'ouest de Szolnok).

reconnus communistes sont emprisonnés, les autres intégrés ou congédiés. La compagnie des officiers, qui devient rapidement un bataillon, comprend au départ des éléments libéraux et un assez grand nombre de juifs. Mais la ville de Szeged accueille aussi une foule de fonctionnaires et de cadres militaires chassés des territoires occupés par les futurs « Etats successeurs » et, sous prétexte de caser les réfugiés faméliques, on expulse au cours de l'été les officiers d'origine juive de l' « armée nationale », qu'ils soient de carrière ou de réserve. Il y a à cette époque à Szeged environ 30 000 réfugiés, dont 12 à 14 000 viennent des territoires détachés, et les deux tiers de l'armée de Horthy seront recrutés dans ce vivier[7].

Non seulement les ouvriers mais aussi la paysannerie de la région, sur laquelle les recruteurs ont tellement compté, restent indifférents. Le Père Zadravecz, qui faisait partie du comité de recrutement, devait reconnaître : *Des candidats, il y en avait beaucoup, malheureusement ce n'était pas tellement les habitants de Szeged, mais ceux qui s'y étaient réfugiés pour fuir la persécution des rouges... Je le répète, peu de gars de Szeged, mais d'autant plus d'officiers et d'autres persécutés* [8]. La prétendue armée nationale de Szeged comporte ainsi une forte proportion de gradés et incarne la soif de vengeance de la vieille classe dominante, horrifiée d'avoir perdu pour un moment le pouvoir et cherchant des boucs émissaires pour le désastre, dont elle était en vérité la principale responsable. Les officiers qui caracolent sur le *corso injurient de plus en plus fort les libéraux, les octobristes* [9], *les démocrates, et ils sont de plus en plus convaincus que les tensions et les passions engendrées par la gravité de la situation où le pays se trouve, doivent être résolues sur le dos des juifs* [10]. Concept nouveau, l' « élément destructif » concerne tous les ennemis politiques et « naturellement » les juifs.

Ainsi, malgré la pénurie de recrues, les communistes (et assimilés) et les juifs sont rejetés de l'« armée nationale ». À Gyönk, par exemple, (environ 70 km au nord de Pécs), où l'on recrute après la mise en marche des horthystes, plusieurs habitants juifs arrivent du village de Högyèsz : commerçants, cochers, etc, et se présentent devant la commission. Le maire fait alors savoir que la « direction de l'armée » ne veut voir ni juifs ni syndicalistes. Sur leur chemin de retour, les juifs de Högyèsz sont encerclés par un groupe de soldats et ramenés à la mairie, où ils sont arrachés de leurs chariots puis déshabillés et bastonnés...

Le rejet des juifs et des communistes, confondus dans la même exécration, débouche en effet sur la violence physique. Alors que les Français abandonnent les combinaisons politiques de Szeged (la dernière réunion du gouvernement Abraham aura lieu le 18 août), pour jouer la carte de l'intervention étrangère contre la Commune hongroise, les premiers groupes horthystes se mettent en route dès le 6 août vers la Transdanubie, en longeant les limites sud du pays pour éviter la rencontre avec l'armée roumaine. Dès le début de leurs marche, l'application de la « pensée de Szeged », dite chrétienne et nationale (c'est-à-dire antisémite et anticommuniste), est marquée par les pires atrocités, qui s'étendront par la suite sur l'ensemble du pays.

En janvier 1920, le social-démocrate Guillaume Böhm écrit que *la dictature prolétarienne ne fut qu'un modeste dilettantisme par rapport à la terreur blanche,* et le radical Oszkár Jászi, aussi peu favorable aux Rouges que Böhm, porte cette appréciation sur les deux terreurs : *L'ancienne Hongrie cherche à se disculper devant l'étranger en disant que... c'est tout simplement l'édition peinte en blanche de la terreur rouge..., la poursuite en sens inverse de la domination de classe des rouges. Mais ce bafouillage n'est pas une excuse. Il ne l'est pas car la dictature prolétarienne avait un but sérieux et une base morale, tandis que la dictature de Horthy n'a qu'un sentiment de vengeance et un appétit vorace ; car la terreur blanche dépasse la rouge... : les gifles sont devenues des castrations, les assassinats isolés des massacres collectifs dirigés par des organes gouvernementaux, les perquisitions des chambres de torture... ; car une classe qui s'est toujours flattée de sa supériorité morale vis-à-vis du peuple, ne peut pas emprunter les mœurs et les moyens des masses qu'elle a poussées dans l'ultime désespoir.*

Et ce qui est le plus important : la dictature rouge pouvait être sauvage, cruelle dans ses moyens, dogmatique et myope dans ses finalités. Mais elle n'a pas menti. Elle a fait ce qu'elle disait. Elle voulait réaliser l'Etat communiste prolétarien. En revanche, la dictature de Horthy est menteuse et hypocrite jusqu'à la moelle [11].

Budapest est encore occupée par les Roumains quand, le 21 août 1919, Horthy lui-même reprend l'idée de l'exclusion des ouvriers organisés de l'armée, ces derniers n'étant pas « dignes de confiance ». L'idée suit son chemin au cours de l'automne, et un projet voit le jour au sein du Commandement et du ministère de l'Intérieur, s'ingéniant à créer des unités spéciales dites « ouvrières » pour les hommes mobilisables, mais qui ne sont pas fiables politiquement. En novembre, cette mesure est également étendue aux juifs.

7 Ibid., p. 29. I. MOCSY, *The effects of World war I. The Uprooted : Hungarian refugees and their impact on Hungary's domestic politics, 1918-1921,* N.York, 1983, p. 257.
8 *Journal secret...*, p. 238-239.
9 On appelle ainsi, dans le contexte hongrois, les membres de l'équipe dirigeante de la révolution démocratique d'octobre 1918. Le Conseil national fut formé sous la présidence du comte Mihály Károlyi, proclamé le 11 janvier 1919 président de la IIe République hongroise.
10 E. HOLLÓS - V. LAJTAI, op.cit., p. 47.
11 JÁSZI (Oszkár), *Magyar kálvária - Magyar föltámadás. A két forradalom értelme, jelentösége és tanulságai* (Calvaire hongrois - Résurrection hongroise. Sens, importance et enseignements des deux révolutions), Bp., 1989, p. 158.

La première unité ouvrière est constituée le 6 décembre 1919. Selon une instruction de Horthy, il fallait en créer 40 avec 6000 internés politiques, chaque compagnie comprenant 100 à 200 hommes, et cela *pour exécuter de façon disciplinée et compétente des travaux publics indispensables, sous la direction d'officiers qualifiés et énergiques... Ces idées ont en quelque sorte précédé,* souligne l'historien E. Karasaï, *la pratique mise en œuvre pendant la 2e Guerre mondiale, quand les ouvriers du service du travail ne recevait pas d'uniforme mais portaient leurs propres vêtements civils, le port obligatoire d'un brassard les distinguant de ceux qui effectuaient leur service militaire ordinaire* [12].

« Du Danube au Don »

Parmi les témoignages laissés en Hongrie par les survivants du travail forcé militarisé, le livre souvent cité de István Kossa[13] est une sorte de classique du genre, dont il paraît utile de reprendre ici quelques passages[14], avant de revenir sur les aspects généraux du travail en question pendant la guerre de 1939-45.

Employé à la BESZKART (ou Beszkárt, équivalente à Budapest de la RATP) et dirigeant syndical, Kossa revient d'une promenade quand il prend connaissance de la convocation militaire, lui ordonnant de se présenter à Tápiósüly (environ 30 km à l'est de la capitale) le matin du 25 avril 1942, avec des vivres pour trois jours. Dispensé du service jusqu'en 1943, il est d'autant plus surpris qu'il y a parmi ses camarades convoqués des gens connus comme inaptes au service militaire. Il apprend aussi que dans d'autres entreprises, tous ceux qui avaient joué un rôle quelconque dans la vie syndicale ont reçu des ordres semblables. Après avoir rencontré Peyer[15], secrétaire général de la Centrale, ils ont le sentiment que c'est avec son accord que les délégués syndicaux ont été appelés. - *Je suis impuissant,* disait-il, *pour le moment je ne peux rien. Je tenterai de trouver des relations. - Ce n'est pas des relations qu'il nous faut, camarade Peyer, mais la mobilisation des ouvriers. - Cela non, alors. Vous oubliez que c'est la guerre. - Pas la nôtre, l'interrompt István Németh.*

__Feljegyzés:__

Kánya Bálint homoki lakos amiatt tesz feljelentést, hogy az alisztek a zsidó munkaszolgálatosok zsoldjából a szegényebb sorsu munkaszolgálatosok felsegélyezésére önhatalmulag levonásokat eszközölnek s hogy egy alkalommal az ilyképpen levont összeget egy névleg meg nem nevezett tiszt magához vette és nem juttatta rendeltetési helyére, továbbá hogy a munkaszolgálatosokat szalmazsák beszerzésével terhelik s olyan dalokat énekeltetnek velük, melyek az önérzetüket sértik, végül hogy a kiméletlenül tulfeszitett munka következtében már három munkaszolgálatos halálozott el.

Terveztetik a következő

__k i a d v á n y :__

A m.kir.budapesti I.honvéd hadtest parancsnok ügyészének

__Budapest.__

Tárgy: mint az 1.oldalon.

Kánya Bálint homoki lakos feljelentését ~~perrendszerü elintézése és az~~ eljárás ~~eredményének mielőbbi~~ jelentése végett idecsatolva kiadom.

__1 drb.mell.__

1940.XII.13.

Peyer les met littéralement à la porte et, le soir, au milieu d'une réunion orageuse, il reste muet, *rougissant jusqu'au sommet de son crâne chauve.* Après la réunion seulement, il informe les délégués qu'ils seront transférés en Ukraine : *Vous ne serez même pas sur le front, vous serez plutôt des travailleurs que des soldats...*

Le matin du 25 avril, à Tápiósüly, après l'évacuation des wagons, Kossa observe que toutes les générations sont représentées, de 17 à 65 ans. Les plus jeunes sont accompagnés par leurs pères et mères. *Nous sommes accueillis par des sous-officiers qui hurlent et agitent des cravaches. Pourritures de juifs, ouste ! de l'autre côté ! Eh ben, moi je ne suis pas juif, je ne dois pas aller de l'autre côté, pensai-je. En quelques minutes, j'apprends que j'appartiens moi aussi aux juifs.* Les parents ont du mal à se séparer de leurs fils. Les coups de bâton pleuvent sur le crâne et le dos d'un vieil homme, il comprendra vite lui aussi que ce n'est pas le moment des badinages et des attendrissements.

Alignés par quatre, nous nous rendons dans le camp le plus proche. Des retardataires apparaissent de temps à autre. Coiffé de son shako et armé d'une longue épée, un jeune aspirant arrive. - Vous, monsieur l'aspirant, que cherchez-vous ici ! hurle l'aspirant Tibor Molnár. Cadre ? - Je ne sais pas ! - Montrez-moi votre convocation ! A ce moment, il y a déjà là quatre ou cinq gradés. Ensemble, ils regardent le papier. - Juif ! ? - Non, mais... - Tu es donc juif ? - Mais, je t'en prie... - Qu'est-ce que cela veut dire, « non, je t'en prie » ? Espèce de pourriture, tu oses donc me tutoyer ? Et déjà le shako s'envole de la tête de l'aspirant Pál Nádor. Il est giflé par trois ou quatre gradés. Ils lui prennent son épée, arrachent ses insignes. - Le juif, qu'il soit content d'exister, tant qu'il peut. Nous allons vous donner de l'épée ! Des pelles et des pioches, voilà ce qu'il vous faut.

Nous restons muets. A travers les hurlements, un mot revient constamment : musz (abréviation de « munkaszolgálatos » : celui qui est affecté au service du travail). *C'est ici que je l'ai entendu pour la première fois. Si la langue hongroise n'a pas assez de mots pour désigner les horreurs,*

[12] Cité par BRAHAM (Randolph L.), *A magyar holocaust* (L'Holocauste hongrois), Bp., 1988, vol. 1, p. 238-239. Titre original : *The Politics of Genocide. The Holocaust in Hungary.* I - II, New York, 1981.

[13] *Dunától a Donig* (Du Danube au Don), Bp., 1984, 518 p., 3e éd. du livre paru en 1948. István Kossa (1904-1965), fils d'un journalier, orphelin à 4 ans, a fait des études secondaires chez les Prémontrés. Membre (1928) puis secrétaire général (1933) du Syndicat des employés des Transports publics d'intérêt local, il entre au parti social-démocrate en 1932. Il est en contact avec le mouvement communiste de Demény, qui n'a pas rejoint le Komintern. En avril 1942, il est transféré en Ukraine avec la compagnie disciplinaire n° 401, qui est constituée principalement de responsables syndicaux. En janvier 1943, il parvient à rejoindre les troupes soviétiques avec plusieurs de ses camarades et participe à l'action antifasciste. Dès 1945, il adhère au PCH, occupe le poste de secrétaire général de la Centrale syndicale et plusieurs fonctions publiques. Lors de l'insurrection de 1956, il est ministre des Finances dans le gouvernement d'Imre Nagy, poste qu'il conserve dans l'équipe de Kádár.

[14] Pour rendre plus lisible ce parcours rapide d'une partie du livre de Kossa, on n'utilisera ni crochets ni points de suspension aux coupures des phrases. Les mots des locuteurs que l'auteur fait parler sont précédées d'un tiret. Les paroles du narrateur sont également en italique, mais sans tirets.

[15] Károly Peyer (1881-1956), ouvrier ajusteur, personnage clef de la sociale-démocratie hongroise de l'entre-deux-guerres, grand manoeuvrier en politique, est hostile dès le début aux communistes. Après une brève émigration, il conclut en décembre 1921 le fameux « pacte » avec le comte Bethlen, qui réduit son parti au rôle d'une « opposition loyale », empêchant notamment les sociaux démocrates du pays de dénoncer le régime Horthy sur la scène internationale à l'époque de la militarisation et des lois antisémites.

Un habitant du village de Homok fait état du détournement par les sous-officiers de la solde des travailleurs juifs, qui sont en outre contraints de chanter des airs humiliants pour eux. Trois d'entre eux sont déjà morts *à la suite du travail impitoyablement dur,* ajoute la lettre (13 décembre 1940).

les humiliations, les peines, les souffrances, la résignation et le mutisme, la faim et la fatigue, l'inhumanité et la cruauté, l'abaissement de l'homme, ou pour exprimer tout cela en un seul mot, alors je conseillerais de l'adopter dans le grand dictionnaire de l'Académie.

La compagnie disciplinaire n° 401 est constituée, une autre porte le n° 402. Par terre, on déplie des couvertures, où tous les objets personnels doivent être déposés. L'auteur remarque les briquets magnifiques, les appareils de photo... Une partie du n° 401 est composée de bourgeois aisés. *- A partir de cet instant, vous ne pourrez plus fumer. Ce que vous avez déposé ira pour la Croix rouge. Nous l'enverrons aux soldats qui souffrent sur le front. Vous, sales juifs et communistes, vous n'y avez pas le droit.*

On cherche trois hommes, sachant bien écrire. Quelques-uns se présentent. Les trois retenus sont des ingénieurs. Ils doivent briquer les planchers. Pour toutes les corvées sales, il faut un ingénieur, un médecin. *C'est l'aspirant Molnár qui nous a traités pour la première fois de communistes. Jusqu'ici, nous n'étions que des juifs. Après la première nuit, nous nous réveillons brisés sur les planchers durs. L'après-midi, il faut aller aux ordres. C'est le lieutenant-colonel Muray* [16] *qui parle. La mine mauvaise, le visage flasque, il déclare que notre unité s'appelle la compagnie ouvrière spéciale n° 401. D'une voix criarde, il demande si nous savons pourquoi nous sommes là. Lui, il sait : - Le peuple hongrois doit être nettoyé de la racaille de votre espèce, qui pactise avec l'ennemi. Vous allez partir en Ukraine pour travailler. Seul pourra revenir celui qui par un travail honnête aura racheté ses crimes.*

Devant nous, à gauche, étaient alignés les membres de l'encadrement. A eux aussi, Muray a fait un discours : Avez-vous entendu qui sont ces gens-là ? Ils seront remis entre vos mains. Ce ne sont pas des hommes mais des animaux. Vous devez être sans ménagement. Quand vous serez en Ukraine, servez-vous en pour décorer les arbres qui bordent les chemins. Pendez-les sans hésiter, les uns après les autres. Vous rendrez par là un grand service à la patrie, à l'humanité, car ce sont la lie des hommes.

Notre train roulait pratiquement sans arrêt. Nous avons atteint la Pologne. Dans les gares, des formes en haillons balayaient les excréments qui empestaient chaque station, témoignant du passage des troupes vers le front. Sur le dos et la poitrine de chaque forme en haillons, il y avait des étoiles jaunes.

Depuis que nous avons quitté Gomel, nous roulons sans cesse au milieu des forêts. Quand le train s'arrête, on n'entend parler que des partisans. Ce mot suscite la peur et l'angoisse. Orel : Partout les traces de la guerre. Ruines et saleté. Des gens en loques, affamés. Lors des arrêts, nos gardes ne manquent pas de nous lancer : - Eh bien, maintenant vous pouvez admirer le paradis soviétique. Koursk : A l'énorme gare, nous arrivons vers midi. Tout le monde a soif. Depuis hier midi, nous n'avons pas pris d'eau. De chaque wagon, deux hommes peuvent y aller. Chez nous, c'est à mon tour. Je ramasse les gamelles. Nous sommes vingt porteurs d'eau. Menottés deux par deux, nous sommes ensuite enchaînés tous ensemble. Baïonnette au fusil, il y a un garde devant, quatre de chaque côté et deux derrière. Il faut aller loin, au milieu des convois chargés de soldats allemands et hongrois. Ricanements. Wer sind Sie ? demande l'un des Souabes à Rotyis [17]*. - Sie sind Jud und Kommunist. Ricanement général et approbation.*

Maintenant, le front doit être tout près, car nous entendons le grondement sourd des canons. Trois jours après Koursk, nous arrivons à Bourine. Mais le train a dépassé le but. Retour vers Koursk, à Voroj. Devant la gare, les gendarmes de Horthy nous attendent. Ils dirigent les deux compagnies dans un pré et les fouilles recommencent. Nous, les chrétiens, ils nous mettent à part, sans fouiller les corps. Ils nous font asseoir. Les juifs, eux, doivent rester debout. Maintenant, la distinction devient plus nette entre juif et chrétien. La parole est moins rude à notre égard, le chrétien n'est pas frappé. Alors, ce traitement a grisé quelques-uns. Il y en a qui portent le brassard tricolore qui distingue le travailleur chrétien, comme si c'était la toison d'or. Il y en a qui veulent toujours marcher dans les rangs extérieurs pour qu'on voit bien : eux, ils ne sont pas des juifs. Eux, ils ont un brassard tricolore, et non pas un jaune.



Le ministre de la Défense Vilmos Nagy visite une compagnie de travailleurs en Ukraine (1942)

Dans la steppe russe, le soleil de mai est déjà caniculaire. Etouffées par la poussière, mourant de soif et de fatigue, les compagnies arrivent à Bielopolié, après 10 km de marche forcée. Le bruit se répand que les chrétiens seront intégrés dans une formation militaire et les juifs répartis parmi les travailleurs du front. *A ce moment, nous ne soupçonnions pas encore que sur le front il n'y avait plus de différence entre compagnie de travailleurs et compagnie disciplinaire. Toutes les deux étaient de la même façon vouées à l'extermination.* Au cours de l'interrogatoire, le gendarme Aghy, lieutenant colonel, trouve inadmissible que les communistes détestent la guerre et leur reproche de lire le journal *Népszava* (Voix du peuple, du Parti social-démocrate), qui est un journal juif, dit-il. Quatre gradés crient à la fois qu'ils leur feront aimer la guerre.

Après le village de Bourine, marche forcée et arrivée à Poutivli. La colonne subit une attaque des partisans : fuite désordonnée, les officiers jettent tout, arrachent leurs insignes. Ils se sentent pris au piège entre les Russes et 196 forçats hongrois humiliés. Mais ces derniers ne cherchent pas à s'évader, ils ramassent même les armes du garde-chiourme. *Ils veulent être des bons petits garçons. Prouver qu'ils auraient pu être dignes du service militaire.*

A la gare de Konotop, à mi-chemin entre Kiev et Koursk, un jeune officier allemand engage subrepticement la conversation, disant qu'ils viennent de France. Les hommes tournent alors le dialogue en français, que l'Allemand parle très bien. Il pose ensuite des questions en anglais puis en italien, et chaque fois une dizaine de forçats lui répondent en ces langues. *- Mais qui êtes-vous donc ? Vous ne pouvez pas être des ouvriers. Nous le rassurons que c'est encore pire.*

Les marches forcées et les voyages dans les wagons à bes-

[16] Nom magyarisé de Metzl. Arrêté le 16 mars 1945, Muray sera condamné à mort par le Tribunal populaire le 30 avril et exécuté le 1er mai. Sont jugés en même temps trois autres tortionnaires de la compagnie n° 401, dont l'aspirant Tibor Molnár cité par l'auteur.

[17] Garde-chiourme, qui sera pendu sur la place publique à Budapest, en plein siège de la ville.



Le travail forcé sur la construction d'un pont (octobre 1942).

tiaux fermés se succèdent avant que le n° 401 arrive à Popovka, à 4-5 km du front. On est le 28 juin 1942. Les troupes hungaro-germaniques vont attaquer à l'aube, à 3h30, et le soir toute la compagnie 401 est alignée. Les gardes et les sapeurs prennent 10 hommes, qui sont conduits face aux positions russes, dans le no man's land. Chacun reçoit une baïonnette, avec laquelle il doit creuser pour déterrer les mines sur le chemin qui débouche sur un pont de bois, où les troupes vont passer. Seulement, ces hommes n'ont jamais manié une mine et n'ont reçu aucune instruction. *Et puis, il fait nuit noire. Nos gardes nous ont averti de ne tenter aucune évasion car ils tireraient aussitôt. Derrière nous, cinq mitraillettes. Devant, l'espace miné. Nous relevons les engins, déjà tout le monde en a trouvé, sauf le petit Hegedös, celui dont le père a été battu à Tápiósüly. Alex Fried en a trouvé neuf. Les sapeurs ont fait savoir que celui qui n'aura pas de mine sera fusillé.*

Après la bataille, il faut enterrer les corps qui jonchent les champs et ramasser les milliers de bouteilles explosives anti-char, que les Russes avaient dispersées un peu partout en avant de leur ligne. C'est à peine terminé que les hommes sont à nouveau conduits au déminage. Ils fouillent un vaste pré aux herbes drues, couvert de marguerites et de coquelicots. *André Gelber, Georges Kellner, Fehér, Nicolas Kovács et les jeunes sont maintenant de véritables artistes en déminage. En une demi-journée, ils ont ramassé près de 200 pièces. Nous les autres, nous titubons en tremblant.*

L'après-midi, un horrible accident se produit. Les gars sont devenus trop sûrs d'eux-mêmes. Kellner s'est effondré mort. Tout son corps a été disloqué par la mine. Nouvel accident, Ernö Récsi aussi a mis le pied sur un engin. Heureusement, c'était une mine toute petite, antipersonnelle et elle ne lui arraché « que » la cheville.

Les sapeurs arrivent en courant. Notre chef autorise un repos. Leur inquiétude à notre égard est suspecte. Ce n'est pas nous qu'ils cherchent à protéger. S'il n'y avait pas de travailleurs forcés : des juifs et des communistes, ils devraient faire eux-mêmes ce travail.

Après le repos, nous enterrons Kellner. Nous l'enterrons à l'endroit même où la mine a explosé. Afin de ne pas le porter plus loin. D'ailleurs, on n'aurait pas pu le faire : il était en morceau. Sous le soleil brûlant, ses viscères sont littéralement grillées sur les parties déchiquetées du corps, sur lesquelles bourdonnent des milliers de mouches vertes. C'est Gyuri Goldmann qui prend congé du mort par un bref discours. Il salue le bon ami et le bon camarade. A la libération, le tribunal populaire de Budapest allait juger les responsables qui ont pu être appréhendés, pour l'assassinat de 124 travailleurs de la compagnie spéciale n° 401[18].

Le système du travail militarisé

Traduit normalement par « service du travail », l'encadrement militaire et le traitement infligé aux juifs hongrois et aux politiquement suspects ne devraient pas être confondus avec le STO français.

Le système hongrois a été conçu dans le cadre des lois antijuives, dont la première date de 1938, mais dont les prémices existent dès 1920, avec la loi dite du *numerus clausus*, limitant le nombre des étudiants dans les universités. C'est à cette époque également que la violence antisé-

A m.kir.miskolci VII.honvéd hadtest parancsnokság birósága. 295.

H.181/41.-II.

Rendelkezések.

A m.kir.VII.közérdekü munkaszolgálatos zlj.állományába tartozó Wertheimer László karpaszományos munkaszolgálatos /:1919.évbe Miskolcon szuletett, ugyanottani illetoségu és lakos, izraelita vallásu, nötlen, polgári foglalkozása malomtisztviselö, atyja: Wertheimer Adolf, anyja: Baneth Etelka:/ ellen azért, mert
1./ Miskolcon, 1941.évi április hó 8-án, a m.kir.miskolci 7. számu honvéd helyörségi kórház börgyógyászati osztályán - ahol orvosi kezelés alatt állott - többek elott azt a kijelentést tette, hogy "Magyarországot a vezetök eladták Németországnak, majd ennek kapcsan a magyar vezetöket németbérenceknek nevezte azzal, hogy minden ilyen bérencnek egy-egy akasztófa áll majd rendelkezésere, ha változni fog a világ sora, ami be is fog következni, mely kijelentésével olyan valótlan tényt állitott, amely alkalmas arra, hog a magyar állam megbecsülését csorbitsa,
/: az 1921.:III.t.c.7.§.1.bekezdésébe ütközö vétség:/
2./ az 1.pont alatti idoben és helyen, több honvéd egyén elöt az akkori osztályügyeletes altisztre, Vigh János ormesterre vonatkozoan kijelentette, hogy "Vigh örmester egy marha, hulye paraszt, én kirugnám az ilyen altiszteket, ez nem érdemli meg a 200 pengös fizetést" mely kijelentésével az elöljárója iránti köteles tiszteletet szándékosan mellözte,
/:a Ktbtk.66.§.-ába ütközö függelemsértés vétsége:/
a Kbp.137.§-a alapján nyomozó eljárást rendelek el a terhelnek vizsgálati fogságba helyezésével a Kbp.176.§-ához képest 171.§-ának 2.3 és 5.pontjai alapján. Nyomozásvezetoül dr.Harsányi Józs örnagy-hadbirót jelölöm ki.

Miskolc, 1941.évi április hó 16. n.

Dr.Marcis sk.
alezredes-hadbiró.

A másolat hiteléül:
Miskolc, 1941.évi április hó 25. n.

irodavezetö.

2

Rapport du tribunal militaire du 7[e] corps d'armées de Miskolc sur le requis juif László Wertheimer qui a déclaré notamment *devant plusieurs personnes que les dirigeants avaient vendu la Hongrie à l'Allemagne... et que chacun de ces valets aura à sa disposition une potence quand le destin du monde aura changé* (25 juin 1941.

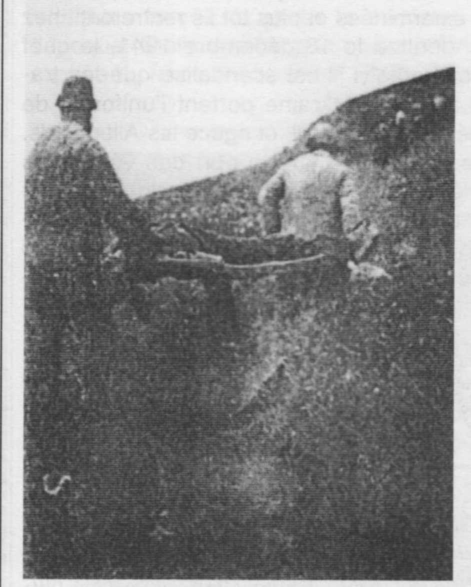
[18] MAJOR (Ákos), *Népbiráskodás, forradalmi törvényesség. Egy népbiró visszaemlékezései* (Justice populaire, légalité révolutionnaire. Souvenirs d'un juge du peuple), Bp., 1988, p.

[19] On aurait dû parler aussi des appels au meurtre, des affiches répandues par les hommes de Horthy appelant les populations à organiser des « jugements populaires », des « tabassages de juifs » qui étaient un spectacle quotidien dans les rues de Budapest durant les années 1920.

mite implante ses racines, comme on l'a laissé entendre plus haut[19]. Analysant cette loi de 1920, un auteur écrit qu'*en août 1919, avec la naissance du régime Horthy, un chapitre qualitativement nouveau s'ouvre dans l'histoire de l'antisémitisme hongrois. L'ampleur de celui-ci, ses formes de manifestations ont varié ; plus tard, avec la consolidation du régime, elles se sont certes atténuées, mais à la fin des années 30, elles se sont à nouveau exacerbées pour atteindre leur point culminant en 1944. Ce qui s'est passé en 1920, n'est pas un simple acte juridique. La loi discriminatoire frappant les juifs se rattache organiquement à la terreur blanche qui accompagne la naissance du régime, aux pogromes renouvelés, à la propagande qui génère le climat de terreur, aux campagnes d'excitation qui provoquent la haine*[20].

Les porte-parole de la classe dominante magyare ont toujours revendiqué cette filiation. Prenons par exemple le Premier ministre Nicolas Kállay, qui au cours de ses visites en Ukraine subcarpathique, en octobre 1942, déclare : *Nous les Hongrois, nous avons été les* ***pionniers****, les premiers combattants de la pensée qui règne aujourd'hui en Europe... Et si n'avons pas su alors réaliser entièrement cette pensée, la cause en a été le fait que nous nous sommes trouvés seuls, comme une goutte d'eau dans l'océan de la démocratie, de la franc-maçonnerie et de la juiverie européennes. Mais la position que nous avons acquise est pour nous un passé,* ***un passé de précurseurs****, dont nous devons exiger la reconnaissance*[21].

Insistant sur l'attitude des militaires, le ministre de la Défense de cette époque (24 septembre 1942-10 juin 1943), Guillaume Nagy de Nagybaczon, un brave soldat qui aurait voulu humaniser l'inhumanité, écrit lui aussi que *le départ peut être recherché dans le mouvement révisionniste suscité par le traité de paix de Trianon... La grande majorité du corps des officiers était antisémite. Dans l'ancienne armée, il y avait encore des juifs. Les officiers ne s'occupaient pas de questions religieuses ou raciales. La question juive commençait à faire sentir ses effets négatifs dans l'armée quand pratiquement on a exigé du soldat qu'il pense en antisémite, et sa conséquence est apparue tout à fait claire quand en 1939 et par la suite les lois anti-juives ont été créées et appliquées dans l'armée. Ces lois ont donné lieu parmi les officiers à un état d'esprit qui transformait quasiment en héros ceux qui maltraitaient et persécutaient les juifs. Certains cadres du ministère de la Défense rivalisaient dans l'invention des mesures les plus appropriées pour appliquer les lois anti-juives. Tous ceux qui ne se rangeaient pas derrière les persécuteurs, devenaient antipathiques pour une partie du corps des officiers, surtout aux yeux de ceux qui avaient des liens de sang avec les Allemands*[22].



Deux paysans ukrainiens vont enterrer le corps du requis Eugène Spitz assassiné (1942)

L'ancien ministre rappelle à juste titre l'année 1939. Il y a là deux actes législatifs dont il faut tenir compte. Dans la fièvre du réarmement et de la « correction des injustices de Trianon », est adoptée la loi n° 2 sur la défense nationale (promulguée le 11 mars 1939), dont l'article 230 stipule que tous les citoyens hongrois ayant atteint l'âge de 21 ans et qui ont été déclarés inaptes au service militaire peuvent être contraints à un « service de travail d'intérêt général ». Ce service sera effectué dans un camp spécial, par périodes de trois mois au plus. Cette loi ne visait pas les juifs en particulier, et les travailleurs mobilisés recevaient les mêmes uniformes et la même solde que les militaires.

Mais dans la pratique, il apparaît vite que c'est l'idée initiale de l'époque Horthy qu'on veut ressusciter, c'est-à-dire l'exclusion systématique de l'armée des éléments « non fiables », et il va de soi que les communistes et les juifs soient rangés dans cette catégorie. Sans le dire, c'était là le but premier de la loi[23]. Or les réannexions, avec leur apport de minorités nationales et de militants de gauche, tout autant



Travailleurs juifs quelque part en Ukraine.



Travailleurs juifs hongrois près de Tchernigov, au nord de Kiev (1942).

[20] RÁKOS (Imre), *Egy törvény margójára. Irások, dokumentumok a numerus claususról* (En marge d'une loi. Ecrits, documents sur le numerus clausus), Cahiers de Holocauste (*Holocaust Füzetek*), Bp., n° 15, 2002, p. 132.

[21] KÁLLAY (Miklós), *Nagy idök sodrában* (Dans le flot des temps grandioses), Bp., 1943, vol. II, p. 19-20, cité par HOLLÓS (Ervin), *Rendörség, csendörség, VKF 2* (Police, gendarmerie, état-major 2), Bp., 1971, p. 17. Passages soulignés par nous.

[22] NAGYBACZONI NAGY (Vilmos), *Végzetes esztendök 1938-1945* (Années funestes 1938-1945), Bp., 1986, 2e édition remaniée, p. 319-320.

[23] R. L. BRAHAM, *op.cit.*, p. 240. La vue d'ensemble qui suit s'appuie pour l'essentiel sur cet ouvrage fondamental.



Panneau bilingue de l'armée hongroise : « Russes ! L'armée hongroise est passé ici. Elle vous a rendu la croix, la terre, la liberté ! 1942 ».

que la volonté du pouvoir d'exclure les juifs de la vie économique et sociale, ont gonflé énormément les cohortes des potentiellement non fiables.

La 2e loi antijuive qui est discutée en même temps que le texte sur la défense, sera promulguée le 4 mai 1939. Son article 5 interdit l'emploi des juifs dans les administrations publiques et, dans l'armée, ils ne peuvent plus être employés civils ni officiers ou sous-officiers. Le décret d'application publié par le ministre de la Défense le 23 septembre se réfère à cet article 5 quand il prévoit que les juifs mobilisables seront affectés comme travailleurs auprès des unités combattantes. Leurs bataillons seront numérotés d'après les corps d'armées d'appartenance, l'armement « réglementaire » n'est pas le fusil mais la bêche et la pelle ; les officiers doivent être appelés par leurs grades et les gardes-chiourme par « monsieur l'inspecteur ». Outre les juifs, sont concernés par le travail militarisé les minorités nationales et les politiquement suspects, y compris les objecteurs de conscience (nazaréens, témoins de Jéhovah, etc.).

En 1940, sont d'abord appelés les personnes figurant sur les listes des éléments « suspects et dangereux ». Ils portent un brassard tricolore et reçoivent des vêtements militaires usagers, qu'ils peuvent faire rapiécer à leurs frais ; en maints endroits, ils portent leurs propres habits civils. Au point culminant de la crise avec la Roumanie, un décret secret du ministre de la Défense ordonne le 23 août 1940 l'appel de tous les juifs : ceux de 25-42 ans d'abord, puis les 43-48 et enfin les 49-60 ans. Groupés en compagnies, ils travaillent sur les chantiers les plus divers : défrichement de forêts, fortifications, construction et entretien des routes, des aéroports, assèchement des terrains marécageux, etc. A l'occasion, ils effectuent des travaux agricoles saisonniers sur les domaines appartenant à des parents ou amis de personnalités militaires influentes[24].

La récupération de la Transylvanie du Nord et l'adhésion de la Hongrie, avant tout autre pays, au Pacte tripartite (20 novembre 1940) ont des effets aggravants sur les travailleurs juifs. C'est lors de la séance parlementaire de novembre 1940 qu'il est proposé pour la première fois que ces derniers portent un brassard jaune, au lieu du tricolore, projet abandonné à ce moment où l'on veut démobiliser les 52 000 travailleurs des 260 compagnies spéciales. Mais le 2 décembre, les juifs soumis à l'obligation militaire sont séparés des politiquement suspects et regroupés dans des « compagnies mixtes de travailleurs ». Dans l'Armée, les réunions et les décisions se succèdent. Finalement c'est un décret du 16 avril 1941 et son texte d'application du 19 août qui vont régler dans le cadre de la loi n° 2 de 1939 le sort de cette catégorie de travailleurs juifs. Les officiers sont privés de leurs grades et traités de la même façon que les appelés. Sur le modèle allemand, le livret militaire porte la lettre ZS (J). C'est à cette époque que la chasse est entreprise aux juifs « apatrides », qui seront massacrés à Kamenetz-Podolsk.

Après l'entrée en guerre de la Hongrie contre l'URSS (26 juin 1941), le traitement indigne infligé aux forçats du travail militarisé atteint son point culminant. Le comportement des sous-officiers, souvent de réserve, sadiques et antisémites virulents, est fréquemment dictée par l'idée que plus vite leurs unités seront exterminées et plus tôt ils rentreront chez eux... Revenu de Vinnitza le 18 décembre 1941, le chef d'état-major F. Szombathelyi [25] est scandalisé que les travailleurs juifs qu'il a vus en Ukraine portent l'uniforme de l'armée. Cela est déshonorant, dit-il, et agace les Allemands. C'est à la suite de cette visite que le port des vêtements civils (17 mars 1942) et du brassard jaune sera imposé de façon généralisée, au-delà d'une grande diversité de situation qui prévalait jusqu'alors en cette matière. Quant aux juifs déconfessionnalisés ou convertis, organisés en « compa-

[24] SZITA (Szabolcs), *A honvédelmi kisegítö munkaszolgálat* (Le service du travail auxiliaire en vue de la défense nationale), Documents pour l'histoire du service du travail auxiliaire et la persécution des juifs, Bp., 2002, p. 4-5.

M.kir. kolozsvári IX.honvéd hadtest parancsnokának ügyésze.

152.szám.
ikt.ü.-1941.

Lakatos ~~Ist~~ván hadnagy öngyilkossága.

M.kir.honvédelmi miniszter urnak
/:13.osztály:/

Kolozsvár, 1941. évi március hó 31-én. Budapest.

Lakatos I~~st~~ván m.kir.33.székely honvéd hatá
vadász zászlóalj állományába tartozó hadnagy öngyilkosságára vonat-
kozó iratokat a H-1.jelz.Egészségügyi Szolg.Szab. /:2.füzet:/ 42.p
ja értelmében felterjesztem és jelentem, hogy nevezett hadnagy 194
évi március hó 10-én 15 óra tájban öngyilkossági szándékból saját
pisztolyával szivenlőtte magát és meghalt.

Elhunytnak Guthy Béla hadnagyhoz irott leveléből, valam
a m.kir.33.székely határvadász zászlóalj parancsnokság 696/kt.-194
számu átiratából kétségtelenül megállapitható, hogy Lakatos hadnag
az öngyilkosságot a miatti elkeseredésében követte el, mert szárma
si igazoltatása eredménye szerint anyja nagyszülei zsidók, atyai na
atyja pedig kikeresztelkedett zsidó és ez okból a tervezett házass
is félbemaradt.

Végül jelentem, hogy nevezett hadnagy öngyilkosságával
csolatban más személyt felelősség nem terhel s igy büntetőbirósági
uton üldözendő cselekmény miatt bünvádi eljárás senki ellen sem té
tett folyamatba.

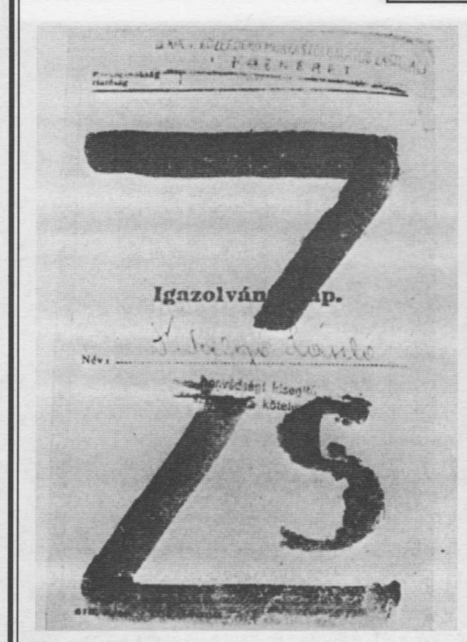
9 drb. melléklet.

százados-hadbiró,
honvéd ügyész h.

Láttam!

illetékes parancsnok.

Rapport du procureur militaire du 9e corps d'armées de Kolozsvár (Cluj), expliquant le suicide du lieutenant István Lakatos : *d'après le résultat de l'enquête sur ses origines, ses grands parents maternels sont juifs, son grand-père paternel juif converti, et, de ce fait, le projet de mariage a été annulé,* par la volonté du père de la fiancée (31 mars 1941).



Livret de travailleur juif.

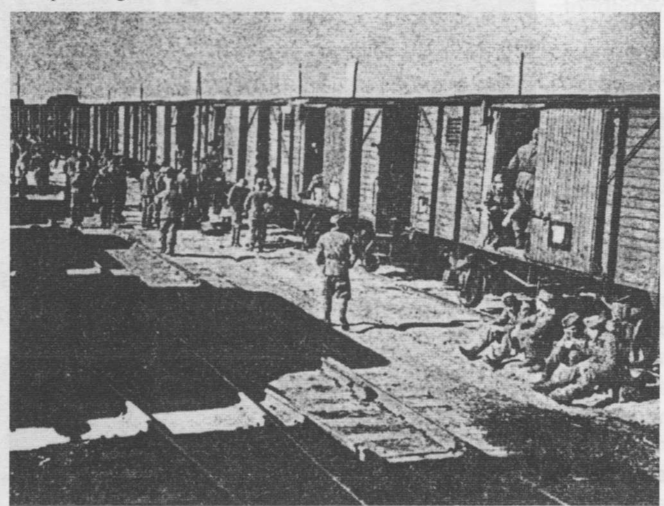

Une section de requis en 1944, à Kiskunlacháza (au sud de Budapest).

gnies chrétiennes de travailleurs», ils portent un brassard blanc et bénéficient parfois d'un traitement moins inhumain. D'après un état du 15 décembre 1941, les juifs étaient au nombre de 14 413 parmi les 23 018 hommes effectuant leur service actif comme travailleurs.

Le 17 mars 1942, le ministre de la Défense ordonne le transfert de toutes les compagnies de travailleurs en Ukraine, dans la zone des opérations militaires. Peu après le départ de la 2e Armée sur le front russe (11 avril 1942), les juifs sont convoqués par dizaines de milliers. Beaucoup d'entre eux sont âgés, inaptes à tout travail et il y a un grand nombre d'infirmes et de malades mentaux. Une partie des politiquement dangereux (communistes et divers militants de gauche) sont également d'origine juive. Ils sont répartis dans des compagnies disciplinaires et sur leur brassard jaune une tache noire indique que ce sont des «criminels». Selon l'état-major, il y avait le 24 mars 1942, 14 269 «éléments nuisibles» destinés aux unités spéciales. 1485 d'entre eux se trouvaient déjà derrière les barbelés, dans des camps d'internement.

La 2e Armée, qui arrive le 10 juillet 1942 sur le Don, au sud de Voronej, compte environ 250 000 hommes et 50 000 travailleurs forcés, d'après le ministre de la Défense de l'époque, Guillaume Nagy. Celui-ci affirme aussi qu'après la rupture du front, le 12 janvier 1943, seuls 60-70 000 combattants et 6-7000 civils des unités de travailleurs ont survécu au désastre. S'appuyant sur les données de l'administration militaire, plusieurs historiens ont mis en doute ces chiffres, estimant selon les auteurs qu'il n'y avait que 37 000 ou 40 000 civils en Ukraine. Quant à leurs pertes, elles auraient été au total, entre janvier 1942 et décembre 1943, au nombre de 25 451, dont le chiffre des morts devrait s'élever à 15 000 environ[26]. R.L. Braham souligne toutefois que les autorités militaires ont toujours eu la tendance à minimiser les pertes pour éviter le scandale.

Troupes hongroises en route vers le front de l'Est.



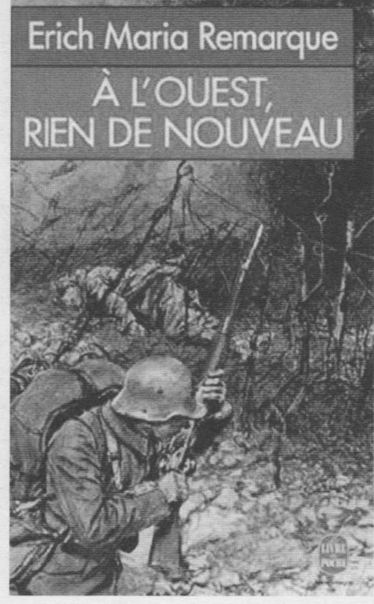
En tout cas, les juifs survivants qui sont revenus péniblement dans le pays ont le plus souvent été déportés en 1944. D'autre part, cet aperçu sur le travail forcé qui aboutit en Ukraine est loin d'embrasser l'ensemble du sujet. Le système connaîtra nombre de réorganisations, impliquant en particulier les minorités nationales, suspectes par définition. A l'été 1943, les travailleurs mobilisés juifs et non juifs seront plus de 800 000, répartis en trois grandes catégories : compagnies de travailleurs auprès de l'armée, bataillons de travailleurs d'intérêt général, compagnies de travailleurs auxiliaires juifs. Entre mai et juillet 1944, le temps de la déportation des juifs des provinces, les convocations pour le service du travail se sont avérées paradoxalement une possibilité de survie pour un grand nombre de juifs de sexe masculin. Mais, comme le constate un historien déjà cité, *ce n'est pas l'état d'esprit du ministère de la Défense qui avait changé, c'était l'état général de la vie publique qui était tombé au-dessous du niveau moral de l'Armée* [27]. Le martyrologe des travailleurs juifs connaîtra deux moments particulièrement tragiques avec l'évacuation des mines de cuivre de Bor (en Yougoslavie), ponctuée de carnages, et après l'avènement des Croix-fléchées en octobre 1944 : les travailleurs juifs seront assassinés par centaines lors des marches forcées et dans diverses localités de la frontière occidentale, ou remis aux SS, ils seront regroupés dans des camps comme Mauthausen.

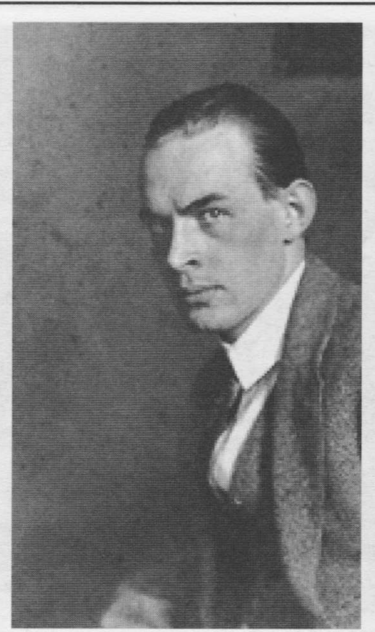
Julien Papp

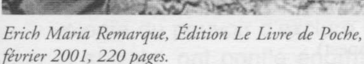
[25] Chef d'état-major du 6 septembre 1941 au 19 avril 1944. Extradé après la guerre à la demande de la Yougoslavie, il y sera condamné et exécuté comme criminel de guerre, pour avoir couvert de son autorité le massacre en janvier 1942 d'un millier de juifs et de 2000 Serbes à Novisad et dans sa région.

[26] STARK (Tamás), *Magyarország második világháborús embervesztésége* (Les pertes humaines de la Hongrie pendant la 2e guerre mondiale), Bp., 1989, p. 30.

[27] *Ibid.*, p. 29.






Erich Maria Remarque, Édition Le Livre de Poche, février 2001, 220 pages.

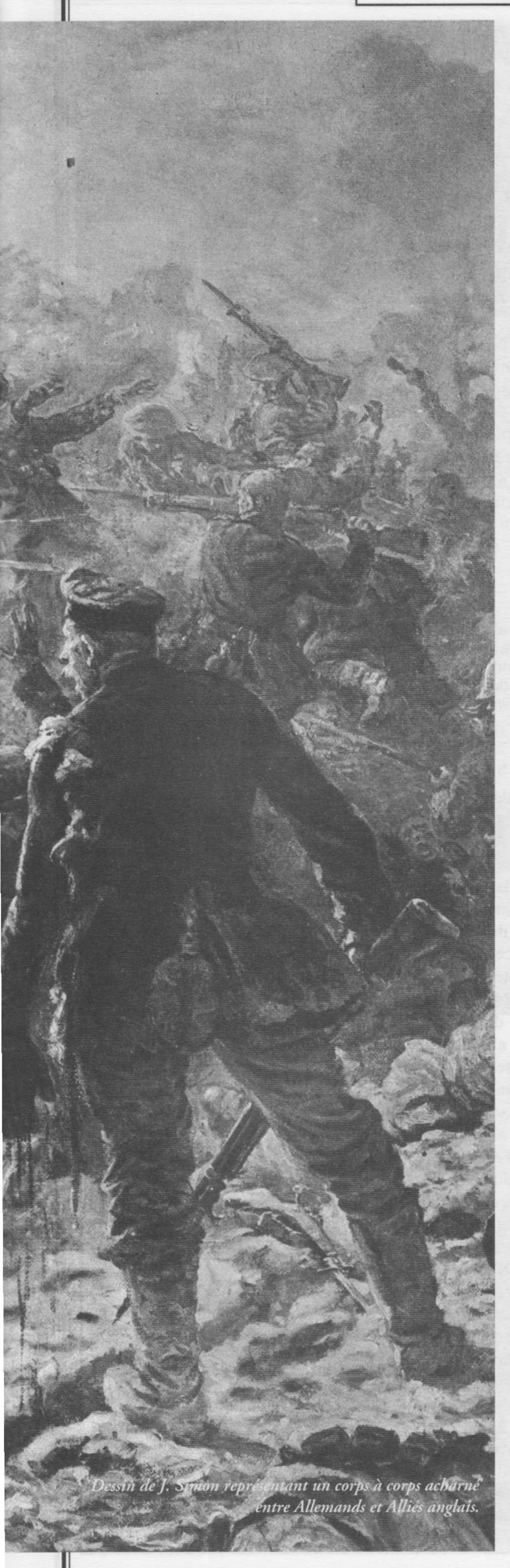
L'éditeur avait demandé à Erich Maria Remarque de rembourser en cas d'insuccès...

Le récit d'une génération broyée s'est vendu à 50 millions d'exemplaires !

Le 31 janvier 1929, un ancien combattant allemand de la Grande Guerre, Erich Maria Remarque (pseudonyme d'Erich Paul Remark) signe son premier roman « *À L'ouest rien de nouveau* » dont le thème pacifiste sur la Grande Guerre déclenche les plus vives polémiques. Traduit dans le monde entier et vendu à plus de cinquante millions d'exemplaires, ce chef-d'œuvre n'a rien a envier aux récits qui ont marqué la littérature de guerre et en particulier à l'excellent témoignage de son compatriote Ernst Jünger « *Orages d'acier* » (1920).

Dans son œuvre, Erich Maria Remarque va au-delà d'une reconstitution historique et brise le huis-clos propagandiste qui entoure les événements de la grande tourmente. Et cependant, ce document remarquable n'a pas son pareil pour déclarer toute l'horreur des tranchées en Allemagne comme en France. En dénonçant les responsabilités des pouvoirs politiques et militaires, « *À l'ouest rien de nouveau* » constitue l'un des plus terrifiants récits qui n'ait jamais été raconté pour l'aspect méconnu, voire inconnu d'une génération broyée, « *détruite par la guerre, même si elle a échappé à ses grenades* ». Terrible et inclassable, ce livre noir a été jugé très excessif et démoralisateur par plusieurs pays comme l'Allemagne et l'Autriche qui ont longtemps interdit la lecture ainsi que la projection du film réalisé par Lewis Millestone. [1]

Jamais un romancier de la Grande Guerre n'avait jusqu'à cette année 1927 délivré un message pacifiste d'une telle intensité. Le premier fut Erich Maria Remarque à écrire l'épopée d'un groupe de collégiens prussiens, (Paul Bäumer, Albert Kropp, Müller, Leer), engagés aveuglément dans la tourmente après avoir été séduits par la propagande prussienne de l'époque et l'exaltation de leur professeur de gymnastique. Dépouillé de la forme littéraire la plus élevée mais soucieux de la nuance et du détail, l'auteur n'a pas négligé les particularités de style et d'expres-



Dessin de J. Simon représentant un corps à corps acharné entre Allemands et Alliés anglais.

sion pour montrer l'hésitation de Paul qui se laisse convaincre par les arguments de ses camarades. Hélas! Si les jeunes recrues sont évidemment prêtes à combattre sur tous les fronts et à subir les pires épreuves, leurs certitudes s'effritent peu à peu au gré des désillusions.

Voici des lignes éternelles qui ne manquent pas de réalisme pour dépeindre des scènes poignantes inspirées de faits authentiques. Elles témoignent de l'horreur des combats dans l'identique souffrance des soldats, d'un côté du front comme de celui de l'ennemi. A la valeur littéraire du récit, rédigé à la première personne, s'ajoute une parfaite communion d'idées et de sentiments à forte charge de pacifisme pour révéler, avec un réalisme raffiné, la solidarité qui lie d'emblée les combattants.

ERICH MARIA REMARQUE

Im Westen nichts Neues

Remarques Buch ist das Denkmal unseres unbekannten Soldaten
Von allen Toten geschrieben

L'édition originale de 1929

Les atouts rencontrés au cœur de plusieurs épisodes permettent une juste appréciation de la situation de la guerre à l'époque du récit que l'on situe à la fin de l'année 1916 ou au début de 1917. Particulièrement, si des clichés retracent les combats et les offensives de l'artillerie, la description de la vie des soldats occupe une place prépondérante dans ces lignes habitées par les meurtrissures de la chair et de l'esprit. Quelle image fait sortir de cette atmosphère la mort trop souvent implorée par les soldats comme une ultime délivrance devant l'issue fatale! Le plus effrayant, c'est lorsque l'homme renoue avec une certaine bestialité. Et le lecteur dans tout cela prend rapidement son parti : il ne s'étonne même pas lorsque Kemmerich, mortellement blessé, est aussitôt dépouillé de ses bottes par ses camarades. En attendant l'avenir; demeurons dans le règne de l'enfer, de la boue et de la puanteur. Au cœur du déluge de fer et de feu, il arrive qu'au travers du récit, on entende le crépitement des mitrailleuses, le grondement des canons et les râles des blessés qui dépassent en horreur, la vision des corps mutilés rejoignant la terre.

A titre supplémentaire, il est possible que Remarque soit le seul écrivain à témoigner de la réflexion psychologique des combattants en relief de leurs pensées et de leurs sentiments. A ce compte, le roman pourrait être l'œuvre la plus significative de la littérature de la première guerre mondiale si l'on en croit le message de l'épisode montrant Paul Bäumer par exemple, demander pardon à un soldat français qu'il vient de poignarder. Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de s'étonner que cette scène ait jadis alimenté la critique du roman et une certaine « méfiance » vis-à-vis de l'auteur. Longtemps, les détracteurs de Remarque lui ont reproché, sans aucun doute à tort, ses idéaux pacifistes mais surtout une prétendue négation des valeurs fondamentales du patriotisme. Tout cela à la faveur d'une analyse supérieure de l'individualité de l'homme sur l'esprit héroïque. L'accent est mis sur « l'in communication » entre le soldat et le civil si flagrante dans la scène de la permission de Paul qui n'arrive plus à dialoguer avec son père. Certes, relisons une confidence publiée en 1930 par laquelle, le romancier écrit dans *Les Nouvelles Littéraires* : *« Il est difficile de faire admettre qu'on puisse aimer sa patrie et croire en même temps que les guerres ne sont pas d'excellents moyens d'assurer le progrès de l'humanité. »*

Disons quelques mots sur les péripéties qui ont entouré la publication du livre. Au mois de novembre et de décembre 1927, le journal *Vossische Zeitung* révèle les épisodes de ce roman consacré à ces fantassins de la Grande Guerre. Surpris par l'esprit du texte, des voix s'élèvent pour dénoncer la menace que fait planer l'œuvre sur l'opinion publique. Ainsi, des réticences motivées dépitent les éditeurs potentiels d'un ouvrage que l'opinion publique pourrait juger contraire à l'esprit propagandiste et héroïque de l'époque. Désorienté, l'éditeur allemand Ullstein accepte finalement le challenge de l'édition en 1929 mais ce dernier prend la précaution de fixer une clause contractuelle avec l'auteur, prévoyant que l'auteur



Août 1916 dans la région de Verdun, des grenadiers se lancent sur une mitrailleuse allemande en action.

rembourserait les frais engagés en cas d'insuccès de l'ouvrage. Au-delà de toutes espérances, le best-seller est vendu à plus d'un million d'exemplaires la première année et connaît une célébrité internationale durable. N'en déplaise aux contradicteurs de Remarque qui soulignent la brièveté de l'expérience des tranchées du romancier. Il est vrai qu'à la suite d'une grave blessure sur le front en Champagne, Remarque est évacué et soigné dans un hôpital militaire au bout de deux mois de service. De là, une vive polémique est ravivée et des farouches adversaires dénoncent une certaine faiblesse d'un roman « authentique ». Justement, l'un des chapitres du livre n'évoque t-il pas la convalescence des héros Paul Bäumer et Albert Kropp dans le registre de la douleur morale et de la justesse confondante ? A la fin du récit, le premier est rétabli et peu ainsi regagner le front où il apprend que ses amis sont morts. Kropp est réformé après avoir été amputé d'une jambe…

L'ouvrage se referme quelques jours avant l'armistice, *« par une journée qui fut si tranquille sur tout le front que le communiqué se borna à signaler qu'à l'ouest il n'y avait rien de nouveau »*. Paul Bäumer, le dernier survivant de la bande des collégiens, est fauché à son tour : *« Son visage était calme et exprimait comme un contentement de ce que cela s'était ainsi terminé. »*

Jacques Marais
de l'école des Ecrivains du Terroir

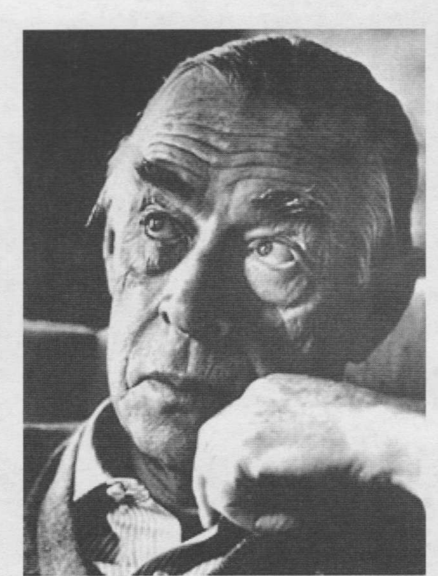
[1] Titre original du film « *All Quiet on the Front* » d'après l'œuvre d'Erich Maria Remarque « *À l'ouest rien de nouveau* » adaptée en 1930 par Lewis Millestone (avec pour acteurs principaux : Lew Ayres, Louis Wolheim, etc.), durée 103 minutes. La réalisation est distinguée par l'Oscar du meilleur film et du meilleur réalisateur

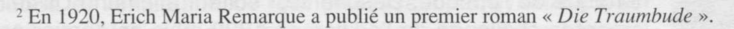
Des livres proscrits et brûlés par les nazis

Erich Paul Remark alias Erich Maria Remarque est né à Osnabrück en Allemagne, le 22 juin 1898 dans une famille qui comptait des ancêtres d'origine française. Il a 18 ans, lorsque sa formation d'instituteur est interrompue par son incorporation dans les rangs de l'Armée prussienne.

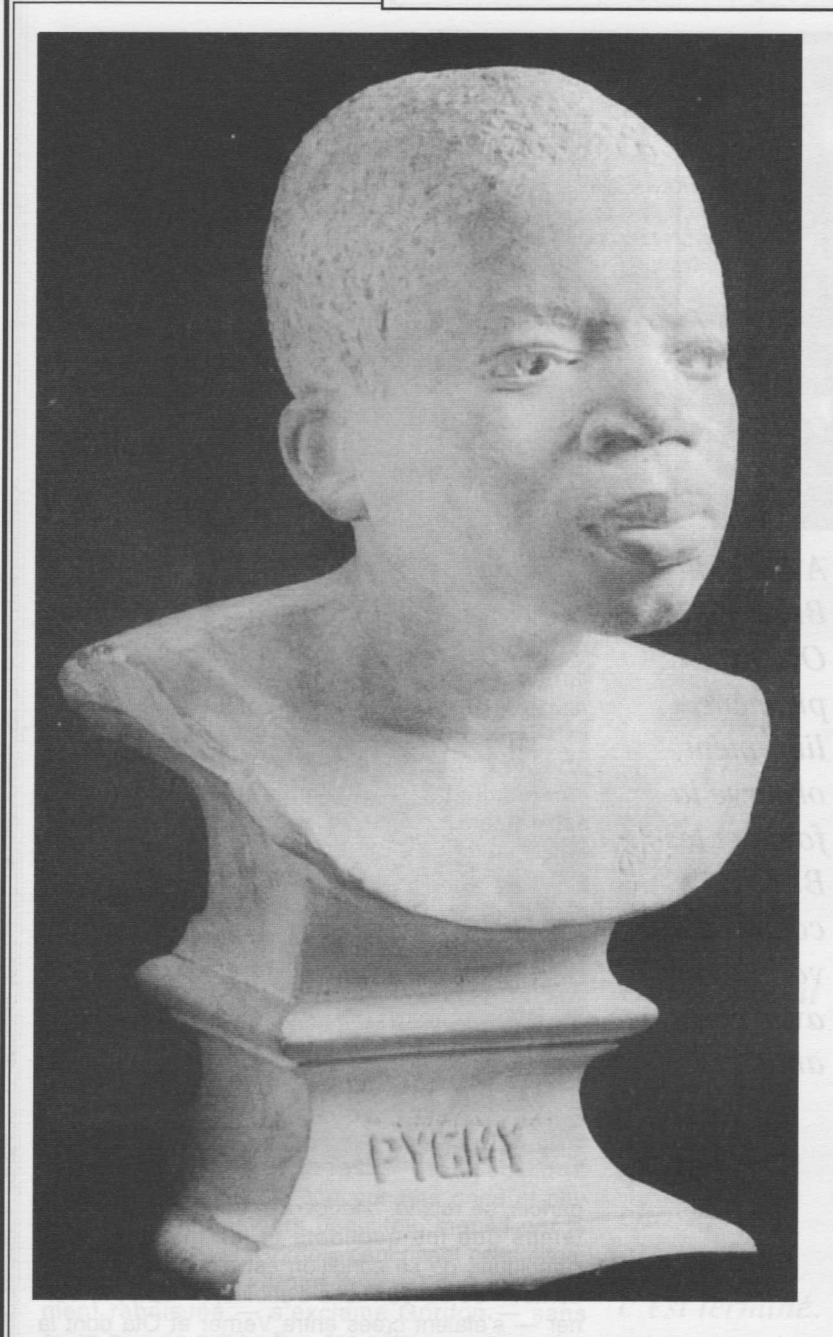
Démobilisé après avoir été gravement blessé durant les combats de Champagne, il occupe plusieurs postes, journaliste, critique littéraire, rédacteur sportif, etc. Mais la vocation de publiciste semble davantage correspondre à ses aspirations professionnelles. Inspiré par ses souvenirs des tranchées, il rédige en quelques mois son second roman « *À l'ouest rien de nouveau* ».[2] Publié avec difficultés en 1929 par l'éditeur allemand Ullstein, ce best-seller est traduit dans plusieurs pays et connaît un succès international durable. L'année suivante, Lewis Millestone a su mettre en valeur le roman dans une belle interprétation filmographique intitulée *« All Quiet on the Wertern Front »* (titre original). Cette production obtient l'oscar du meilleur film et du meilleur réalisateur.

Devant la montée du fascisme en Allemagne et du régime d'Hitler, Erich Maria Remarque s'exile en Suisse en 1931. Le régime nazi lui retire la nationalité allemande en 1933 et ses livres, déjà proscrits dans les pays belligérants sont brûlés. Voyageant entre la Suisse et New York, il adopte la citoyenneté américaine en 1948. Romancier atypique, ses œuvres constituent un « cas » assez particulier de l'histoire littéraire et portent la marque de la névrose des époques. Un second ouvrage audacieux s'intéresse à la République controversée de Weimar « *Der Weg zurück (Le chemin du retour)* » en 1931 mais le succès du livre ne résiste pas à l'empreinte des décennies. Un troisième essai, inspiré par le même esprit se succède et le thème décrit le climat économique et social de l'Allemagne « *Der schwarze Oelisk (L'Obélisque noir)* » en 1956. Un peu plus tard, Remarque dénonce la dictature d'Hitler, l'antisémitisme et le nazisme dans « *Zeit su leben und Zeit zu sterben (Le temps de vivre et le temps de mourir* »). Il convient d'ajouter à son œuvre internationale, plusieurs ouvrages jugés indésirables et dangereux par la politique nationaliste allemande. Citons par exemple, le cas du livre « *Liebe Deinen Nächsten (Les exilés)* » révélé à Londres et en France en 1939 puis seulement en Allemagne en 1962. Erich Maria Remarque, est décédé le 25 septembre 1970 à Locarno (Suisse) où il avait rencontré sa troisième épouse, l'actrice Paulette Goddard.





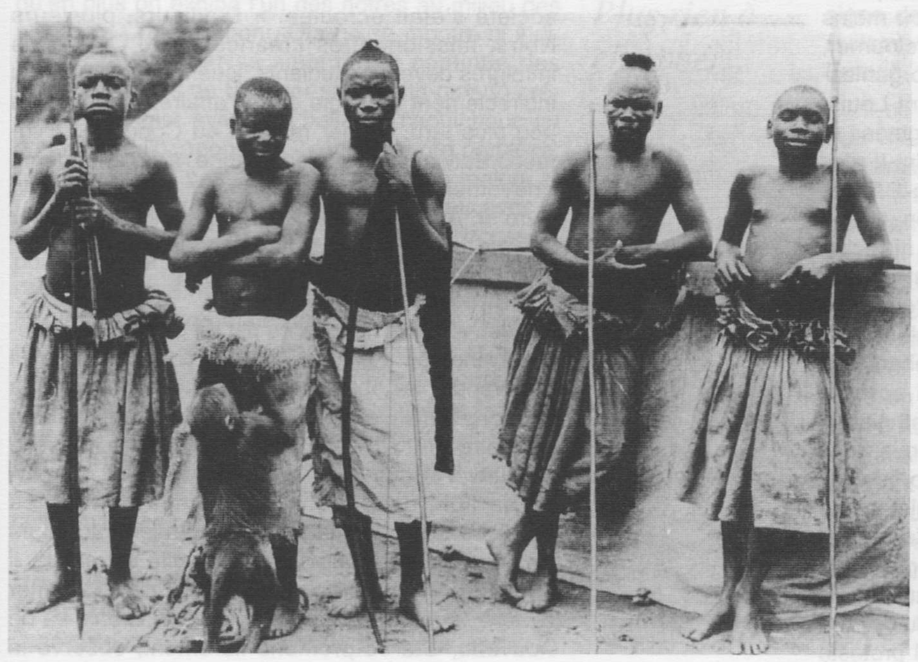
[2] En 1920, Erich Maria Remarque a publié un premier roman « *Die Traumbude* ».

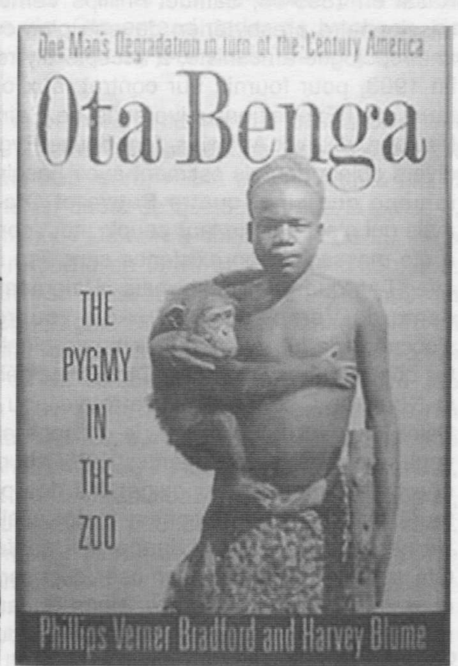


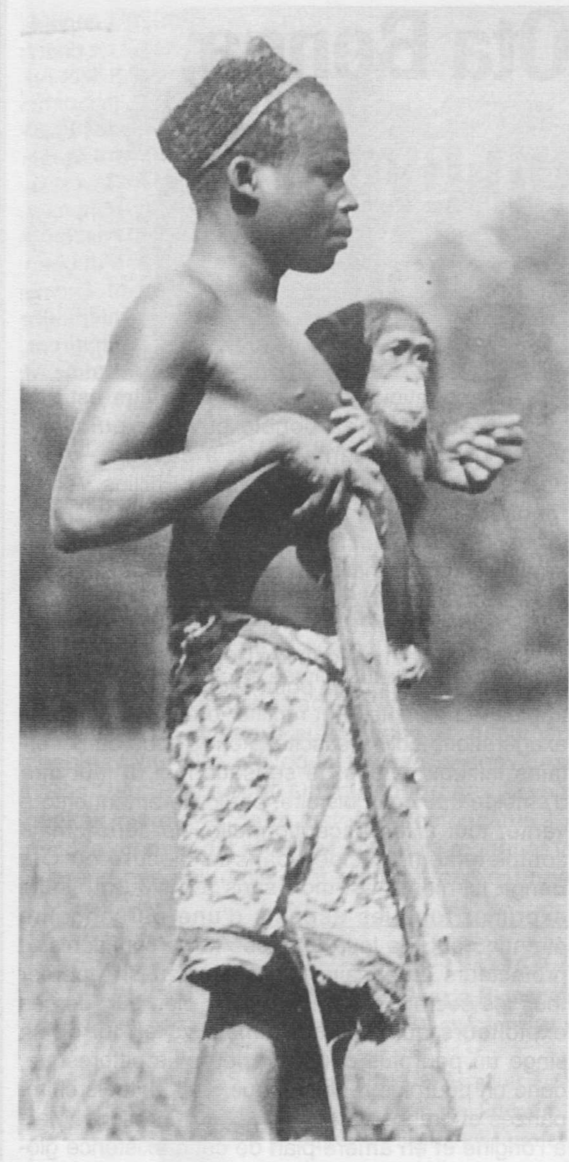
Ota Benga, un pygmée au zoo

Autant l'avouer tout de suite : ce titre est pris directement au double ouvrage qui a été consacré à l'intéressé, à savoir : — Ota Benga : *The Pygmy in the Zoo*, de Phillips Verner Bradford & Harvey Blume, publié par St Martin's Press, New York en 1992 — suivi de sa traduction française par Bernard Ferry : *Ota Benga, un Pygmée au zoo*, publié par Belfond, Paris, l'année suivante.

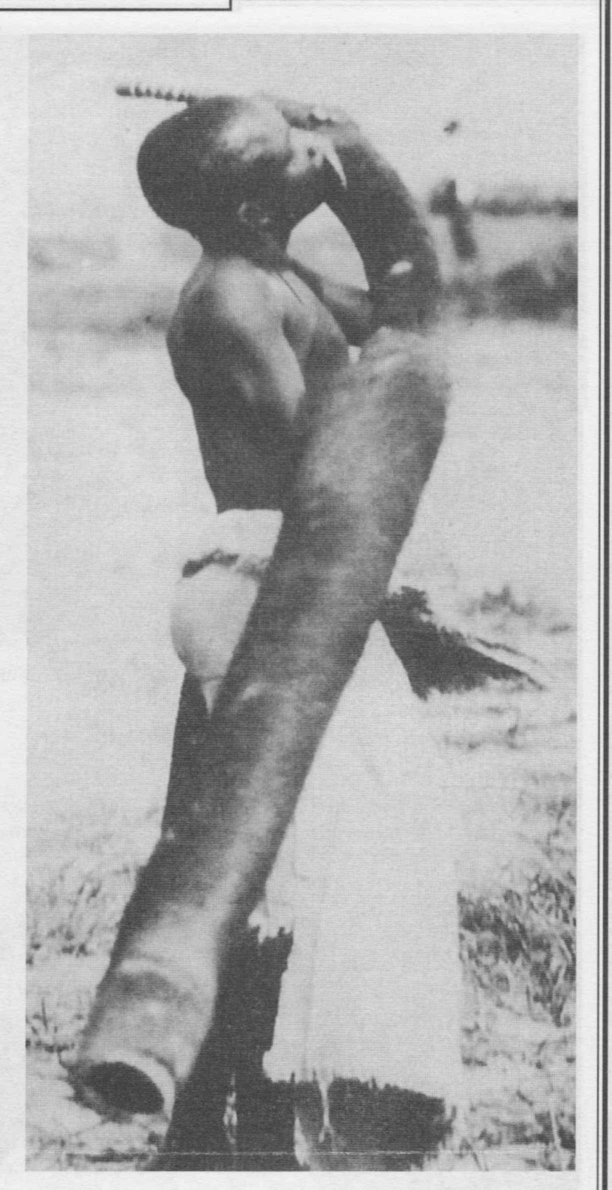
C'est sur cet unique texte biographique qu'il convient de s'appuyer pour évoquer ici un destin tragique et complexe et rectifier du même coup les exagérations qu'il a suscitées chez nous dans certains milieux avides de sensationnel. Il faut dire d'emblée que cette histoire, particulièrement émouvante, tout à fait exceptionnelle, ne sera jamais complètement élucidée dans la mesure où Ota Benga lui-même est mort sans avoir pu ou voulu exprimer tous les aspects d'une personnalité étrange dont, de leur côté, ses rares confidents et protecteurs américains n'ont pas réussi à percer tous les secrets. Ne parlons pas, bien sûr, de ses exploiteurs qui n'auront jamais vu en lui qu'un singe un peu plus doué, un peu plus pittoresque, donc un peu plus rentable, que les habituels chimpanzés et orangs-outangs de leur ménagerie. Mais à l'origine et en arrière-plan de cette existence globalement navrante et pitoyable, c'est aussi l'histoire étrange d'une amitié ambiguë, pour tout dire ratée, dont les deux partenaires seront finalement demeurés presque aussi mystérieux l'un que l'autre.







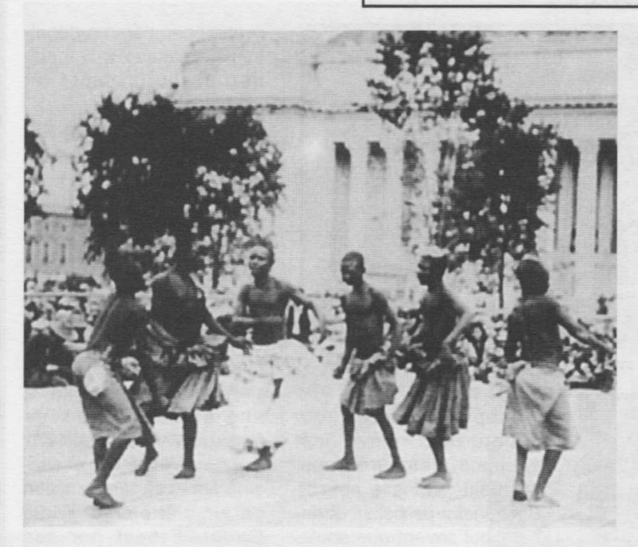
Au zoo du Bronx, Ota se promène librement, observe la foule et les Blancs, communique volontiers avec certains animaux...



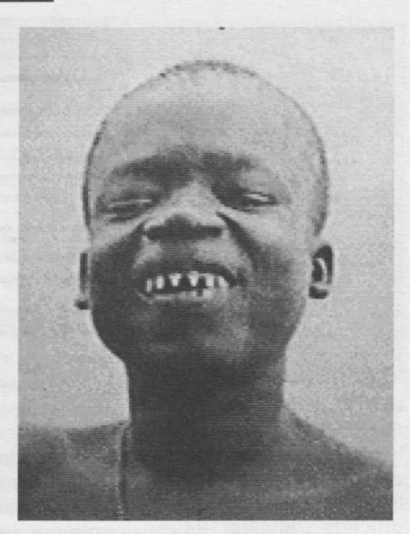
Tout commence en mars 1904 sur un marché d'esclaves du pays Bashilélé dans un Congo qui n'est pas encore belge. Sensibilisé à l'Afrique et aux Pygmées Batwa lors d'un premier séjour au Kasaï en 1895-98, Samuel Phillips Verner, jeune missionnaire presbytérien devenu plus ou moins anthropologue africaniste, a accepté d'y retourner, fin 1903, pour fournir, sur contrat, aux organisateurs de l'Exposition universelle de Saint-Louis, Missouri, dix-huit Africains dont douze Pygmées et divers objets dont ils estiment avoir besoin. Il n'en ramène que cinq, quatre Batwa et Ota Benga, mais qui n'est pas de leur peuple : tout son groupe a été massacré, son existence sans lien ni racine avec l'Afrique sera désormais totalement dépendante de Verner et de ceux qui voudront bien s'occuper de lui. Avec son acheteur-bienfaiteur et les quatre autres Pygmées, Ota Benga débarque à la Nouvelle-Orléans et se retrouve peu après à Saint-Louis au beau milieu de groupes ethniques venus de tous les continents, tantôt soumis, telle une bête curieuse, aux exigences des présentateurs et des anthropologues, tantôt assistant de Verner lorsque celui-ci donne ses conférences. Ota semble beaucoup s'amuser à observer tous ceux qui l'entourent : Blancs, Noirs et Jaunes, (et même « Rouges » puisqu'il devient l'ami du célèbre chef indien Geronimo lui aussi exhibé). Il proteste parfois, se rebiffe, découvre le base-ball en même temps que les quolibets et les insultes. Mais l'ambiguïté de sa condition est d'ores et déjà évidente : « de curieux liens d'affinité, — écrit Ph. Verner — s'étaient créés entre Verner et Ota dont la société s'était écroulée. » D'ailleurs, plusieurs Noirs, missionnaires américains ou Congolais immigrés devenus étudiants, jouent directement ou indirectement leur rôle dans l'affaire. Lorsque, un peu plus tard, Verner ramène au Congo les Pygmées Batwa, Ota l'y accompagne, s'y marie même brièvement, se remet à chasser mais, décidé à vivre en Amérique pour apprendre à lire et à parler anglais, est de retour à New York en août 1906.

L'exhibition

Verner, dont l'existence est de plus en plus précaire, cherche à placer Ota là où l'on voudra de lui et à vendre les objets et animaux exotiques qu'il a rapportés du Congo. La Foire de Coney Island peut-être ? ou plutôt le Muséum d'Histoire naturelle de New York où Ota, admis à séjourner, se promène librement toute la journée, visitant les pavillons ou accompagnant les gardiens au cours de leurs rondes. Mais sa personnalité se rebelle, il cherche à s'enfuir, on ne veut plus de lui. Verner revient, le retire et le place au Zoo du Bronx. Là de nouveau, Ota se promène librement, observe la







foule et les Blancs, communique volontiers avec certains animaux et semble s'y trouver à l'aise. Mais le piège se referme vite sur lui, « mêlant — écrit toujours Ph. Verner — darwinisme, barnumisme pur et simple racisme ». Pour le directeur Hornaday, qui a déjà rédigé une « Charte des Droits des animaux sauvages » de son crû, l'adjonction d'un Pygmée aux dents limées en pointe à la section des orangs-outangs et des chimpanzés lui paraît logique et rentable. Le 8 septembre 1906, Ota accroche son hamac dans une cage vide de la maison des singes ; on lui a rendu son arc et ses flèches et il dispose d'une cible en paille. Tout New York apprend la nouvelle le lendemain par la presse qui le qualifie de Bushman. Homme ou singe ? belle question shakespearienne. Il a 28 ans — indique sa pancarte — mesure 1,52 m pèse 46,7 kg et est visible tous les après-midis du mois de septembre. On ignore la durée prévue de l'exhibition mais, en fait, elle ne va heureusement pas dépasser deux semaines. Dès le second jour, la communauté noire et plusieurs de ses pasteurs baptistes, menés par le révérend James H. Gordon, dénoncent cette situation scandaleuse : « Notre race est déjà suffisamment rabaissée — s'exclame Gordon — sans qu'en plus on exhibe l'un des nôtres au milieu des singes. » Curieusement, Ota ne se montre ni indigné ni révolté par sa situation, il continue des heures entières de taquiner son orang-outang préféré, de jongler avec une balle en caoutchouc ou de jouer de l'harmonica. Gordon, d'abord perplexe, n'en déclenche pas moins sa campagne malgré le refus du maire de New York de l'aider mais avec le concours d'un avocat blanc. Saisissant l'occasion pour attaquer violemment la thèse darwinienne de l'évolution, il offre à Ota une place dans l'asile Howard pour orphelins de couleur qu'il dirige à Brooklyn. Verner, en pleine déchéance, reparaît, retire son protégé le 27 septembre et le confie à Gordon, vêtu d'un complet blanc, chaussé de sandales de toile et toujours muni de son arc et de ses flèches. Bientôt, la presse cesse de parler de lui. Il va falloir dix ans pour qu'on apprenne quelle a été la fin de sa vie.

Une vie dédoublée

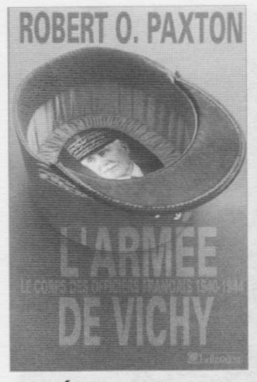
Toujours peu communicatif, Ota continue de chasser dans sa tête, observer plus que jamais le monde des Blancs et semble vouloir apprendre sérieusement l'anglais. Verner, reparti pour le Congo sans lui, en revient au bout d'un an, traîne encore quelque temps en Caroline du Sud avant d'obtenir un emploi au Panama. Pendant ce temps, Gordon s'est fatigué de la présence d'Ota qui n'a guère progressé dans ses études, mais qui a demandé à être baptisé et qui vient de passer un semestre au séminaire baptiste de Lynchburg en Virginie où il se plaisait bien et où il souhaite retourner. On le lui accorde en janvier 1910.

Ota sait qu'il en a fini. Il était venu en quête de quelque chose, à présent, c'est terminé. Plus rien à chercher.

Écartelé, seul adulte au milieu d'un groupe de jeunes enfants, Ota mène désormais à Lynchburg une vie dédoublée : chasseur, il parcourt les bois alentour et souvent se dévêt pour retrouver le pagne d'écorce, le feu et les chants ancestraux de sa jeunesse, parfois d'ailleurs en présence des enfants qui lui sont confiés et à qui il parle à l'occasion de sa vie passée. Mais en même temps, il s'efforce d'adapter son comportement aux mœurs américaines, fréquente le dentiste et change son nom en Otto Bingo, qui sonne mieux. A-t-il à tout jamais renoncé à l'Afrique ? Il devient vite une figure familière du campus où certaines familles l'ont pris en réelle amitié, notamment le couple noir des Spencer. Verner, lui, ne donne plus aucun signe de vie. Ota entend parler de lynchage, de racisme et, un beau jour aussi, de la guerre en Europe.

Il ne retournera jamais en Afrique le billet est trop cher, Verner l'a abandonné, son fardeau est désormais trop lourd, « Ota sait qu'il en a fini. Il était venu en quête de quelque chose, à présent, c'est terminé. Plus rien à chercher. » Le 20 mars 1916, il retourne en forêt, et, comme d'habitude, allume un feu et se déshabille ; les garçons qui l'ont accompagné veulent aussi danser avec lui mais, cette fois, il les chasse. Peu après, il sort le revolver qu'il a dérobé le jour même et se tire une balle en plein cœur. Le Pygmée-sans-patrie n'a trouvé aucun lieu pour l'accueillir. Verner, informé au Panama en juillet, va s'employer à le défendre, estimant que son suicide l'a grandi. Ami indigne, protecteur renégat, peut-être… Il mourra en 1943. A Lynchburg, la tombe d'Ota Benga ne porte aucune inscription.

Philippe DAVID





Le temps des LIVRES

L'ARMÉE DE VICHY
Par Robert O. Paxton.
Inédit en français, publié en 1966 aux États-Unis, ce livre étudie le corps des officiers français 1940-1944.
L'armistice, signé le 22 juin 1940 à Rethondes, accorde une armée d'armistice aux vaincus. Cette armée dispose d'un très grand nombre de généraux et d'officiers favorables au vieillard de Vichy. Une minorité, tout en évitant de montrer ses véritables sentiments prépare la revanche, rejoint, à terme, la Résistance, Charles de Gaulle.
L'armée qui se juge l'axe fondamental entend diriger la jeunesse, défendre les valeurs (réactionnaires) de Vichy entre deux messes et quatre processions.
Au début de juillet 1940 la France libre compte deux généraux (démis de leurs fonctions outre-mer), un amiral à caractère difficile), un capitaine de vaisseau, sept colonel et lieutenants-colonels...
Robert O. Paxton qui a eu de larges entretiens avec les généraux et officiers de Vichy (grâce à Maxime Weygand, de l'Académie française) s'efforce de démêler et de comprendre les raisons profondes de leurs choix.
Après ce livre reprenez, naturellement, *La France de Vichy* dont la première édition en 1973 a secoué les « bonnes consciences engourdies ».
Il est dommage que l'éditeur de *L'Armée de Vichy* n'ait pas corrigé une faute grave : *La grande Illusion* est de Jean Renoir et non de René Clair...

Pierre Ysmal

Tallandier - 586 p. - 25 €

LIRE LE PAYS
Du 30 juin 1977 au 3 janvier 1978, sous le règne du giscardisme triomphant – nul ne doit oublier que le récent battu de la région Auvergne partisan de la peine capitale laissa guillotiner un innocent Christian Ranucci – *l'Humanité* publie sous le titre général *Lire le Pays* une passionnante, remarquable, exceptionnelle série de textes demandés à des écrivains.
Aujourd'hui, une jeune maison d'édition reprend l'ensemble avec une préface d'Edmonde Charles Roux. La présidente (actuelle) de l'Académie Goncourt) et un avant-propos de Charles Silvestre.
Jean Genet (Cathédrale de Chartres « vue cavalière »), Jean-Pierre Chabrol (les papiers de Fernand), Edmonde Charles-Roux (Marseille rebelle), Gilles Perrault (Une France au passé recomposé), Max-Pol Fouchet (Quillebeuf-sur-Seine et sur mémoire), André Wurmser (Saint-Paul-de-Mamiac), Georges Simenon (La France souriante) et tous les autres proposent des pages dignes de figurer dans une anthologie de notre cher et vieux pays.
Romain Rolland dans *l'Humanité* du 17 octobre 1920 écrit : « On ne construit pas une ville digne de ce nom avec les seules théories de l'ingénieur. On la construit autant avec de la psychologie et j'ose dire de la poésie ».
Patrick le Hyaric, directeur de *l'Humanité* et de *l'Humanité hebdo* a raison de rappeller ces deux phrases.
La poésie avec Raffarin III et le baron Ernest-Antoine Seillière se trouve, aussi, au cœur des manifestations.

P.Y.

Le Passeur - 432 p. - 22 €

REQUIEM EN EAU TROUBLE
par Paul Couturiau
L'aluminium dans l'eau de boisson contribue-t-il à développer la terrible maladie d'Alzheimer ? La question est posée avec une réponse positive. Une



note de février 2004 de Henri Pezerat, toxicologue, directeur de recherche honoraire au CNRS, évoque, avec de solides et incontournables arguments, le « rôle spécifique de l'aluminium hydrique dans la toxicité chronique propre à la maladie d'Alzheimer ».
Avec *Requiem en eau trouble*, Paul Couturiau (auteur d'un appréciable *Séverine l'insurgée*) fabrique un habile roman policier montrant comment les grandes firmes s'y prennent pour éliminer les gêneurs. Celles et ceux qui cherchent à dénoncer des produits toxiques dans la flotte destinée à la consommation courante, doivent se taire au nom des intérêts supérieurs du fric roi et de la joie des actionnaires. Que des vieux crèvent n'a jamais troublé les hauts dignitaires du patronat !
Tous les ingrédients d'un bon polar sont réunis pour raconter un crime organisé.

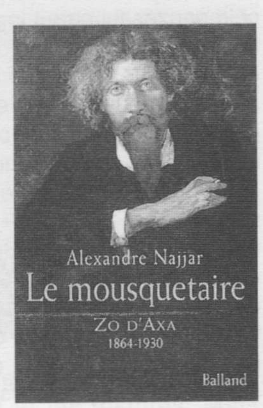
P.Y.

Fleuve Noir / Mutualité Française - 208 p. - 15 €

LA COMMUNE DE PARIS RÉVOLUTION SANS IMAGES ?
par Bertrand Tillier.
Une exposition sur la Commune de Paris, à l'Hôtel de Ville de Paris, au printemps 2004, a accueilli près de 40 000 visiteurs souvent passionnés, quelquefois furieux de ce rappel des semaines du printemps 1871.
L'épopée, ignorée ou dénaturée par les manuels, demeure dans l'actualité car elle nourrit l'imaginaire de celles et de ceux qui savent que seule la « lutte de classes » peut briser l'ordre voulu par la bourgeoisie, exigé par le patronat.
Que garde-t-on dans le domaine artistique de ces temps d'espérances ?
Bertrand Tillier, docteur en histoire de l'art, maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, dont les lecteurs de *Gavroche* apprécient, depuis des années les articles documentés et argumentés, dans un ouvrage rédigé d'une plume austère et précise apporte des réponses aux questions que chaque citoyen (conscient) peut se poser.
Les pages sur l'immense Gustave Courbet, et sur Louise Michel, sur le renégat André Gill, sur les surcharges symbolistes, sur le vocable du mur et ses images sont stimulantes car l'auteur invite à réfléchir.
Bertrand Tillier dans son épilogue observe : « La Commune semble toujours parvenir à se soustraire à sa représentation, tant chez les artistes favorables à sa cause que chez ceux qui en furent des ennemis déclarés. Les tentatives des artistes furent souvent vaines et restèrent lettre morte, ne serait-ce que par comparaison avec les images massivement produites en écho plus ou moins immédiat aux révolutions antérieures du XIXème siècle ».
Il ajoute : « Dans les œuvres consacrées, en petit nombre, à la Commune de Paris, les dispositifs et les visions portent la marque de cet échec, successivement frappés par les interdits de la censure institutionnelle, les tabous de l'autocensure que s'imposèrent les artistes et l'oubli posé comme condition nécessaire à l'amnistie, assourdissante et aveuglante.»
L'auteur rappelle, aussi, que pour célébrer le premier centenaire de la Commune, le jeune et talentueux Ernest Pignon Ernest place en divers lieux de la capitale d'immenses sérigraphies. Il n'oublie pas d'en mettre une près de la basilique dite du sacré cœur, insulte permanente à la ville, à une portée de voix de l'endroit où le 28 mai 1871 Eugène Varlin est assassiné après sa dénonciation par un prêtre en civil, rue Cadet. Ernest par ses fortes représentations interpelle et rappelle les massacres commis par la soldatesque versaillaise de Thiers/Mac Mahon, le vénéneux couple de bourreaux.

P.Y.

Champ Vallon, 528 p. 32€
(voir aussi en page 1 du cahier « Bonnes Feuilles »)



LE MOUSQUETAIRE ZO D'AXA 1864-1930
L'article de Charles Jacquier paru dans *Gavroche* en 1996 (n° 87-88) avait attiré l'attention sur Zo d'Axa, et ceux qui ne connaissent pas cet insoumis d'exception vont enfin le dé-ou-redécouvrir grâce à l'ouvrage de Najjar.
Le livre s'ouvre par une lettre de Béatrice Arnac à son grand-père Zo d'Axa qu'elle n'a pas connu, mais dont elle entretient la mémoire et perpétue l'esprit avec fidélité et une tendresse sensible et passionnée. Il faudrait la citer tout entière, n'en retenons que : « Tu as fait peur aux trafiquants de crédulité, d'innocence. Ils t'ont traité de dilletante, ils t'ont haï. Réfractaire, indépendant et insituable, tu étais une harmonie vivante : comportement, pensée, parole, habit et cœur. A l'image du fleuret que tu maniais si

Histoire et histoires en BD



Six cents pages... un pavé qui arrive précédé d'une grande réputation. On n'hésite pas à le comparer à *Maus* d'Art Spiegelman, à *Jimmy Corrigan* de Chris Ware.

Le nom ? *Blankets Manteau de neige* de Craig Thompson.

Dans le déferlement d'éloges de la presse américaine, retenons l'affirmation de Time : « une rareté : l'histoire d'un premier amour si précisément et si honnêtement relaté qu'elle nous rappelle ce que c'est que de tomber amoureux.... vraiment magnifique ».

Né, en 1975, au fond de l'Amérique profonde, Craig T., de case en case, avec une sympathique sobriété, raconte son enfance, son adolescence, ses premiers émois devant une fille. Rien d'exceptionnel mais un album pour le plus grand nombre, semblable, dans le genre, au gros roman à prétention psychologique qui connaît, de l'autre côté de l'Atlantique, d'habiles fabricants.



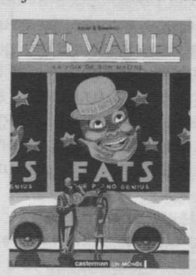
Dans la catégorie mastoc, l'authentique chef-d'œuvre demeure *From Hell* d'Alain Moore et Eddie Cambell. Cette autopsie de Jack l'Éventreur, l'actif contemporain de la reine Victoria, possède une vigueur et un art du récit exceptionnel.

La première guerre, Fats Waller

L'estimable et talentueux Christian de Metter a déjà commis des albums excellents. Ainsi *Dusk* (avec Richard Marrazano) ; *Le Curé* (avec Laurent Lacoste) ; *Emma* (avec Laurent Lacoste).



Le Sang des Valentines (avec Catel) se déroule après le 11 novembre 1918. Une histoire tragique avec poilus, femme adorée, gueule cassée. Quelle connerie la guerre ! Prévert a raison même s'il parle de Barbara et de la seconde boucherie. Les couleurs ajoutent à l'intensité du drame.



Igort et Sampayo avec *Fats Waller* sont dans l'Histoire d'un génie du son. Fats ? Marlène Dietrich aimerait apprendre ses chansons. Goebbels, ministre de la propagande et des vociférations du IIIème Reich dénonce un nègre, un dégénéré, une musique décadente. John Steinbeck insiste : « Waller donne l'image de l'Amérique authentique ».

Un bel hommage est rendu au merveilleux Fats.

Balades avec Corto

Corto Maltesse se baguenaude en Bretagne (la région n'a pas encore viré à gauche) avec la complicité de Jacques Ferrandez et de Michel Pierre (énarque érudit que j'imagine à la culture mais le pouvoir préfère les Jack Lang, Jean-Jacques Aillagon, Renaud Donnedieu (dit) de Vabres et autres bavasseurs de mots).

L'eau, la terre, la civilisation, les monuments, les chapelles, les calvaires, les saints se mêlent dans ces chapitres qui invitent au départ immédiat.

J'ai voté, avec plaisir, pour *Le Bar du vieux français* de Stassen et Lapierre. Il a été élu par l'estimable association des critiques de B.D. meilleur album de ces vingt dernières années. Chaque choix est discutable. Le nôtre est indiscutable.

Stassen et Lapierre ont un talent que ne possède pas encore le jeune Craig Thompson.

Le N° 5 de *Bang !* dans sa petite histoire de la BD par Jean-Pierre Mercier propose des pages pertinentes sur Calvo (1892-1957). Avec *La Bête est morte* il réalise, dans la clandestinité une formidable fresque animalière.

Benoît Mouchart intervioue Alan Moore. Du solide classique.

Pierre Ysmal

Blankets Manteau de neige par Craig Thompson, 600 pages, 24,75 €, Casterman. *From Hell* par Alan Moore - Eddie Cambell, 576 p, Delcourt. *Le Sang des Valentines* de Metter et Catel, 56 p, Casterman. *Fats Waller* par Igort et Sampayo, 56 p, Casterman. *Balades de Corto Maltesse en Bretagne* par Jacques Ferrandez et Michel Pierre, 208 p, Casterman. *Le Bar du vieux frrançais* par Stassen et Lapierre, 120p, Dupuis. *Bang !*, N° 5, 19,5 €.

---

bien : mince, dur, brillant, inflexible, rapide, rigoureux... et plein de vraie compassion. »

La suite est l'affaire de Najjar, qui avec un texte pétillant et bien documenté aux sources existantes (Victor Méric, Léo Campion, Émile Armand, Hem Day...) incite à rechercher les œuvres* de ce pamphlétaire « hors de tout, y compris de l'anarchie ». Il fut entre 1891 et 1899 « la voix qui dit non ! » dans deux revues qu'il avait fondées et qu'il animait : L'*Endehors* (91 numéros de mai 1891 à février 1893) et *La Feuille* (25 numéros sans date, en 1898 et 1899). L'*Endehors* compte de nombreux collaborateurs prestigieux, *La Feuille* est illustrée par des artistes « engagés » Anquetin, Couturier, Hermann-Paul, Léandre, Luce, Steinlen et Willette.

Zo d'Axa, ayant commis le crime d'écrire, la justice française le poursuit. D'une plume pétillante Najjar nous conte la cavalle de Zo d'Axa en Europe et en Orient et les péripéties rocambolesques qui s'en suivent : espionné à Londres, emprisonné puis chassé d'Italie, arrêté à Constantinople, enlevé à Jaffa sur l'ordre du consul de France, évadé, repris à Jérusalem, incarcéré à Marseille, etc. Soit dit en passant, c'est fou le monde qu'on rencontre, en exil, à Londres, en Belgique et en Suisse : Louise Michel, Georges Darien, Errico Malatesta, Bernard Lazare, Octave Mirbeau (collaborateurs de l'*Endehors*), Steinlen, Maximilien Luce, Camille Pissarro, pour ne s'en tenir qu'à ses proches

« Un homme dont la liberté d'esprit se manifestait dans son écriture même... » souligne Najjar qui en donne quelques exemples.

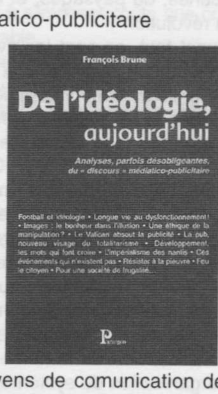
Lucien Seroux

* *Endehors*, éd. Champ libre, 1974 (avec des extraits de De Mazas à Jérusalem et de *La Feuille*), *La Feuille* (dans le format original), éd. Le Vent du ch'min, 1978, puis éd. du Lérot, 2001. Malheureusement, aucun éditeur ne s'est attaqué à une édition complète des 91 numéros de l'*Endehors*, ce qui nous prive de textes rares de Louise Michel, Sébastien Faure, E. Malatesta, G. Darien, L. Descaves, Ch. Malato, F. Fénéon, Bernard Lazare et quelques autres dont Émile Henry, guillotiné en 1894 pour avoir vengé Ravachol par l'attentat meurtrier du Terminus.

Alexandre NAJJAR : Le Mousquetaire Zo d'Axa. Lettre préface de Béatrice Arnac. éd. Balland, 2004. 172 pages. 15 €.

DE L'IDÉOLOGIE D'AUJOURD'HUI

Analyses, parfois désobligeantes, du « discours » médiatico-publicitaire



Le Progrès, comme la montagne, a deux faces. L'une est ensoleillée et promet du plaisir. L'autre est sombre et froide. Une lecture rapide, ou malveillante a priori, de ce livre désignerait l'auteur François Brune comme un ennemi de la modernité. C'est l'argument habituel des chantres du libéralisme.

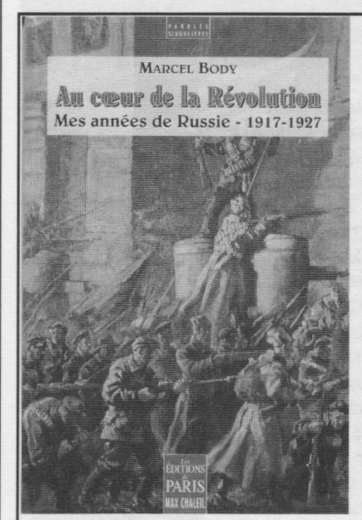
Le livre est une dénonciation de l'environnement global - médias et publicité - qui nous impose un (mauvais) modèle de société avec le souci d'anesthésier chez le citoyen-consommateur tout esprit critique. « Il s'agit bien sûr des systèmes médiatiques qui se concentrent à l'échelle planétaire, sous la houlette d'entreprises géantes [...] Ces entreprises bénéficient de la complicité des classes dirigeantes, qui les laissent bâtir des empires regroupant tous les moyens de comunication de masse [...] Directement ou indirectement, elles suscitent et ordonnent un appareil journalistique qui est un appareil idéologique, dont les responsables et animateus ne cessent de définir ce qu'est l'époque, c'est-à-dire de décider ce qui est réel et de prescrire à l'Opinion ce qu'elle doit en penser. »

François Brune suggère une pédagogie de décryptage d'une communication qui s'impose de plus en plus de manière unilatérale et totalitaire. Le mot peut effrayer ceux qui ont lu Hannah Arendt. Il convient de lui redonner ici son sens étymologique qui désigne une activité dont les messages - publicité et informations orientées par les pouvoirs - imprègnent tous les moments de nos sociétés. L'un des chapitres est intitulé « Résister à la pieuvre » ! C'est appel à la résistance.

Un style incisif et de nombreux exemples de manipulation favorisent la lecture d'une démonstration qui a le souci de secouer la passivité des moutons de Panurge - que nous sommes - à l'égard d'un système dont ne perçoit trop souvent et malheureusement qu'avec retard les effets induits.

J.-J. L.

Un témoignage irremplaçable



Dans sa belle présentation de *Au cœur de la Révolution*[1], Alexandre Skirda[2] qualifie Marcel Body de « piéton du xx[e] siècle». Le mot décrit à merveille le point de vue d'où se situe l'auteur, arpentant inlassablement l'Europe et la Russie de 1917 à 1927 en simple fantassin au service de la Révolution.

Ce point de vue fait du livre de Marcel Body un témoignage irremplaçable.

À la fois « témoin privilégié mais acteur discret », Body participe intensément à l'Histoire en mouvement. Ouvrier typographe à Limoges avant la guerre, militant socialiste, syndicaliste et pacifiste, il découvre Tolstoï et entreprend, pour le lire dans le texte, d'apprendre le russe. À la mobilisation, ces rudiments de langue russe lui permettent d'échapper au front: il est envoyé à Moscou pour faire partie de la mission militaire française. Lorsque la révolution éclate, il s'engage au côté des bolcheviks, et se retrouve tout de suite proche du cœur du pouvoir révolutionnaire, côtoyant Lénine, Trotski, Staline, Zinoviev, et surtout Alexandra Kollontaï, sa camarade et son amie. Mais, dans le même temps, ne faisant pas partie de la nouvelle nomenklatura en train de se former, il vit au milieu des gens les plus simples. S'il est souvent chargé de responsabilités importantes, organisationnelles, techniques, dans des domaines aussi variés que l'information, la diplomatie, le commerce, l'agriculture ou le ravitaillement, il ne se trouve par contre jamais en situation ou en capacité de prendre des décisions d'ordre politique. Ce qui ne l'empêche pas d'ailleurs de s'engager, courageusement, et de s'impliquer dans les luttes politiques internes au parti bolchevik tout au long de ces dix années « au cœur de la révolution ».

« Pour le meilleur et pour le pire »

Marcel Body, témoin de premier plan, a beaucoup à dire et rien à cacher dans ce livre écrit au soir de sa vie : « Au vrai, les premières années de la prise de pouvoir par les bolcheviks entretiennent encore en moi une flamme vive. Les ans, les déceptions, le sang des uns et des autres, et même mon évolution vers l'anti-étatisme libertaire, ne l'ont pas éteinte, malgré l'ombre sinistre d'un régime, d'un parti, auxquels je fus, neuf années durant, étroitement associé en URSS. pour le meilleur et pour le pire ».

C'est le livre d'un militant toujours passionné qui veut laisser sa part de vérité.

Qu'apprend-t-on à la lecture de ce récit chaleureux, tissé de portraits, de scènes, de paysages, et qui nous entraîne dans le grand maelström de la révolution ?

Avant tout, ce sont les aventures de la vie quotidienne du militant français Marcel Body dans la tourmente révolutionnaire russe qui font palpiter le livre. Nous y sommes : perdus dans la plaine d'Ukraine, entre les rouges et les blancs ; à Moscou, alors que la Tcheka attaque au canon le quartier tenu par la Garde noire anarchiste ; assis derrière Lénine et Trotski pendant le VIII[e] Congrès du Parti bolchevique ; à Petrograd, dans l'appartement d'Emma Goldman tandis qu'elle invective Victor Serge en lui rappelant ses origine libertaires, et en lui faisant honte de son silence durant l'insurrection des marins de Cronstadt...

Ce que nous comprenons surtout, à travers les multiples anecdotes et observations de la vie quotidienne, c'est comment l'appareil bureaucratique confisque et détourne la révolution, immédiatement après la prise de pouvoir des bolcheviks, dès le début de l'année 1918. Nous assistons à l'ascension de la nomenklatura tandis que le peuple meurt de faim, à l'organisation du système de privilèges, à l'instauration de la terreur policière et du mensonge comme système de gouvernement. Parallèlement, entre les murs du Kremlin, le pouvoir personnel et le culte de la personnalité de Lénine s'organisent. Le nouvel autocrate impose ses décisions dans tous les domaines, y compris lorsqu'il est incompétent : en matière économique, par exemple, cet idéologue coupé du peuple et des réalités mène une politique incohérente qui plonge le pays dans la misère la plus noire. Personne pourtant n'ose s'opposer à Lénine, car chacun craint de se voir reprocher un « péché originel » commis jadis envers le chef infaillible : pour Zinoviev et Kamenev, ce sont leurs réticences lors du déclenchement de la révolution d'Octobre, pour Trotski son adhésion tardive au bolchevisme, pour Boukharine son opposition à la paix de Brest-Litovsk, toutes « taches » indélébiles dont Staline saura se servir plus tard.

S'il en était encore besoin, le récit de Marcel Body nous montre bien que, malgré les dénégations des admirateurs de Lénine et de Trotski (il n'y a guère d'admirateurs de Zinoviev, qui, il est vrai, apparaît sous la plume de Body comme un personnage particulièrement répugnant), la confiscation de la révolution par une caste de privilégiés n'a pas été l'œuvre de Staline : elle a commencé bien avant, dès la prise du pouvoir par le parti bolchevik, avec l'étouffement des soviets et l'écrasement, non sans mal, de toute l'opposition révolutionnaire.

Au cœur de la révolution contient par ailleurs des révélations sur des faits jusque-là ignorés, ou mal connus. Marcel Body confirme par exemple que les délégués de la CGT – Lefebvre, Lepetit et Vergeat – ont bien été assassinés sur ordre de Zinoviev alors qu'ils revenaient du II[e] Congrès de l'Internationale communiste avec l'intention de dénoncer en France la dérive dictatoriale et bureaucratique de l'URSS. Ces militants perspicaces avaient eu la mauvaise idée de vouloir s'informer eux-mêmes auprès du peuple de ses conditions de vie au lieu de suivre sagement les visites guidées du régime... Une autre information, c'est l'intention affirmée par Staline, dès 1936, de s'allier à Hitler, ce qui jette un éclairage nouveau sur la stratégie de l'URSS et du Komintern pendant la guerre d'Espagne et dans les quatre années qui précèdent la guerre. Nous découvrons également un Lénine amoureux, ou encore par quel chemin son fameux «Testament» est sorti d'URSS.

Alexandra Kollontaï

Le compagnonnage de Marcel Body avec Alexandra Kollontaï nous rappelle également le rôle joué par cette grande figure féminine et féministe de la Révolution russe. Dès 1918, Alexandra Kollontaï avait osé critiquer la dérive bureaucratique du Parti. En 1920 elle publie une brochure, la plate-forme de l'Opposition ouvrière, qui provoque la fureur de Lénine et de Trotski. En 1921, elle prend la parole au III[e] Congrès de l'Internationale communiste pour défendre les thèses de l'opposition de gauche, malgré la menace de Lénine de l'exclure du Parti. Ensuite, à partir du moment ou Lénine s'efface et tandis que s'engage le combat pour sa succession, la mouvance qui a pris le nom d'«Opposition ouvrière» est accusée d'activités «anti-parti» et combattue avec acharnement par les prétendants au pouvoir, Trotski et Zinoviev, chacun des deux prônant la «dictature du Parti» et espérant mettre la main à son profit sur l'appareil du PCUS. Ce n'est que plus tard, lorsqu'ils réaliseront que Staline les a doublés en noyautant le PCUS avec ses propres créatures, que les anciens ennemis, Trotski, Kamenev et Zinoviev, rejoindront cette opposition de gauche sur laquelle ils avaient si bien craché, et se découvriront des convictions «anti-bureaucratiques». Mais il est déjà trop tard. Staline, le petit Géorgien paranoïaque que les autres prenaient pour un benêt, a mieux compris qu'eux tous la leçon de Lénine : celui qui tient le parti tient le pouvoir. On sait la suite...

Quant à Alexandra Kollontaï, écartée de Russie depuis 1922 (elle représente l'URSS à Oslo, Marcel Body étant son second), elle refuse catégoriquement de rejoindre le camp de ses anciens détracteurs, Trotski et Zinoviev. En 1925, elle hésite à quitter l'URSS, et à entrer en dissidence ouverte contre le régime. Marcel Body l'en dissuade. Lui-même rentre peu après une première fois en France et leurs chemins se séparent. Ils se reverront une dernière fois en 1936. Elle est vieillie, malade, brisée ; les têtes de file de l'Opposition ouvrière, Chliapnikov, Medvédiev, ont été liquidés, et l'heure des procès de Moscou approche.

La lutte continue

Considéré comme déserteur en France, Marcel Body va néanmoins décider, en 1927, de rentrer définitivement au pays natal, avec sa femme, Evguénia Pavlovna, et leur fille. La révolte des marins de Cronstadt lui avait ouvert les yeux, mais il lui a fallu encore longtemps pour admettre que l'idéal révolutionnaire de 1917 était bien mort, et qu'il avait laissé la place à un régime de basse police. Il parvient difficilement à sortir d'URSS grâce à l'aide de Boukharine. En 1928 il est exclu du Parti communiste français, et rejoint le mouvement libertaire. Par la suite, il traduit les œuvres de Lénine, de Trotski, de Bakounine, et collabore à la presse pacifiste tout en participant à la gestion d'une coopérative ouvrière.

Que ce soit pour faire la connaissance du militant Marcel Body (1894-1984), ou pour la plongée dans la Russie révolutionnaire, ce livre peu connu mérite vraiment d'être lu.

François Roux

Marcel Body - Au cœur de la Révolution. Mes années de Russie, 1917-1927, Les Éditions de Paris Max Chaleil, Paris, 2003, 303 p., 18

1- Ré-édition du livre *Un piano en bouleau de Carélie*, publié en 1981.

2- Auteur de livres majeurs sur la Révolution russe : *Nestor Makhno, le cosaque libertaire, Les Anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917*, publiés aux Éditions de Paris.

REVUES

Le romantisme révolutionnaire

EUROPE

Europe pour son numéro 900 (neuf cents !) propose un remarquable numéro consacré au romantisme révolutionnaire.

Le romantisme est, d'abord, considéré comme un mouvement littéraire balayant, d'un souffle puissant, un classicisme défraîchi et rabougri.

Michael Löwy et Max Blechman dans leur présentation soulignent : « le romantisme doit être conçu comme une vision du monde qui traverse tous les domaines de la culture et dont la caractéristique quintessencielle est la protestation culturelle contre la civilisation capitaliste moderne au nom de certaines valeurs du passé ».

La revue fondée, en 1923, sous l'égide de Romain Rolland, a connu de nombreuses aventures liées aux tourments d'une Histoire marquée par l'affrontement d'idéologies implacables.

Jean-Baptiste Para, cheville ouvrière d'*Europe*, sait raison garder. Il concocte des numéros avec de parfaits équilibres entre le dossier principal, la poésie, les beaux-arts, le théâtre, le cinéma, la musique, les notes de lecture.

Europe s'avance, résolument, vers son premier centenaire.

P.Y.

368 p. - 18,30 €

LA POSTE, LA CROIX ROUGE… ET GAVROCHE



Claudine, Nana, Esmeralda, le comte de Monte-Cristo, Vidocq et Gavroche : trois femmes, trois hommes, six personnages célèbres de la littérature du XIXème siècle. ils figurent sur une série de timbres éditée par la Poste au profit de la Croix-Rouge. Réunis dans un bloc intitulé "destinées romanesques" ces six timbres sont surtaxés au profit de l'association. L'an dernier, également sur le thème des personnages célèbres, cette opération avait réuni trois millions d'euros. Les amateurs trouvent là l'occasion d'acquérir des beaux timbres tout en réalisant un don. Le bloc est vendu 4,60 euros dont 1,60 au profit de la Croix-Rouge.

Chaque timbre au graphisme qui rappelle le style de l'époque se vend également à l'unité au prix normal de 50 centimes. Si, comme le dit une directrice de la Poste "envoyer un courrier avec ces timbres c'est aussi envoyer un message", il n'est pas surprenant de voir de plus en plus souvent Gavroche sur notre courrier, comme autant de clins d'œil amicaux.

LES ANIMAUX DU JARDIN DES PLANTES

Philippe Ferin est un ancien des studios Disney formé à l'école des Gobelins. Il est en passe de réaliser un dessin animé long métrage dont l'action débute en janvier 1871 se déroule pendant la Commune de Paris et dont l'épilogue se ponctue par le dernier coup de canon des communards lors de la semaine sanglante. L'écriture du scénario de Mathilde Maraninchi, elle aussi une professionnelle des films d'animations, est terminée, Alain Dalotel qui l'a lu avec intérêt n'a repéré aucune erreur historique, et il ne manque que « la production ». Ce n'est pas le plus facile, mais les choses sont en bonne voie. En tout cas, pensent-ils à juste titre, ils ont de bonnes raisons d'être optimistes. Ce n'est ni le talent ni la patience qui leur font défaut. Seulement voilà, un jour le producteur de Sylvain Chomet, l'auteur des *Triplettes de Belleville*, tombe sur le synopsis qui circule alors dans les maisons de production – et pour cause. Il flaire sans doute la bonne idée et tente de s'approprier le projet.

Une idée originale

Alfred le pigeon, reconnaissable à sa casquette de garde Nationale, survole Paris assiégée. Il apporte sans doute quelques précieuses nouvelles de l'Armée de la Loire. Nous sommes en Janvier 1871. Notre brave pigeon, pour échapper aux faucons prussiens lancés à ses trousses et à la convoitise des parisiens affamés, va se réfugier au Jardin des Plantes et y découvre des cages vides. Les animaux comme le petit peuple sont les victimes de la rapacité des spéculateurs. C'est alors que notre pigeon voyageur épuisé et désespéré découvre un petit groupe de rescapés caché dans un coin de « la Grande Serre ».

Ainsi débute le dessin animé « Les Animaux du jardin des plantes ». Ce petit groupe de jeunes animaux, sympathise avec des enfants de la ville et vont ensemble « dériver » dans le Paris de la Commune, des libertés, de la fête et de l'insolence. Au hasard, de ses pérégrinations, notre joyeuse bande rencontre une enseignante nommée Louise Michel, croise Verlaine, employé de l'Hôtel de Ville et qui vient tout juste de quitter comme à regret, pour cause de santé trop fragile, le 160e bataillon, assiste émerveillée à une projection d'Émile Reynaud le précurseur du dessin animé. Elle salue bien d'autres grandes figures que l'histoire officielle a bannies et en particulier, la foule des anonymes, les vrais héros de la Commune qui résiste et brandit l'étendard écarlate de la Sociale. On chante, on festoie à la gloire de la Sociale. Agathe, la petite rhinocéros, Oscar, le jeune singe et Bilou le chiot, sont en parfaite communion avec les insurgés.

La Commune, comme chacun sait, vécut ses derniers moments héroïques aux confins du XX° et du XI° arrondissement. Dans le scénario, à cet endroit précis, le Paris d'hier rejoint celui d'aujourd'hui. Soudain, au détour d'une scène, la présence d'un chinois sur la deuxième barricade de la rue de Belleville, provoque cette remarque émerveillée d'un vieux fédéré : « Ah, çà ! On voit de tout dans la Commune ! Des Hongrois ! Des zouaves ! des Garibaldiens ! des Turcos ! et même toi ! » Et le Chinois de répondre en souriant « Tli moi chi moi, li travailler comme un esclave contre une paye de misère ! Alors vient se battre avec vous pour tout ça finir ! » Aujourd'hui, le scénario est bel et bien écrit et dûment déposé à la SACD. 400 dessins sont déjà réalisés. La musique du générique du film confié au Groupe *Lavach* est dans la boîte. Le « story-board », est terminé.

Philippe Ferin et Mathilde Maraninchi se sont connus à l'Ecole de l'Image des Gobelins et ont depuis roulé leur bosse dans le film d'animation. Pour Philippe Ferin, c'est, dit-il, « le film d'une vie ». « Je prendrai le temps qu'il faut, mais je veux réaliser une animation parfaite à tous points de vue, insiste-t-il ». Ils cherchent à organiser une production et avancent d'un bon pas lorsque le ciel leur tombe sur la tête.

Dans une interview accordée à Odile Tremblay et publiée en septembre 2003 au journal québécois *Le Devoir,* Sylvain Chomet déclare à propos de son prochain projet « *Ce sera une animation 2D qui se déroulera à l'époque de la Commune de Paris. Les Français avaient alors si faim qu'ils mangeaient leurs animaux et ont même abattu ceux du zoo de la ville* ». Le 5 février 2004, il persiste et signe sur l'antenne Canal +. Sur le plateau de *Merci pour l'Info*, il annonce en effet de la façon la plus officielle qui soit que son intention est bien de réaliser un dessin animé long métrage qui reprend l'idée originale de Philippe Ferin et sans jamais le citer bien sûr. Le quotidien *Le Monde* en date du 18 février 2004 confirme à la fois l'antériorité du projet de Philippe Ferin et l'obstination de Sylvain Chomet à s'imposer coûte que coûte dans un rapport de force qui, du fait de sa notoriété, lui semble a priori favorable.

Toutefois les créatures des *Animaux du jardin des Plantes* décident de réagir et se remettent au travail. Pour mobiliser les énergies et les talents, en attendant qu'une production se monte autour de leur projet, ils envisagent de lancer une souscription… comme pour les canons de 1870, plaisantent-ils. Affaire à suivre.

Jean Luc DEBRY



BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à partir du numéro 137

Un an 5 numéros (dont 1 double) : 30 € — Étranger : 32 € (par avion)

Tarif spécial étudiant et chômeur : 20 €

Nom .... Prénom ....

Profession ....

Adresse ....

Code postal .... Ville ....

L'amateur de livres



Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables…

Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles. Merci!

Action poétique 51-52, Agitprop littérature ouvrière en Allemagne. Revue trimestrielle Le Pavillon, 210 p. ....10 €

Andler (Charles), L'Humanisme travailliste. *Essais de pédagogie sociale.* Bibliothèque de « La Civilisation française » 1927, 145 p. ....12 €

Ayguesparse (A.-C.), Machinisme et Culture. Cahiers bleus 1er de la 2e série (novembre 1931), tiré à 2200 ex. 127 p. ....20 €

Aymard (Camille), Bolchevisme ou Fascisme ?… Français il faut choisir ! Flammarion 1925, rel. d. bas. Dos à nerfs 296 p. ....60 €

Badia (Gilbert), Ces Allemands qui ont affronté Hitler. Editions de l'Atelier, 2000, 254 p. ....13 €

Barjonet (André), L'exploitation capitaliste. *Plus-value et salaire.* Ed. Sociales 1963, 166 p. ....6 €

Berthier (P.-V.), Le Spectre. *Ensemble de poèmes par un journaliste militant libertaire.* Auteur 1936, plaquette de 20 p. . . 8 €

B.I.T. , Les moyens de faciliter aux Travailleurs l'emploi de leurs Congés payés. BIT 1939, 106 p. ....12 €

Bonzon et Robert, Nous crions grâce. *154 lettres de pacifistes juin-novembre 1916.* Ed. ouvrières 1989, 192 p. index ....15 €

Borgé et Viasnoff, Archives des Instituteurs. Ed. Trinckvel 1995, cart. éditeur 206 p. nbr. ill. ....15 €

Bouillet (Suzanne), Manuel de la Paix. Plaquette pacifiste de 64 p. (s.d.) 1938 ? . . .8 €

Branquart (René), Les accidents du travail et la classe ouvrière. Gand 1908, plaquette de 40 p. ....10 €

Chabannes (Jacques), Les Enfants de la Troisième République. *La grande moisson des hommes illustres de la IIIe République.* France-Empire 1976, 327 p. biographies 12 €

CNRS, Sociologie et Psychologie Sociale en France 1945-1965. *Bibliographie avec index des auteurs et des sujets.* Association pour la diffusion de la Pensée Française 1966, 252 p. ....18 €

Cremieux (Albert), Cellule 93. *Souvenirs d'un militant du P.C.* Nelle Sté d'Edition 1929, 256 p. (n.c.) ....12 €

Darnar (P.-L.), Tardieu, une des tristesses de l'Histoire. Les Publications Révolutionnaires. Pamphlet de 64 p. couverture avec une caricature de Cabrol ....15 €

Déat (Marcel), L'Ecole Unique et le problème de la Culture. *Conférence donnée en 1931 sous la présidence de Weber, et la présence de Marceau Pivert.* Ed. Eugène Figuière 1931, 91 p. (rare) ....15 €

(Depreux), N°1, avril 1987 des « Cahiers Edouard Depreux. *Un socialiste face à trois guerres.* Actes du Colloque du 16 novembre 1986, 62 p. ill. ....6 €

Deschamps (Fanny), Journal d'une assistante sociale. Edition Spéciale 1970, 192 p. ....10 €

Desgraves (Louis), Montesquieu. Biographie Mazarine 1986, 485 p. index ....15 €

Dolléans (Edouard), Alphonse Merrheim. Biographie. Librairie syndicale s .d. (1939 ?), plaquette de 47 p. ....10 €

Dommanget (Maurice), Albert Thierry. *Biographie.* SUDEL 1950, plaquette de 47 p. ....6 €

Dumont (René), L'Utopie ou la Mort. Seuil 1973, 185 p. ....8 €

Dumoulin (Georges), Carnets de Route. *Quarante années de vie militante.* Editions de l'avenir Lille 1938, 319 p. ill. .....20 €

(Enfantin), Œuvres d'Enfantin. *Xe volume comprenant une correspondance inédite.* Dentu 1872, rel. toile, 222 p. ....20 €

Foerster (F .-W.), L'Ecole et le Caractère. *Les problèmes moraux de la vie scolaire.* Delachaux et Niestlé Neuchâtel 1945, 229 p. ....20 €

Gachon (Lucien), L'Ecrivain paysan. Cahiers bleus juin 1932, tirage à 2200 ex. 122 p. ....20 €

Gille (Bertrand), Les Origines de la Grande Industrie Métallurgique en France. DOMAT Collection d'histoire sociale 1947, 212 p. ....50 €

Giraud (Didier et Marielle), Emile Masson professeur de liberté. Ed. Canope 1991, 383 p. ill. ....20 €

Guerdan (René), La Charte du Travail. *Texte officiel de la loi du 4 octobre 1941.* Flammarion 1941, 125 p. (n.c.) ......12 €

Guillien (Roger), Les Trusts contre la Patrie. Editions de la Liberté 1944, plaquette de 37 p. ....5 €

Gouttenoire de Toury (F.), Le Front Populaire ruiné par ses chefs. F.Sorlot 1939, plaquette de 64 p. envoi ....10 €

Grawitz (Madeleine), Lexique des Sciences Sociales. Dalloz 1981, 376 p. ......10 €

Guilleminault et Mahé, L'Epopée de la Révolte 1862-1962. *Le roman vrai d'un siècle d'Anarchie.* Denoël 1963, 366 p. nbr ill. index ....30 €

---✂---

LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants :

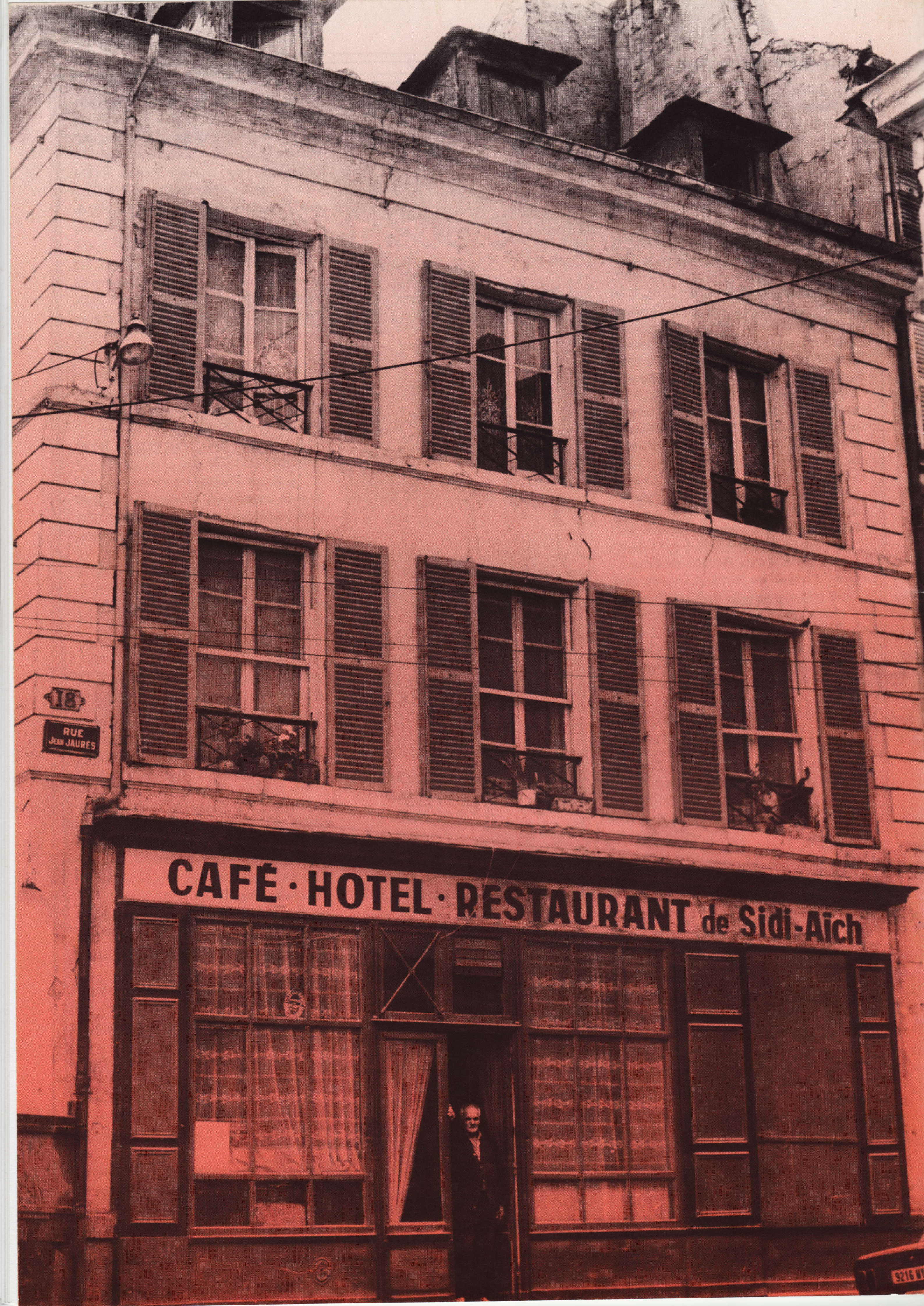
Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	3,50 €
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal

Hilaire (Jean), Histoire des Institutions publiques et des faits sociaux XI au XIXe siècles. Dalloz 1981, 183 p. index .... 10 €
(Histoire Générale du Travail). Nouvelle Librairie de France 1960, cartonnage éditeur :
- Tome III : L'Ere des Révolutions (1765-1914), 403 p. nbr ill. .... 25 €
- Tome IV : La Civilisation Industrielle (1914 à nos jours 366 p. nbr ill. .... 25 €
Julien (Claude), L'Empire américain. *Un acte d'accusation rigoureux...* Grasset poche 1968, 534 p. index .... 5 €
Jouhaux (Léon), L'Organisation Internationale du Travail. *Créée le 29 novembre 1919 à Washington.* Editions de la Sirène 1921. 109 p. .... 10 €
Jouhaux (Léon), La C.G.T. ce qu'elle est, ce qu'elle veut. Gallimard 1937, 187 p. s.p. .... 10 €
Jouhaux (Léon), Le Mouvement Syndical en France. Fédération Syndicale Internationale Berlin 1931, 54 p. .... 10 €
Labin (Suzanne), Le drame de la Démocratie. Pierre Horay 1954, 264 p. ..... 8 €
Laqueur (Walter)Weimar. *Une histoire culturelle de l'Allemagne des années 20.* R.Laffont 1978, 323 p. ill. index ..... 13 €
Loth et Aurès, Petite Histoire de France et de l'Afrique du Nord. *A l'usage des Ecoles primaires d'Algérie et de Tunisie.* Delagrave s.d. (1907 ?) cart. éd. 244 p. nbr ill. .... 15 €
Marx (Karl), L'Allemagne en 1848. *Les Jurés de Cologne-Le procès des Communistes.* Schleicher Frères 1901. 402 p. n.c. .... 30 €
Morhardt (Mathias), L'œuvre de la Ligue des Droits de l'Homme 1898-1910. Ligue des Droits de l'Homme 1911, 234 p. .. 20 €
Mazas de Sarrion, Histoire de Prusse depuis l'origine jusqu'aux derniers événements. Dentu 1870, rel. toile éditeur, 445 p. .... 15 €
Mayran (Camille), Larmes et Lumière à Oradour. Plon 1952, 251 p. .... 8 €
Méron (Frédéric), La Journée Anglaise. *Polémique autour du temps de travail.* Auteur 1929, plaquette de 32 p. ...... 10 €
Michelet (Claude), Histoires des Paysans de France. *17 histoires de Paysans.* R. Laffont 1996, 301 p. .... 10 €
Monmarson (Raoul), Sortir du Gouffre. *Idées pour un programme.* Sté d'Editions Extérieures et Coloniales, juillet 1940, 206 p. .... 8 €
Neveux (J.-B.), Anthologie de la pensée germanique 1850-1914. Didier 1971, 264 p. .... 10 €
Plat (Armand), La Paysannerie française. Ed. du Scorpion 1963, 249 p. n.c. ..... 8 €
Poulaille (Henri), Ils étaient quatre. Le Goût de l'Etre 1986, 111 p. ....6 €
Proudhon (P.-J.), De la création de l'ordre dans l'Humanité, ou principes d'organisation politique. De Prévot 1843, 582 p. .... 30 €
Reclus (Onésime), Un grand destin commence. *Sur la colonisation en Afrique. Précédé d'une biographie de l'auteur.* Renaissance du Livre 1917, rel . d. bas., dos à 5 nerfs, 165 p. .... 30 €
Richard (Gaston), La Question sociale et le Mouvement philosophique au XIXe siècle. Armand Colin 1914,(le Mouvement social contemporain) 363 p. .... 20 €
Rossi (Jacques), Le Manuel du Goulag. Le Cherche Midi éditeur 1995, 333 p. index .... 15 €
Rossi (A.), La Guerre des Papillons. *Quatre ans de politique communiste (1940-1944).* Les Isles d'or 1954, 333 p. + 48 planches de reproduction de documents (n.c.) mque 4e de couv. .... 25 €
Sembat (Marcel), Faites un Roi sinon Faites la Paix. *Les conditions de la Paix pour sauver la République.* Figuière 1913, 278 p. .... 10 €
Sauvy (Alfred), Bien-être et population. Ed. Sociale Française 1945, 225 p. ... 10 €
Sauvy (Alfred), La fin des riches. Calmann Lévy 1975, 295 p. .... 8 €
Sauvy (Alfred), Théorie Générale de la Population. *Vol. I : Economie et Population, Vol. II : Biologie Sociale.* PUF 1956, 2 vol (370 + 398 pp.), index .... 40 €
Spengler (Oswald), Prussianité et Socialisme. Actes Sud 1986 .... 8 €
Souvarine (Boris), Derniers entretiens ave Babel. *Extrait du N° 30 de « Contrepoint ».* Plaquette de 18 p. .... 6 €
Suavet (Thomas), Dictionnaire Economique et Social. Editions Ouvrières 1962, 454 p. .... 20 €
Thierry (Albert), L'Homme en proie aux enfants. *Maître écrivain, selon Monatte, professeur tué en 1915 à 33 ans. D'origine populaire, il collabore à l'Ecole Rénovée.* Ollendorff 1908, 214 p. .... 20 €
Thomas (Albert), Histoire anecdotique du Travail. *Avec compléments pour la période 1925-1960 par Jean Maitron et Lucien Leray.* Association « Souvenir d'Albert Thomas » 1961, sous couv. rempliée, nbr ill. n. et coul. 320 p. (bel exemplaire) .... 30 €
Vildrac (Charles), Vers le travail, Milot. S.u.d.e.l. 1933, ouvrage scolaire avec 80 illustrations originales de H. Mirande. 274 p. .... 20 €
Vinatrel (Guy), L'URSS concentrationnaire. *Travail forcé, esclavage en Russie soviétique.* Spartacus N°14, 128 p. ... 10 €

Internationales Ouvrières et Internationale Communiste :
- Le Conseil général de la Première Internationale 1864-1866. La Conférence de Londres 1865. *Procès-verbaux.* Editions du Progrès Moscou 1972, relié toile 396 p. .... 30 €
- Le Congrès de La Haye de la Première Internationale 2-7 septembre 1872. *Procès-verbaux.* Editions du Progrès Moscou 1972, relié toile 178 p. .... 30 €
- Samuel Bernstein, First International in America. New York 1962, rel. éditeur, 312 p. ....25 €
- Max Nettlau, La Première Internationale en Espagne 1868-1888. Reidel Publishing Company 1969, un fort volume relié toile de 683 p. + une pochette rel. toile des tableaux et cartes. L'ensemble (rare) .. 60 €
- La Première Internationale. *L'institution, l'implantation, le rayonnement.* Ed. du C.N.R.S. 1968 colloque du 16-18 novembre 1964, rel. toile, 489 p. .... 30 €
- Manifestes, Thèses et Résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste 1919-1923. *Textes complets.* Maspero 1969, réédition en fac-similé de l'édition de juin 1934 ... 25 €

La Brochure Mensuelle, Revue d'environ trente page, Chaque .... 5 €
N° 1 – Kropotkine (Pierre), Aux jeunes Gens *Nelle édition 1937.*
N° 2 – Kropotkine (Pierre), La loi et l'Autorité. 02/1923.
N° 3 – Ryner (Han), Une conscience pendant la guerre – L'Affaire Gaston Rolland. 03 1923.
N° 4 – Rhillon, Qu'est-ce que la Propriété ? 04/1923.
N° 5 – Rhillon, Les capitalismes en guerre 1903-1923. 05/1923.
N° 6 – Déjacques, A bas les Chefs ! 06/1923.
N° 7 – S. Faure, Douze preuves de l'inexistence de Dieu. 07/1923.
N° 8 – Rhillon, Qu'est-ce que la Propriété ? ; La Propriété fille du Travail ? 08/1923.
N° 9 – Butaud et Zaïkowska, Tu seras Végétalien ! 09/1923.
N°10 – Spencer (H.), Le Droit d'ignorer l'Etat. 10/1923.
N° 11A – Petit manuel d'Epictète Nelle édition 1937.
N° 11B – Tolstoï (Léon), Tu ne tueras point. 11/1923.
N° 12A- Dr Pelletier, L'Amour et la Maternité Nelle édition 1927.
N° 12B- Ermenonville, « Deshonorons la Guerre » ! 12/1923.
N° 13 – Déclarations de Georges Etièvant. 01/1924.
N° 15 – Rhillon, La Propriété-vol. 03/1924.
N° 16 – Faure, Mirbeau ; Pour ne pas voter. 04/1924.
N° 17A – Laisant (C.-A.), L'Illusion Parlementaire. 05/1924.
N° 17B - Léonard, L'Election du Maire de la Commune. 05/1924.
N° 17C – Léonard, Le Tréteau électoral. 05/1924.
N° 18 – Hecquet (Marceline), L'Objection de Conscience devant le Service Militaire. 06/1924.
La suite de ces plaquettes vous sera proposée dans les prochains numéros.


CAFÉ · HOTEL · RESTAURANT de Sidi-Aïch
18
RUE JEAN JAURÈS